

267
SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE DU CONTENTIEUX

AFFAIRES GÉNÉRALES

N° 6022 Ln

Service Central: *S^{rs} Financiers*

Région : _____

OBJET DE LA CONSULTATION

Emprunts de la SNCF. —

*Droit de timbre et taxe de transmission
sur les obligations émises à la suite de
la conversion prévue par la loi du
2 décembre 1941 (J.O. du 5 déc. 1941)*

Références : *5467*

Observations :

Paris,

18 Avril 2

45, rue St-Lazare

S. J.

Monsieur BERNARD

Chef de la Division Centrale des Finances

Comme suite à notre récent entretien téléphonique, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le mode de calcul de la taxe de transmission, indiqué dans ma lettre du 9 Avril, se déduit du principe posé par l'arrêt de la Cour de Cassation du 2 Mai 1922. En effet suivant cet arrêt, l'expression "titre", qui figure dans l'article 6 de la loi du 23 Juin 1857, "ne peut désigner qu'un droit constaté par un titre matériel" et ainsi "la taxe annuelle de transmission n'est pas exigible avant la création de ce titre". (Cf. Combes, Tr. des taxes dues par les Sociétés, n°157).

Toutefois, d'après les renseignements officiels recueillis, la Direction Générale de l'Enregistrement n'a pas, en matière d'obligations, publié jusqu'ici d'instruction, disposant qu'il convenait désormais de se conformer à la doctrine découlant de l'arrêt de cassation susvisé et que les règles antérieurement admises devaient, dès lors, être abandonnées.

Dans ces conditions, à moins qu'elle ne juge utile de saisir de la question la Direction Générale de l'Enregistrement, la S.N.C.F. peut s'en tenir, en l'espèce, à la méthode indiquée dans votre note du 31 Mars, en calculant la taxe de transmission sur le montant des titres au porteur effectivement en circulation à la fin du trimestre et pour le nombre de jours courus depuis la création du premier titre.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Signé : Bureau

R
1
Monsieur BERNARD

la
Chef de Division Centrale des Finances

faute
M. BERNARD
16 11-11
Comme suite à notre récent entretien télépho-
que, j'ai l'honneur de vous faire connaître que
le mode de calcul de la taxe de transmission, indiqué
dans ma lettre du 9 avril, ^{se réduit} ~~est la conséquence même~~
du principe posé par l'arrêt de la Cour de Cassation
du 2 ^{Mars} ~~avril~~ 1922, ^{En effet} ~~suivant~~ ^{et ainsi} lequel l'expression "titre",
qui figure dans l'article 6 de la loi du 23 juin 1857,
"ne peut désigner qu'un droit constaté par un titre
matériel" et ^{aussi} ~~que~~ "la taxe annuelle de transmission
n'est pas exigible avant la création de ce titre". (Cf.
Combes, Tr. des taxes dues par les Sociétés, n°157.)

Toutefois, il ^{résulte} ~~résulte~~ ^{des} ~~des~~ renseignements ^{recueillis} officiels
que la Direction Générale de l'Enregistrement n'a pas, ~~à~~
~~ce jour~~, en matière d'obligations, publié ^{jusqu'ici} d'instruc-
tion disposant qu'il convenait désormais de se conformer
à la doctrine découlant de l'arrêt de cassation susvisé
et que les règles antérieurement admises devaient, dès
lors, être abandonnées.

Dans ces conditions, à moins qu'elle ne juge
utile de saisir de la question la Direction Générale
de l'Enregistrement, la S.N.C.F. peut s'en tenir, en
l'espèce, à la méthode indiquée dans votre note du
31 mars, en calculant la taxe de transmission sur le
montant des titres au porteur effectivement en circula-
tion à la fin du trimestre et pour le nombre de jours
cours depuis la création du premier titre.

17/4
LE CHEF DU CONTENTIEUX,

4

Question - Answer

Trist. Antisocialism

regls. unchangeable & all in
titled

Paul. you & Ben

1000 a. 1000000000
regit a. 1000000000
de 1000000000 a. 1000000000 -

S.J

6022 Lⁿ

Monsieur le Directeur des Services Financiers,

Vous avez bien voulu me communiquer pour avis une note du 21 mars relative à l'impôt du timbre et à la taxe de transmission dus sur les obligations de la S.N.C.F., émises en vertu des opérations de conversion prévues par la loi du 2 décembre 1941.

Ainsi que le relève cette note, trois conditions sont nécessaires pour qu'un titre d'obligation soit passible desdites taxes.

Il faut :

- 1°- qu'il s'agisse d'une obligation négociable;
- 2°- que le titre ait été souscrit juridiquement;
- 3°- qu'il soit créé matériellement.

La première condition ne soulève aucune difficulté.

En ce qui concerne la deuxième condition, il convient d'observer que, suivant les articles 2 de la loi du 2 décembre 1941 et 3 du décret du 3 décembre 1941, les titres, qui n'ont pas été présentés au remboursement dans le délai prévu, sont obligatoirement convertis. Dès que ce délai est révolu, les obligations émises par la S.N.C.F. sont, à due concurrence, juridiquement souscrites, en vertu même de la loi, par les détenteurs des titres à convertir qui ne les ont pas présentés

au remboursement. Même si les détenteurs ne sont pas connus, ils n'en sont pas moins souscripteurs. Les titres qu'ils possèdent n'ont plus à proprement parler le caractère d'obligations; ils ne produisent plus d'intérêt et ne donnent droit à aucun remboursement. Le seul droit qu'ils représentent est un droit de souscription à l'emprunt nouveau.

Reste enfin la troisième condition.

Cette condition ne sera remplie qu'au fur et à mesure de la création matérielle des titres, c'est-à-dire à la signature des obligations ou dès l'impression des titres si les signatures sont imprimées, comme le permettent les statuts de la S.N.C.F.

Il convient d'observer à cet égard que s'il a été admis que la délivrance de titres d'obligations au guichet rendait seule la taxe exigible, c'est lorsqu'il s'agissait de titres qui n'étaient pas encore souscrits, - ce qui n'est pas le cas en l'espèce.

Dans ces conditions, même si un abonnement est contracté pour la totalité des titres à émettre, il y aura lieu de tenir compte, pour la liquidation de l'impôt du timbre, uniquement des titres créés matériellement dès avant le commencement de chaque trimestre. En outre, pour les titres créés pendant le trimestre, la taxe sera calculée au prorata du nombre de jours écoulés depuis la date de leur création matérielle jusqu'à la fin du trimestre.

De même, la taxe de transmission deviendra exigible sur les obligations qui seront créées au porteur au fur et à mesure de leur création matérielle. Elle sera due chaque trimestre sur les titres déjà créés matériellement à la fin du trimestre précédent et qui existeront sous cette forme à la fin du trimestre pour lequel les droits seront liquidés. En outre, pour les titres créés matériellement pendant le trimestre, la taxe sera calculée proportionnellement au nombre de jours écoulés depuis la date de leur création matérielle.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

P

à Kozes
SB

SJ

N° 6022 Ln

Monsieur le Directeur des Services
Financiers,

Vous avez bien voulu me communiquer pour avis une note du 31 mars relative à l'impôt du timbre et à la taxe de transmission dus sur les obligations de la S.N.C.F. émises en vertu des opérations de conversion prévues par la loi du 2 décembre 1941.

Ainsi que le relève cette note, trois conditions sont nécessaires pour qu'un titre d'obligation soit passible desdites taxes.

Il faut:

- 1° qu'il s'agisse d'une obligation négociable;
- 2° que le titre ait été souscrit juridiquement;
- 3° qu'il soit créé matériellement.

La 1ère condition ne soulève aucune difficulté.

En ce qui concerne la 2ème condition, il convient d'observer que, suivant les articles 2 de la loi du 2 décembre 1941 et 3 du décret du 3 décembre 1941, les titres, qui n'ont pas été présentés au remboursement dans le délai prévu, sont obligatoirement convertis. Dès que ce délai est révolu, les obligations émises par la

2
S.N.C.F. sont, à due concurrence, juridiquement sous-
crites, en vertu même de la loi, par les détenteurs des
titres à convertir qui ne les ont pas présentés au rem-
boursement. Même si les détenteurs ne sont pas connus,
ils n'en sont pas moins souscripteurs. Les titres qu'ils
possèdent n'ont plus à proprement parler le caractère
d'obligations; ils ne produisent plus d'intérêt et ne
donnent droit à aucun remboursement. Le seul droit qu'ils
représentent est un droit de souscription à l'emprunt nou-
veau.

Reste enfin la 3ème condition.

Cette condition ne sera remplie qu'au fur
et à mesure de la création matérielle des titres, c'est-
à-dire à la signature des obligations, ^{ou à l'impression} ~~et il en sera ainsi~~
^{ou l'impression} même si les signatures sont imprimées, comme le permettent
les statuts ^{de la S.N.C.F.}

Il convient d'observer à cet égard que s'il
a été admis que la délivrance des titres d'obligations au
guichet rendait seule la taxe exigible, c'est lorsqu'il
s'agissait de titres qui n'étaient pas encore souscrits, — ce
qui n'est pas le cas en l'espèce.

Dans ces conditions, même si un abonnement
est contracté pour la totalité des titres à émettre, il y
aura lieu de tenir compte, ^{de l'impôt de} ~~de~~ pour la liquidation de la
^{fin} ~~taxe~~ uniquement de titres créés matériellement dès avant
le commencement de chaque trimestre. En outre, pour les
titres créés pendant le trimestre, la taxe sera calculée

au prorata du nombre de jours écoulés depuis la date de leur création matérielle jusqu'à la fin du trimestre.

De même, la taxe de transmission deviendra exigible sur les obligations qui seront créées au porteur au fur et à mesure de leur création matérielle. Elle sera due chaque trimestre sur les titres déjà créés matériellement à la fin du trimestre précédent et qui existeront sous cette forme à la fin du trimestre. En outre, pour les titres créés matériellement pendant le trimestre, la taxe sera calculée proportionnellement au nombre de jours écoulés depuis la date de leur création matérielle.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Handwritten notes:
+ pour l'impôt
sur le revenu
des valeurs
mobilières

Le 8 Avril 1942

N O T E

Une loi du 2 Décembre 1941 a autorisé la S.N.C.F. à procéder à une opération d'émission en vue de la conversion d'emprunts contractés par les anciennes Compagnies.

Aux termes de l'article 2 de cette loi, "un délai d'opération dont la durée sera fixée par arrêté ministériel sera accordé aux porteurs des titres des emprunts visés à l'article 1er pour en demander le remboursement. Les titres qui n'auront pas été présentés au remboursement pendant ce délai seront convertis ... "

Suivant l'article 3 du décret du 3 Décembre 1941 "les propriétaires des titres des emprunts convertis qui désireraient en obtenir le remboursement devront en faire la demande et effectuer en même temps le dépôt de leurs titres :

"1) du 8 au 20 Décembre 1941 inclus en France, en Algérie, en Tunisie et au Maroc.

"2) ...

"Les titres qui n'auront pas été présentés au remboursement dans les délais ci-dessus fixés seront convertis d'office en obligations S.N.C.F. 4 % 1941."

La question est posée de savoir à quel moment les obligations de la S.N.C.F. ainsi émises deviendront passibles de la taxe d'abonnement au timbre et du droit de transmission.

I- Droit d'Abonnement au Timbre -

L'article 12 du Code des Valeurs Mobilières dispose notamment :

"Les titres d'obligations souscrites par les départements, communes, établissements publics et compagnies, sous quelque dénomination que ce soit, dont la cession, pour être parfaite à l'égard des tiers, n'est pas soumise aux dispositions de l'article 1690 du Code Civil, sont assujettis au timbre proportionnel de 4 % du montant du titre ... "

Enfin, d'après l'article 15 : "Les départements, communes, établissements publics et compagnies peuvent s'affranchir des obligations imposées à l'article 12, en contractant avec l'Etat, un abonnement pour toute la durée des titres ... "

Il résulte de ces textes que, pour que le droit de timbre devienne exigible, il faut que les obligations soient "souscrites". Mais il est indispensable, en outre, que les titres soient matériellement créés.

Un jugement du Tribunal de la Seine, en date du 26 Mars 1886, précise, en effet, dans ses motifs "que d'après l'en-semble des dispositions de la loi, et du décret du 29 Juillet 1850, la taxe d'abonnement, comme le droit au comptant, n'est due qu'autant qu'il existe des titres sur la souche et le talon desquels le timbre puisse être apposé." Il en résulte que l'exigibilité de la taxe d'abonnement dépend de l'existence des titres.

La Cour de Cassation s'est formellement prononcée dans ce sens dans un arrêt du 24 Octobre 1933 rendu en matière d'actions mais dont les principes sont applicables aux obligations:

"Vu l'article 13 de la loi du 29 Décembre 1929;

"Attendu que ce texte, sans modifier les principes qui régissent le droit de timbre établi par la loi du 5 Juin 1850, fixe un taux nouveau du droit annuel d'abonnement prévu par l'article 22 de cette loi pour les titres émis par les Sociétés ou autres collectivités assujetties; qu'au sens de cette loi, les titres émis désignent des titres matériels constatant l'existence d'un droit; que l'impôt n'est pas exigible avant la création du titre et que l'existence antérieure du droit constatée ne saurait avoir pour effet de donner rétroactivement ouverture à la perception de la taxe annuelle pour une période déjà écoulée..."

L'Administration de l'Enregistrement a accepté cette doctrine.

Dans son instruction du 13 Janvier 1939 n° 4.396, relative à l'application du décret du 31 Décembre 1938 portant réduction de la taxe sur le revenu pendant 20 ans sur les intérêts des obligations émises après la promulgation du décret et avant le 1er Août 1939, on lit, en effet, ce qui suit ;

" Le taux de l'impôt applicable aux intérêts des emprunts visés par la nouvelle disposition est réduit de moitié quel que soit le tarif applicable (tarif normal ou tarif réduit).

" Mais la réduction n'est pas définitive; elle ne produira ses effets que pendant 20 ans, à partir de l'émission des obligations. Par application de la Jurisprudence de la Cour de Cassation (Cass. Civ. 24 Oct. 1933 - Instr. 4161, par. 1er) le terme "émission" employé dans un texte relatif à l'impôt du timbre, désigne la création matérielle des titres dont l'existence est nécessaire pour que l'impôt soit exigible; mais cette jurisprudence cesse de s'appliquer lorsqu'il s'agit de la perception

"d'un impôt comme la taxe sur le revenu, dont l'exigibilité n'est pas liée à l'existence d'un titre."

Il résulte de ces textes que trois conditions sont nécessaires pour qu'un titre d'obligation soit passible de la taxe d'abonnement au timbre :

1) Il faut d'abord qu'il s'agisse d'une obligation négociable;

2) Il faut ensuite que le titre ait été souscrit juridiquement;

3) Il faut enfin qu'il soit créé matériellement.

•
• •

Il suffit de faire application de ces principes au cas particulier pour déterminer dans quelles conditions la taxe d'abonnement au timbre deviendra exigible.

Tout d'abord, il est sans difficulté que les obligations envisagées dont la cession n'est pas soumise aux formalités de l'article 1690 du Code Civil et qui sont susceptibles d'être négociées en Bourse ont le caractère de titres négociables.

D'autre part, il résulte des articles 2 de la loi du 2 Décembre et 3 du décret du 3 Décembre 1941, que les titres qui n'ont pas été présentés au remboursement dans le délai prévu sont obligatoirement convertis. Dès que ce délai est révolu, les obligations émises par la S.N.C.F. sont, à due concurrence, juridiquement souscrites, en vertu de la loi, par les détenteurs des titres à convertir que ne les ont pas présentés au remboursement. Même si les détenteurs ne sont pas connus, ils n'en sont pas moins souscripteurs. Les titres qu'ils possèdent n'ont plus à proprement le caractère d'obligations; ils ne produisent plus d'intérêt et ne donnent droit à aucun remboursement. Le seul droit qu'ils représentent est un droit de souscription à l'emprunt nouveau.

Reste, enfin, la troisième condition. Cette condition ne sera remplie qu'au fur et à mesure de la création matérielle des titres, c'est-à-dire, de la signature des obligations.

C'est donc, au fur et à mesure de cette création matérielle que la taxe d'abonnement au timbre deviendra exigible, même si l'abonnement est contracté pour la totalité des titres à émettre.

Il en résulte que pour la liquidation de la taxe d'abonnement, il y aura lieu de tenir compte des titres créés matériellement dès avant le commencement de chaque trimestre. En outre, pour les titres créés pendant le trimestre, la taxe sera calculée au prorata du nombre de jours écoulés depuis la date de leur création matérielle jusqu'à la fin du trimestre.

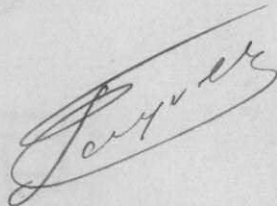
II - Taxe annuelle de Transmission -

Les mêmes principes que ceux exposés ci-dessus pour la taxe d'abonnement au timbre sont applicables à la taxe annuelle de transmission.

En effet, dans un arrêt du 2 Mai 1922, la Cour de Cassation a décidé que l'expression "titre" qui figure dans l'article 6 de la loi du 23 Juin 1857 "ne peut désigner qu'un droit constaté par un titre matériel" et que la "taxe annuelle de transmission n'est pas exigible avant la création de ce titre".

Sans doute, l'article 24 de la loi du 28 Décembre 1922 a-t-il soumis à l'impôt le droit incorporel de l'actionnaire ou du titulaire de la part de fondateur. Mais ce texte laisse les obligations hors de son application. Ces titres restent donc soumis à la règle générale et ne sont, par suite, avant leur création matérielle, assujettis ni au droit de transfert ni à la taxe de transmission.

La taxe de transmission deviendra donc exigible sur les obligations qui seront créées au porteur, au fur et à mesure de leur création matérielle. Elle sera due chaque trimestre sur les titres déjà créés matériellement à la fin du trimestre précédent et qui existeront sous cette forme à la fin du trimestre. En outre, pour les titres créés matériellement pendant le trimestre, la taxe, ^{sera} calculée proportionnellement au nombre de jours écoulés depuis la date de leur création matérielle. (Combes n° 157).



Paris, le 31 Mars 1942

S.N.C.F.

SERVICES FINANCIERS

Subdivision des Titres
23, R. de Londres - IX.*Effet du 5 X 41*

NOTE

au sujet du règlement de l'impôt du timbre et de la taxe de transmission frappant les Obligations S.N.C.F. 4% 1941 émises en échange des titres des Réseaux convertis par application de la Loi du 2 Décembre 1941

g. Rous

La question se pose de savoir comment devront être déterminés l'impôt du timbre et la taxe de transmission dus en raison des obligations S.N.C.F. 4% 1941 émises en conversion de certains titres des anciens Réseaux par application de la Loi du 2 Décembre 1941.

Ces impôt et taxe sont dus sous trois conditions :

- 1°) qu'il s'agisse d'un titre négociable
- 2°) que le titre ait été juridiquement émis
- 3°) qu'il ait été créé matériellement.

Aucune difficulté spéciale n'est soulevée par la première condition. Il n'en est pas de même des deux autres.

a) Emission juridique : Cette émission suppose un concours de volontés du souscripteur et de l'emprunteur.

Dans l'hypothèse qui nous occupe, il est permis de se demander si l'émission juridique n'est réalisée qu'au moment où le porteur de titres convertibles les dépose en demandant la conversion en titres 4% 1941, ou si au contraire, l'émission juridique se trouve réalisée dès l'instant où les anciens titres se sont trouvés obligatoirement convertis.

On peut considérer, en effet, que le porteur de titres convertis qui n'en a pas demandé le remboursement dans le délai prévu par la loi du 2 Décembre, et expirant le 20 Décembre 1941, a manifesté par son abstention sa volonté de souscrire au nouvel emprunt.

Dans cette théorie, l'émission juridique des obligations S.N.C.F. à émettre pour les besoins de la conversion est réalisée en totalité dès le 1er Janvier 1942, date légale d'effet de la conversion.

b) Création matérielle : En ce qui concerne cette condition, il semble que contrairement aux deux premières, elle ne se trouvera réalisée que lorsque les obligations

.....

S.N.C.F. 4% I94I seront effectivement créées conformément aux textes en vigueur.

En définitive, les impôts sus-visés ne seraient dus, en ce qui concerne la taxe de transmission, que pour le montant des titres au porteur effectivement en circulation à la fin du trimestre et pour le nombre de jours courus depuis la date de création du 1er titre, et, en ce qui concerne le droit de timbre, pour le nombre exact de jours pendant lesquels chaque titre créé aurait été en circulation au cours du trimestre.

Décrets portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 14 janvier 1939 en ce qui concerne les caisses de retraites de l'Opéra-Comique et de l'Opéra (rectificatifs) (p. 5264).

Arrêtés portant nominations et chargeant d'enseignement (enseignement supérieur) (p. 5264).

Secrétariat d'Etat à la famille et à la santé.

Arrêtés du 3 décembre 1941 portant ouverture de concours pour le recrutement de médecins inspecteurs adjoints de la santé et d'inspecteurs adjoints des services de l'assistance (p. 5261).

Arrêtés portant mutations (inspection de la santé, hôpitaux psychiatriques et inspection des services de l'assistance) (p. 5261).

Secrétariat d'Etat au ravitaillement.

Arrêté du 19 novembre 1941 relatif aux indemnités compensatrices dues à la meunerie (p. 5264).

Arrêté du 19 novembre 1941 relatif aux indemnités compensatrices pour complément du prix des blés et des seigles (p. 5264).

Arrêté du 19 novembre 1941 relatif à la redevance départementale sur les farines (p. 5265).

Arrêté du 19 novembre 1941 relatif aux primes de magasinage sur les céréales secondaires (p. 5265).

Arrêté du 19 novembre 1941 relatif à la taxe différentielle sur les farines (p. 5266).

Arrêté désignant un régisseur d'avances (p. 5266).

Arrêté nommant un inspecteur général du ravitaillement (p. 5266).

Secrétariat d'Etat à la production industrielle.

Arrêté portant ouverture de crédit (fonds de concours) (p. 5266).

Arrêté portant création d'une taxe destinée à couvrir les dépenses du comité d'organisation des industries des peintures, vernis, pigments broyés et encres d'imprimerie et des commerces qui s'y rattachent (additif) (p. 5266).

Arrêté nommant les délégués mineurs de la circonscription de Balmarelle (p. 5266).

Secrétariat d'Etat aux communications.

Arrêtés portant attribution et retrait de fonctions (services extérieurs des postes, télégraphes et téléphones) (p. 5267).

Secrétariat d'Etat aux colonies.

Arrêté du 3 décembre 1941 majorant l'indemnité pour charges militaires des fonctionnaires de l'inspection des colonies (p. 5267).

AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

MINISTÈRE DE L'ECONOMIE NATIONALE ET DES FINANCES

Reis de tirage de la vingt et unième tranche de la Loterie nationale 1941 (p. 5268).

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

Décision n° 1, du 15 novembre 1941, du comité d'organisation professionnelle de l'industrie de la distillerie utilisant des matières d'origine agricole (p. 5267).

SECRETARIAT D'ETAT A LA FAMILLE ET A LA SANTE

Avis de concours pour le recrutement de médecins inspecteurs adjoints de la santé et d'inspecteurs adjoints des services de l'assistance (p. 5267).

SECRETARIAT D'ETAT AUX COLONIES

Avis de concours pour l'emploi de commis de la trésorerie de l'Afrique occidentale française (p. 5263).

LOIS

N° 5067. — LOI du 30 novembre 1941 modifiant la convention du 31 août 1937 relative au régime financier des chemins de fer.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Vu le décret-loi du 31 août 1937 relatif au nouveau régime des chemins de fer et la convention du même jour y annexée;

Vu les lettres d'adhésion des compagnies du Nord, de l'Est, de Paris à Orléans, de Paris à Lyon et à la Méditerranée et du Midi, en date du 31 octobre 1941;

Le conseil des ministres entendu,

Décrétions:

Art. 1^{er}. — Les articles 21 (B, b et c) et 26 de la convention du 31 août 1937, annexée au décret-loi de même date, sont modifiés ou complétés ainsi qu'il suit:

« Art. 21-B. — »

« b) Le montant des charges effectives (intérêts, amortissement, frais accessoires, etc.) dûment justifiées du capital social et des emprunts de toute nature contractés par la Société nationale en vertu de l'article 26 (§§ 1^{er} et 3) ou pour son compte dans les conditions prévues à l'article 29, ainsi que des emprunts émis par elle pour le remboursement, la consolidation ou la conversion des emprunts susvisés, le tout sous déduction des remboursements et annuités dus par l'Etat, les départements, les communes et les particuliers;

« c) Le montant des charges effectives (intérêts, amortissement, frais accessoires, etc.) dûment justifiées des emprunts de toute nature pris en charge par la Société nationale en vertu des articles 30 et 31, ainsi que des emprunts émis par elle pour le remboursement, la consolidation ou la conversion des emprunts susvisés, le tout sous déduction des remboursements et annuités dus par l'Etat, les départements, les communes et les particuliers ».

Art. 26. — La Société nationale ne pourra emprunter qu'en vue de:

« 1^o Couvrir ses dépenses d'établissement dans les conditions définies aux articles 28 et 43;

« 2^o Procéder au remboursement, à la consolidation ou à la conversion des em-

prunts émis par elle, ainsi que des emprunts visés aux articles 29, 30 et 31;

« 3^o Faire face à ses besoins de trésorerie ».

Art. 2. — Les titres d'emprunts de la Société nationale des chemins de fer français sont exonérés de tous impôts et taxes sur les valeurs mobilières lorsqu'ils sont détenus par les compagnies du Nord, de l'Est, de Paris à Orléans, de Paris à Lyon et à la Méditerranée et du Midi.

Les titres émis par les compagnies susvisées dans l'intérêt de l'exploitation du chemin de fer, titres dont la Société nationale est seule débitrice à l'égard des porteurs par application de la convention du 31 août 1937, bénéficient de la même exonération lorsqu'ils sont détenus par la compagnie émettrice.

Les exonérations susvisées, qui ont effet du 1^{er} janvier 1938, prendront fin, pour les compagnies du Nord et de l'Est, au 31 décembre 1955, date prévue par l'article 4 du décret-loi du 31 août 1937, et pour les autres compagnies, à l'expiration de leurs concessions actuelles.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au Journal officiel et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 30 novembre 1941.

PH. PÉTAIN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français:

Le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances, YVES BOUTHILLIER.

Le secrétaire d'Etat aux communications, JEAN BERTHELOT.

N° 5068. — LOI du 2 décembre 1941 autorisant la Société nationale des chemins de fer français à procéder à des opérations d'émission, de conversion et de remboursement d'emprunts.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Le conseil des ministres entendu,

Décrétions:

Art. 1^{er}. — La Société nationale des chemins de fer français est autorisée à procéder, dans les conditions fixées à l'article 2 ci-dessous, à la conversion des emprunts désignés ci-après:

Obligations 5 p. 100 1933 des compagnies de l'Est, du Midi, du Nord, de Paris à Lyon et à la Méditerranée, de Paris à Orléans, ainsi que des administrations des chemins de fer de l'Alsace-Lorraine et de l'Etat;

Obligations 5 1/2 p. 100 1935 des compagnies de l'Est, du Midi, du Nord, de Paris à Lyon et à la Méditerranée, de Paris à Orléans, ainsi que des administrations des chemins de fer de l'Alsace-Lorraine et de l'Etat et du syndicat des chemins de fer de Grande-Ceinture de Paris;

Obligations 6 p. 100 1936 des compagnies de l'Est, du Midi, du Nord, de Paris à Lyon et à la Méditerranée, de Paris à Orléans, ainsi que des administrations des chemins de fer de l'Alsace-Lorraine et de l'Etat;

*A à B - Super en plein
amplifier 1 m m
Donner une
Vidalguy
15.1.42*

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE DU CONTENTIEUX

SECRÉTARIAT JURIDIQUE

D^{re} N°

N° 6024 Ln

Service Central: ^{C'est} l'Est

Région:

OBJET DE LA CONSULTATION

Prescriptions des coupons au profit de
l'Etat (art 171 C.V.M.)

Quid en ce qui concerne les coupons
des titres émis à l'étranger?

Références : 1371

8560 Ln

Observations :

L. J.
306024 km

Paris, le 30 avril 1942

Monsieur Lédoucq
Secrétaire général de la Compagnie
des Chemins de fer de l'Est

Président de la Conférence des
Secrétaires généraux
144, rue du Faubourg Saint-Martin
Paris 10

Comme vous avez bien voulu
m'expedier, par votre lettre du 16 avril,
faisant suite à la correspondance
~~que vous m'avez~~ échangée à ce sujet,
que la réclamation de l'enregistrement
relative aux coupons prescrits
des emprunts émis à l'étranger,
ne pouvait concerner, pour la C. E.
de l'Est, que l'emprunt 3 % émis
en dollars en 1929 par les soins de
Messrs. Dillon Read & Co à New-York.

Le contrat passé avec ces banquiers
stipule qu'au 1^{er} décembre de chaque

Amé

M. Bouché

29-4-42

anné, il sera remboursé à la C^{ie} de
l'Est les sommes déposées, représen-
tant le montant de coupons non
présentés dans un délai de dix ans
après leur échéance, et elles repré-
senteront le montant des obli-
gations désignées au remboursement
ou arrivées à échéance, et des primes
s'il en existe, non présentées dans un
délai de vingt ans après la date de
remboursement ou d'échéance.

Le délai de dix années se trouve
expiré pour les coupons, dont le
dernier a été mis en paiement
le 14 novembre 1930. L'emprunt
ayant été remboursé par anticipa-
tion à la même date, le délai
de vingt années, applicable aux
obligations amorties, mais non
remboursées, n'est pas encore expiré.

En fait, M^r M. Dillon Read ne
vous ont, jusqu'à ce jour, reversé
aucune somme en exécution de
la clause du contrat ci-dessus
rappelé et vous n'avez pas la
possibilité de les interroger avant
la cessation des hostilités.

J'ai l'honneur de vous faire
connaître que je ~~ne puis~~ n'ai
aucune objection à ce que vous
portiez les faits ci-dessus à la
connaissance de l'Administration
de l'enregistrement, en réponse
à la lettre par laquelle elle vous
a saisi de la question.

Le Chef du Contentieux:

Mme: Glenneig

+
J. intervenant
ultérieurement après
1. exp

Paris,

30 Avril

6024 In

Monsieur LEDOIGT
Secrétaire Général de la Compagnie des Chemins de fer de l'Est,

Président
de la Conférence des Secrétaires Généraux

144, rue du Faubourg Saint-Martin, PARIS -10^e

Vous avez bien voulu m'exposer, par votre lettre du 16 avril faisant suite à la correspondance échangée à ce sujet, que la réclamation de l'Enregistrement relative aux coupons prescrits des emprunts émis à l'étranger, ne pouvait concerner, pour la Compagnie de l'Est, que l'emprunt 7 % émis en dollars en 1925 par les soins de MM.DILLON READ & C^o à NEW-YORK.

Le contrat passé avec ces banquiers stipule qu'au 1er décembre de chaque année, il sera remboursé à la Compagnie de l'Est les sommes déposées, représentant le montant de coupons non présentés dans un délai de dix ans après leur échéance, et celle représentant le montant des obligations désignées au remboursement ou arrivées à échéance, et des primes s'il en existe, non présentées dans un délai de vingt ans après la date de remboursement ou d'échéance.

Le délai de dix années se trouve expiré pour les coupons, dont le dernier a été mis en paiement le 1er novembre 1930. L'emprunt ayant été remboursé par anticipation à la même date, le délai de vingt années, applicable aux obligations amorties, mais non remboursées, n'est pas encore expiré.

En fait, MM. DILLON READ ne vous ont, jusqu'à ce jour, reversé aucune somme en exécution de la clause du contrat ci-dessus rappelée et vous n'avez pas la possibilité.

d'intervenir utilement auprès d'eux avant la cessation
des hostilités.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que je
n'ai aucune objection à ce que vous portiez les faits
ci-dessus à la connaissance de l'Administration de l'En-
registrement, en réponse à la lettre par laquelle elle
vous a saisi de la question.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Signé: Fleury

COMPAGNIE
DES
CHEMINS DE FER
DE L'EST

Reg. Com. Seine N° 56604

COMPTE DE CHÈQUES POSTAUX
PARIS 1000 - 02

SERVICE DES TITRES

144, Rue du Faubourg-Saint-Denis
PARIS - 10°

N° St

Adresser la réponse, par lettre affran-
chie, au Chef du Service des Titres,
en rappelant le numéro de la lettre à
laquelle on répond.

Paris, le 16 Avril

1942

Monsieur AURENGE

Chef du Service du Contentieux de
la S.N.C.F.

Par votre lettre du 9 Avril dernier, vous avez bien voulu, en réponse à ma communication du 3 Avril précédent, me faire connaître votre interprétation de principe de l'art. 111 de la loi du 25 Juin 1920, en ce qui concerne les coupons prescrits des emprunts émis à l'étranger.

Vous avez ajouté que, pratiquement, et pour décider en pleine connaissance de cause de l'attitude à adopter par les Compagnies à l'égard de l'Administration de l'Enregistrement, il était indispensable d'examiner la question par cas d'espèce.

A ce propos, je vous informe que la Cie de l'Est ne pourrait être intéressée par la réclamation de l'Administration qu'au sujet de l'emprunt 7 % qu'elle a émis en dollars en 1925 par les soins de M.M. DILLON READ and Co à New-York.

Le 1er coupon de cet emprunt a été mis en paiement le 1er mai 1925 et le dernier le 1er novembre 1930, date à laquelle a été effectué le remboursement anticipé de l'emprunt.

Le contrat stipule qu' "au 1er Décembre de chaque année, il sera remboursé à la Compagnie les sommes "déposées, représentant le montant de coupons non "présentés dans un délai de dix années après leurs "échéances respectives et celles représentant le montant "des obligations désignées au remboursement ou arrivées "à échéance, et des primes s'il en existe, non présentées "dans un délai de vingt années après la date de rembour- "sement ou d'échéance."

Jusqu'à ce jour, M.M. DILLON READ ne nous ont reversé aucune somme en exécution de cette dernière clause du contrat et il ne nous est pas possible de les interroger avant la cessation des hostilités.

.....

Il est dans notre intention de porter ces faits à la connaissance de l'Administration. Je vous serais très obligé de vouloir bien me faire connaître si vous avez des objections à cette réponse.

Le Secrétaire Général de la Compagnie,

J. Leduc

3 ex -

9/10

Avril 19 x 42

6024 Ln

Monsieur LEDOIGT
Secrétaire Général de la Compagnie
des Chemins de fer de l'EST,

Président de la Conférence des Secrétaires Généraux

144, rue du Faubourg Saint-Martin.
P A R I S -10^e

Par lettre du 3 avril, vous avez bien voulu me saisir d'une réclamation de l'Administration de l'Enregistrement qui demande aux Compagnies si le montant des coupons prescrits afférents aux titres émis par elles à l'étranger a été versé régulièrement au Trésor et, dans la négative, d'indiquer le montant des coupons à payer frappés par la prescription de cinq ans.

La question de l'application de l'article 111 de la loi du 25 juin 1920 (art. 171 C.V.M.) aux emprunts émis par les réseaux à l'étranger a fait l'objet -ainsi que vous le rappelez- d'une étude dégageant les règles générales suivantes.

Tout d'abord, comme je l'indiquais, les dispositions de l'article 111 de la loi du 25 juin 1920 doivent, à mon avis, recevoir leur application en ce qui concerne les emprunts en cause; en effet, le texte de cet article est tout à fait général et aucune exception n'est prévue pour le cas où l'émission a été faite à l'étranger. Le fait que les obligations des Réseaux sont assimilées, au point de vue fiscal, aux valeurs étrangères non abonnées par la loi du 27 mars 1920 (art. 169 C.V.M.), ne les fait pas bénéficier d'une exemption particulière en ce qui

regarde l'article 111, car celui-ci institue non pas une simple taxe, mais une "attribution à l'Etat". L'Exposé des motifs de la loi a bien précisé que le législateur a considéré les titres et coupons prescrits comme des "biens vacants et sans maître, qui doivent revenir à l'Etat par application de la règle générale inscrite dans l'article 539 du Code civil."

Lorsqu'il est établi que par le jeu de la prescription, une Compagnie se trouve définitivement libérée à l'égard des porteurs, les coupons deviennent des biens vacants et sans maître situés sur le territoire français en raison du domicile du débiteur et l'Etat peut alors exercer sur ces biens son droit de souveraineté.

Mais si l'application de l'article 111 aux emprunts des Réseaux à l'étranger ne peut être contestée, il ne s'ensuit nullement que le droit de mainmise de l'Etat s'ouvre, d'office, à l'expiration de la prescription quinquennale ou trentenaire prévue par le Code civil français, selon qu'il s'agit de coupons ou du capital.

Aussi bien, l'Administration de l'Enregistrement elle-même a-t-elle reconnu qu'il fallait, pour les emprunts à l'étranger, apprécier les conditions requises pour la prescription libératoire en se référant à la loi du contrat. C'est ainsi qu'au sujet de coupons d'un emprunt contracté au Canada par la Ville de Paris, la Direction Générale de l'Enregistrement a notifié au Préfet de la Seine une décision en date du 13 avril 1926, ainsi conçue:

"L'article 111, paragraphe 1er, de la loi du 25 juin 1920 n'a pas distingué entre les obligations négociables en France ou à l'étranger. Il en résulte que tout coupon d'une valeur transmissible par les modes rapides, couramment appelés voies commerciales (transfert, tradition, endossement), se trouve acquis à l'Etat, dès lors que le porteur français ou étranger n'est plus fondé à en réclamer le paiement, étant entendu, d'ailleurs, que la prescription opposable en l'espèce est celle qui résulte de la loi canadienne et qui peut être plus courte ou plus longue que la prescription quinquennale de l'article 2277 du Code civil."

Pour déterminer si le droit de l'Etat a ou non pris naissance, il faut donc examiner séparément la situation de chaque émission, et rechercher pour chacune d'elles dans la loi étrangère ou les contrats eux-mêmes les règles applicables à la prescription libératoire.

A cet égard, plusieurs situations sont susceptibles de se présenter.

se présenter.

1°- Les conditions d'émission peuvent prévoir, sur les titres ou sur les prospectus, qu'en ce qui concerne les coupons non présentés à l'échéance et les obligations amorties, la prescription sera acquise pour leur paiement au bout d'un certain délai -délai qui pourra être plus court ou plus long que celui prévu par la loi locale.

Si, d'après cette loi, une telle disposition n'est pas contraire à l'ordre public, et peut ainsi recevoir son exécution, le droit de l'Etat français s'ouvrira à l'expiration du délai imparti à la convention.

2°- Si le contrat ne contient pas une clause semblable ou si celle-ci est contraire à l'ordre public local, ce sera la loi du pays d'émission qui déterminera les règles relatives au délai de prescription, à ses effets, aux causes de suspension, d'interruption, etc... et qui, par suite, fixera le moment à partir duquel l'Etat pourra se prévaloir de l'article III.

3°- Le contrat d'émission peut encore prévoir que la Compagnie doit verser en temps utile une provision correspondant au montant total de l'échéance entre les mains du banquier trustee chargé du service de l'emprunt à l'étranger.

La provision doit alors rester bloquée au profit du créancier jusqu'à la présentation du titre ou du coupon, -la société débitrice étant, par ailleurs, elle-même libérée envers le porteur, qui conserve seulement contre le banquier trustee une action régie par les termes du contrat ou du droit local.

Dans cette hypothèse, ce ne serait donc que si le trustee était tenu de reverser à la société française, en vertu de clauses spéciales, des sommes atteintes par la prescription, qu'un versement devrait être fait au Domaine au titre de l'article III.

En définitive, au point de vue pratique, il faut évidemment, pour décider en pleine connaissance de cause, examiner la question par cas d'espèce, au besoin avec le concours d'avocats internationaux, en se référant aux prescriptions des diverses lois étrangères applicables et en tenant compte des modalités de chaque émission et des clauses des conventions intervenues avec les créanciers, les banquiers et les trustees.

Telles étaient les conclusions de mon étude de 1935 et celles-ci restent toujours valables.

Mais il y a lieu de tenir compte, en outre, des règles particulières édictées depuis la guerre au sujet des blocages d'avoirs ou des transferts de fonds entre divers pays.

Par ailleurs, en ce qui concerne la législation applicable à la prescription en Suisse, en Angleterre, en Hollande et aux Etats Unis d'Amérique, il serait nécessaire que je consulte des juristes qualifiés de chacun des pays en cause, étant donné surtout que des lois nouvelles ont pu intervenir, édictant notamment des suspensions de délai; or, dans les circonstances présentes, je ne pourrais obtenir ces renseignements qu'avec un très long retard.

Dans ces conditions, il ne m'est pas possible de vous fournir la documentation d'ensemble que vous désirez, mais, bien entendu, j'examinerai chacun des cas particuliers qui me seront soumis par les Compagnies intéressées en vue de leur donner une solution aussi rapide que possible.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Signé : Aurenge

SJ

6024 Ln

Va
ly
12
8. n.
Monsieur LEDOIGT
Secrétaire Général de la Compagnie des Chemins de fer
de l'Est

Président de la Conférence des Secrétaires Généraux

144, rue du Faubourg St-Martin

PARIS -10^e

*Finis
9/12*

Par lettre du 3 avril, vous avez bien voulu
saisir
me ~~XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX~~ d'une réclamation de
l'Administration de l'Enregistrement qui demande aux
Compagnies si le montant des coupons prescrits ^{affiliés aux} sur les
titres émis par elles à l'étranger a été versé réguliè-
rement au Trésor et, dans la négative, d'indiquer le
montant des coupons à payer frappés par la prescription
de cinq ans.

La question de l'application de l'article
aux emprunts émis par les réseaux à l'étranger
111 de la loi du 25 juin 1920 (art. 171 C.V.M.) a fait
l'objet -ainsi que vous le rappelez- d'une étude déga-
geant les règles générales suivantes.

Tout d'abord, comme je l'indiquais, les dispo-
sitions de l'article 111 de la loi du 25 juin 1920
doivent, à mon avis, recevoir leur application en ce
qui concerne les emprunts en cause; en effet, le texte de
cet article est tout à fait général et aucune exception
n'est prévue pour le cas où l'émission a été faite à
des Réseaux
l'étranger. Le fait que les obligations/sont assimilées,

au point de vue fiscal, aux valeurs étrangères non abonnées par la loi du 27 mars 1920 (art. 169 C.V.M.), ne les fait pas bénéficier d'une exemption particulière en ce qui regarde l'article 111, car celui-ci institue non pas une simple taxe, mais une "attribution à l'Etat". L'Exposé des motifs de la loi a bien précisé que le législateur a considéré les titres et coupons prescrits comme des "biens vacants et sans maître, qui doivent revenir à l'Etat par application de la règle générale inscrite dans l'article 539 du Code civil."

Lorsqu'il est établi que par le jeu de la prescription, une Compagnie se trouve définitivement libérée à l'égard des porteurs, les coupons deviennent ~~alors~~ des biens vacants et sans maître situés sur le territoire français en raison du domicile du débiteur et l'Etat peut alors exercer sur ces biens son droit de souveraineté.

Mais si l'application de l'article 111 aux emprunts des Réseaux à l'étranger ne peut être contestée, il ne s'ensuit nullement que le droit de mainmise de l'Etat s'ouvre ; d'office, à l'expiration de la prescription quinquennale ou trentenaire prévue par le Code civil français, selon qu'il s'agit de coupons ou du capital.

Aussi bien, l'Administration de l'Enregistrement elle-même a-t-elle reconnu qu'il fallait, pour les emprunts à l'étranger, apprécier les conditions requises pour la prescription libératoire en se référant à la loi du contrat. C'est ainsi qu'au sujet de coupons d'un emprunt contracté au Canada par la Ville de Paris, la Direction Générale de l'Enregistrement a notifié au Préfet de la Seine une décision en date du 13 avril 1926, ainsi conçue :

" L'article 111, paragraphe 1er, de la loi du
" 25 juin 1920 n'a pas distingué entre les obligations
" négociables en France ou à l'étranger. Il en résulte
" que tout coupon d'une valeur transmissible par les
" ~~maxim~~ modes rapides, couramment appelés voies commer-
" ciales (transfert, tradition, endossement), se
" trouve acquis à l'Etat, dès lors que le porteur fran-
" çais ou étranger n'est plus fondé à en réclamer le
" paiement, étant entendu, d'ailleurs, que la prescrip-
" tion opposable en l'espèce est de celle qui résulte

" de la loi canadienne et qui peut être plus courte
" ou plus longue que la prescription quinquennale de
" l'article 2277 du Code civil."

Pour déterminer si le droit de l'Etat a ou non pris naissance, il faut donc examiner séparément la situation de chaque émission, et rechercher pour chacune d'elles dans la loi étrangère ou les contrats eux-mêmes les règles applicables à la prescription libératoire.

A cet égard, plusieurs situations sont susceptibles de se présenter.

1°- Les conditions d'émission peuvent prévoir, sur les titres ou sur les prospectus, qu'en ce qui concerne les coupons non présentés à l'échéance et les obligations amorties, la prescription sera acquise pour leur paiement au bout d'un certain délai -délai qui pourra être plus court ou plus long que celui prévu par la loi locale.

Si, d'après cette loi, une telle disposition n'est pas contraire à l'ordre public, et peut ainsi recevoir son exécution, le droit de l'Etat français s'ouvrira à l'expiration du délai imparti à la convention.

2°- Si le contrat ne contient pas une clause semblable ou si celle-ci est contraire à l'ordre public local, ce sera la loi du pays d'émission qui déterminera les règles relatives au délai de prescription, à ses effets aux causes de suspension, d'interruption, etc... et qui, par suite, fixera le moment à partir duquel l'Etat pourra se prévaloir de l'article 111;

3°- Le contrat d'émission peut encore prévoir que la Compagnie doit verser en temps utile une provision correspondant au montant total de l'échéance entre les

mains du banquier trustee chargé du service de l'emprunt à l'étranger.

La provision doit alors rester bloquée au profit du créancier jusqu'à la présentation du titre ou du coupon, -la société débitrice étant, par ailleurs, elle-même libérée envers le porteur, qui conserve seulement contre le banquier trustee ~~xxx~~ une action régie par les termes du contrat ou du droit local.

Dans cette hypothèse, ce ne serait donc que si le trustee était tenu de reverser à la société française, en vertu de clauses spéciales, des sommes atteintes par la prescription, qu'un versement devrait être fait au Domaine au titre de l'article 111.

En définitive, au point de vue pratique, il faut évidemment, pour décider en pleine connaissance de cause, examiner la question par cas d'espèce, au besoin avec le concours d'avocats internationaux, en se référant aux prescriptions des diverses lois étrangères applicables et en tenant compte des modalités de chaque émission et des clauses des conventions intervenues avec les créanciers, les banquiers et les trustees.

Telles étaient les conclusions de mon étude de 1935 et celles-ci restent toujours valables.

Mais il y a lieu de tenir compte, en outre, des règles particulières édictées depuis la guerre au sujet des blocages d'avoirs ou des transferts de fonds entre divers pays.

Par ailleurs, en ce qui concerne la législation

applicable à la prescription en Suisse, en Angleterre, en Hollande et aux Etats Unis d'Amérique, il serait nécessaire que je consulte des juristes qualifiés de chacun des pays en cause, étant donné surtout que des lois nouvelles ont pu intervenir, édictant notamment des suspensions de délai; or, dans les circonstances présentes, je ne pourrais obtenir ces renseignements qu'avec un très long retard.

Dans ces conditions, il ne m'est pas possible de vous fournir la documentation d'ensemble que vous désirez, mais, bien entendu, j'examinerai chacun des cas particuliers qui me seront soumis par les Compagnies intéressées en vue de leur donner une solution aussi rapide que possible.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

COMPAGNIE
DES
CHEMINS DE FER
DE L'EST

Reg. Com. Seine N° 56604

COMPTE DE CHEQUES POSTAUX
PARIS 1000 - 02

SERVICE DES TITRES

144, Rue du Faubourg-Saint-Denis
PARIS - 10°

N°

Adresser la réponse, par lettre affran-
chie, au Chef du Service des Titres,
en rappelant le numéro de la lettre à
laquelle on répond.

Paris, le 3 Avril

194 2

Monsieur AURENGE

Chef du Service du Contentieux
de la S.N.C.F.

Par lettre adressée en Janvier dernier aux
diverses Compagnies, l'Administration de l'Enregis-
trement leur a demandé si le montant des coupons
prescrits sur les titres émis à l'étranger avait été
versé régulièrement au Trésor, et, dans la négative,
de vouloir bien indiquer le montant des coupons à
payer, frappés par la prescription de 5 ans.

Cette prétention de l'Administration a été
contestée par plusieurs Compagnies, et nous avons
soumis la question à l'examen des Services Financiers
de la S.N.C.F.

Monsieur BROCHU, dans sa lettre du 9 Mars dernier,
nous prie de vous consulter directement à ce sujet.

Votre Service, en 1935, a examiné si les sommes
prescrites sur les titres étrangers des Compagnies
étaient visées par les dispositions de la loi du
25 Juin 1920, et il a estimé que ces sommes devaient
bien être versées au Trésor. Il y a lieu d'observer
cependant que le délai de versement n'est pas néces-
sairement de 5 années, car il peut résulter de la
législation de chaque pays intéressé. En outre, le
contrat d'emprunt peut avoir prévu le reversement à
une date ultérieure.

Nous vous rappelons, à ce propos, que les emprunts
émis à l'étranger par les Compagnies concernent :
la Suisse, la Hollande, l'Angleterre, les Etats-Unis
d'Amérique.

Nous vous serions très obligés, pour répondre au
désir de Monsieur BROCHU, de nous faire connaître la
législation de ces pays au regard de la prescription
des intérêts.

Au surplus, les Compagnies auront à vous soumettre
quelques cas particuliers :

Devra-t-on, en effet, faire au Trésor français

.....

le reversement des sommes prescrites, même dans le cas où les Compagnies ne les auraient pas encore reçues des Banques étrangères, soit en raison de l'impossibilité où elles se trouvent de recevoir les fonds du fait des circonstances actuelles, soit en raison de l'insolvabilité de leurs mandataires à l'étranger ?

Le Secrétaire Général de la Compagnie,

J. Leducq

QUESTION III

Lettre au Contentieux de la S.N.C.F. à propos de la prescription frappant les coupons des emprunts émis à l'étranger.

Lors de la réunion du 2 février dernier, les Compagnies avaient décidé de saisir la S.N.C.F. de la demande de l'Administration des Domaines à l'effet d'obtenir des Compagnies le versement au Trésor du montant des coupons prescrits sur les titres émis à l'étranger.

En conformité de cette décision, M. LEDOIGT a, le 20 février, adressé la lettre suivante à M. le Directeur des Services Financiers.

"J'ai l'honneur de vous informer que toutes les Compagnies ont reçu dernièrement de l'Administration de l'Enregistrement une lettre par laquelle celle-ci leur demande si elles ont régulièrement versé au Domaine les coupons prescrits sur les titres qu'elles ont émis à l'étranger.

"Dans la négative, l'Administration prie les Compagnies de lui indiquer le montant des coupons impayés qui seraient frappés par la prescription de 5 ans.

"Les sommes restant impayées sont, dans la plupart des cas, inscrites au compte des Compagnies à l'étranger ou en la possession de leurs correspondants.

"Au surplus, la législation étrangère peut, dans certains cas, mettre obstacle aux prétentions de l'Administration française.

"Je vous serai en conséquence très obligé de vouloir bien, après examen de la question, donner aux Compagnies des instructions leur permettant de répondre à la demande de l'Administration de l'Enregistrement.

Le 9 mars, Monsieur le Directeur des Services Financiers a répondu dans les termes ci-après:

"Vous m'avez demandé, par votre lettre ST 11 du 20
"février, de donner aux Compagnies des instructions leur
"permettant de répondre à la demande de l'Administration
"de l'Enregistrement relativement au versement, au Domaine,
"des coupons prescrits sur titres étrangers.

"Cette question avait été évoquée devant la Confé-
"rence des Services Financiers du 2 mai 1935, laquelle
"avait décidé de la soumettre au Contentieux. L'étude de
"M. AURENGE (sa lettre AG 1371 LN du 24 mai 1935 à M. GIRARD,
"Président de la Conférence) aboutissait à la conclusion
"que les sommes prescrites sur titres étrangers étaient
"soumises aux dispositions de la loi du 25 juin 1920 quant
"à l'obligation de versement à l'Etat.

"Toutefois le délai de versement n'est pas uniformé-
"ment, dans ce cas, de 5 ans, car il peut être fonction,
"soit des termes du contrat d'emprunt, soit des dispositions
"de la législation étrangère du pays intéressé.

"En conséquence, je vous serais obligé de vouloir
"bien consulter directement M. AURENGE sur la durée du délai
"de prescription intéressant les emprunts à l'étranger de
"votre Compagnie.

"J'adresse copie de la présente à MM. les Secrétaires
"Généraux des Compagnies du Midi, du Nord, du P.L.M. et du
"P.O.

M. LEDOIGT a préparé un projet de lettre au Conten-
"tieux de la S.N.C.F., projet dont il donne connaissance à
la conférence qui se déclare d'accord sur ses termes.

Il est entendu que M. LEDOIGT enverra une lettre
collective à M. AURENGE, étant observé que chaque Compagnie,
à la suite de cette communication, saisira, s'il y a lieu,
le Contentieux de la S.N.C.F. des cas particuliers la con-
cernant.

Ci-après la teneur de la lettre qui sera envoyée par
M. LEDOIGT à M. AURENGE:

"Par lettres adressées en janvier dernier aux diver-
"ses Compagnies, l'Administration de l'Enregistrement leur
"a demandé si le montant des coupons prescrits sur les ti-
"tres émis à l'étranger avait été versé régulièrement au
"Trésor et, dans la négative, de vouloir bien indiquer le

"montant des coupons à payer, frappés par la prescription
"de 5 ans.

"Cette prétention de l'Administration a été contes-
"tée par plusieurs Compagnies, et nous avons soumis la ques-
"tion à l'examen des Services Financiers de la S.N.C.F.

"Monsieur BROCHU, dans sa lettre du 9 mars courant,
"nous prie de vous consulter directement à ce sujet.

"Votre Service, en 1935, a examiné si les sommes
"prescrites sur les titres étrangers des Compagnies étaient
"visées par les dispositions de la loi du 25 juin 1920, et
"il a estimé que ces sommes devaient bien être versées au
"Trésor. Il y a lieu d'observer cependant que le délai de
"versement n'est pas nécessairement de 5 années, car il peut
"résulter de la législation de chaque pays intéressé. En
"outre, le contrat d'emprunt peut avoir prévu le reversement
"à une date ultérieure.

"Nous vous rappelons, à ce propos, que les emprunts
"émis à l'étranger par les Compagnies concernent: la Suisse,
"la Hollande, l'Angleterre, les Etats-Unis d'Amérique.

"Nous vous serions très obligés, pour répondre au
"désir de Monsieur BROCHU, de nous faire connaître la légis-
"lation de ces pays au regard de la prescription des in-
"térêts.

"Au surplus, les Compagnies auront à vous soumettre
"quelques cas particuliers:

"Devra-t-on, en effet, faire au Trésor français le
"reversement des sommes prescrites, même dans le cas où les
"Compagnies ne les auraient pas encore reçues des Banques
"étrangères, soit en raison de l'impossibilité où elles se
"trouvent de recevoir les fonds du fait des circonstances
"actuelles, soit en raison de l'insolvabilité de leurs man-
"dataires à l'étranger ?

N O T E

m. Lenoir

L'article 111 de la loi du 25 Juin 1920, dont les dispositions sont reproduites sous l'article 171 du Code Fiscal des valeurs mobilières, déclare définitivement acquis à l'Etat (exception faite pour les sociétés d'habitation à bon marché), notamment "le montant des coupons, intérêts ou dividendes, atteints par la prescription quinquennale et afférents à des actions ou obligations négociables émises par toute société commerciale ou civile ou par toute collectivité soit privée, soit publique".

La question de savoir si cette prescription s'applique aux coupons et intérêts des obligations émises à l'étranger et dont les titres ne sont pas négociables en France a été résolue dans le sens de l'affirmative par une décision de la Direction Générale de l'Enregistrement du 13 Avril 1926 rendue au sujet de coupons d'un emprunt contracté au Canada par la Ville de Paris et qui a été notifiée dans les termes suivants à M. le Préfet de la Seine :

" L'article 111 | 1er de la loi du 25 Juin 1920 n'a pas distingué entre les obligations négociables en France ou à l'étranger. Il en résulte que tout coupon d'une valeur transmissible par les modes rapides couramment appelés voies commerciales (transfert, tradition, endossement) se trouve acquis à l'Etat, dès lors que le porteur français ou étranger n'est plus fondé à en réclamer le paiement, étant entendu, d'ailleurs, que la prescription opposable en l'espèce est celle qui résulte de la législation canadienne et qui peut être plus courte ou plus longue que la prescription quinquennale de l'article 2.277 du Code Civil.

" Ces valeurs revenant à l'Etat, en vertu de l'article 111 de la loi du 25 Juin 1920, sont recueillies non à titre d'impôt, mais comme biens vacants et sans maître, par application de l'article 539 du Code Civil.

" Au surplus, le droit de souveraineté, en vertu duquel l'Etat français acquiert les biens de cette catégorie, s'exerce sans restriction dans les limites de ses frontières. Or, lorsqu'il s'agit de valeurs incorporelles dont il est impossible de fixer la situation matérielle, on considère qu'elles suivent la personne du débiteur et qu'elles ont le même domicile que lui; c'est ainsi que les titres émis par une Ville sont regardés comme ayant leur assiette en cette ville ..".

Cette décision n'a, jusqu'à ce jour, soulevé, au sujet du principe de la prescription qu'elle pose en faveur de l'Etat, aucune difficulté sur laquelle l'autorité judiciaire ait été appelée à statuer.

D'après les indications qui nous ont été fournies, elle serait appliquée, notamment, par la Ville de Paris et la Compagnie des Chemins de Fer de l'Etat;

Il en résulte que, pour la durée du délai de prescription, il convient de rechercher le régime applicable dans le pays étranger où l'emprunt a été émis. Si ce délai est de 6 ans, par exemple, ce n'est qu'à l'expiration de la sixième année que s'ouvre le droit pour le Trésor français de réclamer le paiement du coupon prescrit. S'il est de 4 ans, la créance du Domaine français prend naissance lors de cette échéance.

Si le contrat d'émission prévoit que le créancier sera déchu de la faculté de demander le paiement de ses ar-rérages, passé un certain temps inférieur à cinq ans, après lequel ils seront acquis à l'emprunteur, l'Administration soutient que cette clause ne saurait profiter à celui-ci au détriment de l'Etat en faveur duquel s'ouvre plus tôt le droit que lui confère l'article 111 (Réponses écrites au Ministre des Finances aux questions posées les 31 Mars 1924 et 28 Janvier 1925 par MM. Macarez et Couteaux, députés).

Ces décisions ministérielles ont été rendues au sujet de titres émis en France; mais, on n'aperçoit pas de motifs pour en écarter la doctrine au regard des valeurs émises à l'étranger.

° ° °

Si le principe du droit de l'Etat de revendiquer les coupons de titres émis à l'étranger ne semble pas pouvoir être contesté, il n'en est pas de même du délai limite auquel cette créance commence à s'exercer.

La jurisprudence est partagée sur le point de savoir si l'Administration peut se prévaloir d'une prescription plus courte que la prescription indiquée dans l'article 111 et qui a été conventionnellement admise.

La négative a été décidée par un jugement du Tribunal du Rhône du 21 Décembre 1926, tandis que la Cour d'Appel de Lyon (arrêt du 12 Juillet 1928) et le Tribunal du Pas de Calais (Jugement de Boulogne du 8 Janvier 1927) se sont prononcés en sens contraire.

D. H. 1927. 134
RE 8964

Ces décisions ont statué, il est vrai, en matière de valeurs soumises à la prescription trentenaire au profit de l'Etat (art. 111 | 2); mais, les motifs qui les ont inspirées s'appliquent, par identité de situation, aux coupons dont les emprunteurs auraient, conventionnellement, au moment de l'émission, envisagé une prescription inférieure à cinq ans au profit de l'emprunteur.

Quoi qu'il en soit, la Cour de Cassation n'a pas encore tranché définitivement cette question subsidiaire.

° ° °

Dans ces conditions, dans l'état actuel de la doctrine administrative et des tendances de la jurisprudence, nous estimons :

1° - Que l'article 171 du Code Fiscal des Valeurs Mobilières s'applique aux coupons des obligations émises par les réseaux à l'étranger;

2° - Que, pour la durée de la prescription, il y a lieu de se placer sous l'empire de la législation relative à cette matière dans le pays étranger dans lequel l'émission a été effectuée;

3° - Que si, conventionnellement, une durée plus courte que celle établie dans ce dernier territoire a été convenue entre les contractants, la date à laquelle elle expire constitue le point de départ de la créance du Trésor français.

° ° °

Les règles qui précèdent gouvernent également les sommes mises en paiement pour remboursements, rachats, amortissements, atteints par la prescription qui, en ce qui concerne ces opérations, est de 30 ans (Code Fiscal des Valeurs Mobilières, article 171 n° 2), sous réserve, bien entendu, des observations signalées aux alinéas 2 et 3 ci-dessus.

° ° °

Enfin, les dispositions législatives ou réglementaires prises pour l'application de l'article 111 ne sont pas applicables aux arrérages et intérêts des valeurs du Trésor qui sont restées en dehors du texte de la loi du 25 Juin 1920.

Les arrérages de ces valeurs étaient, au surplus, acquis à l'Etat en vertu de la prescription quinquennale de droit commun (C.C. 2.227 et 2.277) de la déchéance quinquennale établie par la loi du 29 Janvier 1931 et de l'article 156 de la loi du 24 Août 1793 instituant une prescription de cinq ans spéciale aux arrérages des rentes françaises.

Quant au capital des rentes françaises, il a été reconnu imprescriptible (avis du Conseil d'Etat des 27 Juin 1834 et 14 Juillet 1838); les autres fonds d'Etat français étaient, par ailleurs, acquis au Trésor, antérieurement à la loi du 25 Juin 1920, à l'expiration des trente années écoulées à partir de l'époque fixée pour le remboursement du titre (C. Civil 2.262).

. . .

L'exposé de ces principes permet de répondre de la manière suivante aux questions posées par la Compagnie du Nord .

I - Pour les obligations émises à l'étranger, le délai de prescription des coupons est celui indiqué dans le contrat d'émission.

Si aucun délai n'a été porté sur ce contrat, il y a lieu de se référer à la législation du pays dans lequel l'émission a eu lieu.

Le droit de l'Etat français ne pourra donc s'ouvrir dans ce dernier cas, qu'à partir de la date à laquelle la Compagnie émettrice pourra être considérée comme valablement et définitivement libérée à l'égard du porteur des coupons. Si, par exemple, la législation du pays étranger ne prévoyait pas de prescription, les coupons n'auraient jamais à être versés à l'Etat puisque la créance à l'égard de la Compagnie ne serait jamais éteinte définitivement. Dans les pays anglo-saxons, il semble que la prescription, en faveur du débiteur qui est de 20 ans n'a pas pour effet d'éteindre le droit du créancier, mais de constituer plutôt une exception de procédure. Après l'expiration du délai de 20 ans, l'action en paiement du créancier n'est plus admise devant les tribunaux.

Il en résulte, pratiquement, que si le débiteur décide de se prévaloir de cette exception, il peut, en fait, se considérer comme libéré à l'égard du créancier, bien qu'en droit, la créance ne soit pas éteinte.

Il semble, dans ces conditions, que la Compagnie débitrice française ne soit pas tenue de déposer au Trésor les coupons échus et non payés depuis plus de 20 ans tant qu'elle n'a pas décidé d'opposer aux créanciers éventuels l'exception de la prescription. Par contre, le droit de l'Etat français s'ouvrirait immédiatement pour les coupons au sujet desquels l'exception de la prescription aurait été décidée.

Dans le cas où les coupons appartiendraient à un incapable à l'encontre duquel la prescription ne peut courir, le délai de 20 ans ne lui serait pas opposable. Si, dans l'ignorance de cette exception, la Compagnie avait déposé les coupons au Trésor, elle pourrait en obtenir le remboursement après qu'elle aurait établi le bien fondé de l'exception qui lui est opposée. De nombreux cas semblables ont donné lieu à des remboursements par le Trésor de titres ou valeurs déposés.

II - Lorsqu'il est établi que par le jeu de la prescription, une Compagnie se trouve définitivement libérée à l'égard des porteurs de coupons, ces coupons doivent être versés à l'Etat français. Ces coupons deviennent alors des biens vacants et sans maîtres situés sur le territoire français (domicile du débiteur) et sur lesquels l'Etat peut exercer son droit de souveraineté.



Les emprunts contractés antérieurement au 1^{er} mars 1942 conserveront définitivement le bénéfice des exemptions ou régimes spéciaux dont ils jouissent actuellement au point de vue des impôts visés au titre III du Code fiscal des valeurs mobilières (art. 7 de l'Arrêté ministériel du 31 janvier 1942 - J.O. 7 février 1942).

TTE DU PALAIS des 2-4-6-13-20 et 23 Décembre 1941.

CODE FISCAL

DES

VALEURS MOBILIERES

mis à jour au 1^{er} Janvier 1942

TITRE PREMIER

IMPOT DU TIMBRE

CHAPITRE PREMIER

Valeurs françaises.

SECTION I

ACTIONS

Article premier. — Chaque titre ou certificat d'action, dans une société, compagnie ou entreprise quelconque, financière, commerciale, industrielle ou civile, que l'action soit d'une somme fixe ou d'une quotité, qu'elle soit libérée ou non libérée, émis à partir du 1^{er} janvier 1851 est assujéti au timbre proportionnel de 2,20 par 100 francs du capital nominal pour les sociétés, compagnies ou entreprises dont la durée n'excède pas 10 ans et de 4,40 par 100 francs pour celles dont la durée dépasse 10 années.

Pour le calcul du droit, il est ajouté au capital nominal le montant de la prime d'émission, s'il en a été ou s'il en est imposé une au souscripteur.

A défaut de capital nominal, le droit se calcule sur le capital réel dont la valeur est déterminée d'après les règles établies par les lois sur l'enregistrement.

L'avance en est faite par la compagnie, quels que soient les statuts.

La perception de ce droit proportionnel suit les sommes et valeurs de 20 fr. en 20 fr. inclusivement et sans fractions.

Art. 2. — Les titres ou certificats d'actions sont tirés d'un registre à souche; le nombre est apposé sur la souche et le talon.

Art. 3. — Le titre ou certificat de l'action, délivré par suite de transfert ou de renouvellement, est timbré à l'extraordinaire ou visé pour timbre gratis, si le titre ou certificat primitif a été timbré.

Art. 4. — Toute société, compagnie ou entreprise qui est convaincue d'avoir émis une action en contravention aux articles 1^{er} et 2 est passible d'une amende de 10 % du montant de cette action.

Art. 5. — L'agent de change ou le courtier qui a concouru à la cession ou au transfert d'un titre ou certificat d'action non timbré est passible d'une amende de 10 % du montant de l'action.

Art. 6. — Les sociétés, compagnies ou entreprises peuvent s'affranchir des obligations imposées par l'article 1^{er} en contractant avec l'Etat un abonnement pour toute la durée de la société.

Le droit est annuel et se calcule sur le capital nominal de chaque action émise ou, à défaut de capital nominal, sur le capital réel dont la valeur est déterminée conformément au troisième paragraphe de l'article 1^{er}.

La prime d'émission n'entre en ligne de compte pour le calcul du droit qu'en ce qui concerne les abonnements contractés depuis le 1^{er} janvier 1925.

En cas de réduction du capital par suite de pertes dûment justifiées, la fraction du capital correspondant à cette réduction quelle que soit sa date est dispensée de la taxe d'abonnement.

Art. 7. — Le tarif du droit établi par l'article 6 est fixé, quelle que soit la date à laquelle l'abonnement a été contracté, à 20 centimes par 100 francs.

Art. 8. — Le droit établi par l'article 6 est liquidé en considérant chaque année comme comportant douze mois de trente jours; il est payé dans les vingt premiers jours de chaque trimestre pour la fraction afférente au trimestre précédent, au bureau de l'enregistrement du lieu où se trouve le siège de la société, de la compagnie ou de l'entreprise.

Les articles 2 et 4 sont applicables même en cas d'abonnement.

Un règlement d'administration publique détermine les formalités à suivre pour l'application du timbre sur les actions.

Tout retard dans le paiement de l'impôt entraîne l'application d'un intérêt moratoire liquidé au taux de 6 % l'an sur les sommes exigibles. Toute fraction de mois sera comptée pour un mois entier.

Toute inexactitude ou omission entraînant un préjudice pour le Trésor donne lieu au paiement d'un droit en sus égal au complément de droit simple avec minimum de 100 fr.

Toute autre contravention, soit aux dispositions du présent article, soit aux dispositions du règlement d'administration publique, est punie d'une amende de 100 fr.

Art. 9. — Sont dispensées du droit les sociétés, compagnies ou entreprises abonnées qui, depuis leur abonnement, se sont mises ou ont été mise en liquidation.

Sont également dispensées du droit, tant qu'il n'y a pas de répartition des produits ou revenus visés par les nos 1 et 3 à 5 de l'article 50 ou d'affectation à une réserve autre que la réserve légale, les sociétés, compagnies ou entreprises abonnées qui, postérieurement à leur abonnement, n'ont dans les deux dernières années, mis en paiement aucun desdits produits ou revenus ou procédé à aucune augmentation des réserves en dehors de la réserve légale.

Toutefois, ne font pas obstacle à l'application de la dispense :

1° Les remboursements forfaitaires de frais et l'attribution de jetons de présence aux administrateurs et aux membres des conseils d'administration ;

2° Les rémunérations attribuées soit au président du conseil d'administration, soit aux administrateurs :

a) A raison de fonctions de direction dans la société ;

b) En tant que membres du comité constitué en vertu du troisième alinéa de l'article 2 de la loi du 16 novembre 1940 ;

c) En contrepartie d'un emploi salarié dans la société.

Art. 10. — Les dispositions des articles précédents ne s'appliquent pas aux actions dont la cession n'est parfaite, à l'égard des tiers, qu'au moyen des conditions déterminées par l'article 1690 du Code civil, ni à celles qui en ont été formellement dispensées par une disposition de loi.

Art. 11. — Dans le cas de renouvellement d'une société ou compagnie constituée pour une durée n'excédant pas dix années les certificats d'actions sont de nouveau soumis à la formalité du timbre, à moins que la société ou compagnie n'ait contracté un abonnement qui, dans ce cas, se trouve prorogé pour la nouvelle durée de la société.

SECTION II

OBLIGATIONS

Art. 12. — Les titres d'obligations souscrits par les départements, communes, établissements publics et compagnies, sous quelque dénomination que ce soit, dont la cession, pour être parfaite à l'égard des tiers, n'est pas soumise aux dispositions de l'article 1690 du Code civil, sont assujettis au timbre proportionnel de 4,40 % du montant du titre.

L'avance en est faite par les départements, communes, établissements publics et compagnies.

La perception du droit suit les sommes et valeurs de 20 fr. en 20 fr. inclusivement et sans fraction.

Art. 13. — Les titres sont tirés d'un registre à souche.

Art. 14. — Toute contravention aux articles 12 et 13 est passible, contre les départements, communes, établissements publics et sociétés, d'une amende de 10 % du montant du titre.

Art. 15. — Les départements, communes, établissements publics et compagnies peuvent s'affranchir des obligations imposées par l'article 12, en contractant avec l'Etat un abonnement pour toute la durée des titres. Le droit est annuel et se calcule sur le montant de chaque titre.

Sont tarifés de 0,20 par 100 francs, quelle que soit la date à laquelle l'abonnement a été contracté. Ce tarif est applicable à compter du 1^{er} juillet 1937.

Art. 16. — Le droit établi par l'article 15 est payé dans les conditions et sous les sanctions prévues à l'article 8 ; les dispositions de l'article 13 lui sont applicables.

Les sociétés, compagnies ou entreprises abonnées, qui ont été déclarées en état de faillite ou mises en liquidation judiciaire sont dispensées du droit, depuis le jour de la déclaration de faillite ou de la mise en liquidation judiciaire jusqu'à la fin des opérations de liquidation.

Art. 17. — Les articles 5 et 10 sont applicables aux titres compris en l'article 12.

SECTION III

DISPOSITIONS COMMUNES

AUX TITRES ÉNUMÉRÉS DANS LES DEUX SECTIONS PRÉCÉDENTES

Art. 18. — Lorsqu'un certificat d'action ou tout autre titre sujet au timbre est mentionné dans un acte public, judiciaire ou extrajudiciaire et ne doit pas être présenté au receveur lors de l'enregistrement de cet acte, l'officier public ou officier ministériel est tenu de déclarer expressément dans l'acte si le titre est revêtu du timbre prescrit et d'enoncer le montant du droit de timbre payé.

En cas d'omission, les notaires, avoués, greffiers, huissiers et autres officiers publics sont passibles d'une amende de 10 fr. par chaque contravention.

Art. 19. — Les sociétés, compagnies, entreprises et les départements, communes et établissements publics qui ont contracté un abonnement pour l'acquittement des droits de timbre exigibles sur les titres d'actions ou d'obligations émis par eux peuvent être dispensés par l'administration de l'enregistrement, par dérogation aux prescriptions des articles 2, 8, 2^e alinéa, et 13, de l'apposition du timbre à l'extraordinaire sur la souche et le talon desdits titres et autorisés à remplacer cette apposition par une mention, imprimée sur ces titres, dont le texte est fixé par un décret.

En cas d'annulation des titres visés au premier paragraphe du présent article dans un acte public, judiciaire ou extrajudiciaire, la déclaration prescrite par l'article qui précède s'applique à la mention imprimée sur le titre.

Art. 20. — Abrogé par la loi du 29 mars 1941.

CHAPITRE II

Valeurs étrangères.

SECTION I

VALEURS ABONNÉES AU TIMBRE

Art. 21. — Les sociétés, compagnies ou entreprises étrangères peuvent soumettre leurs actions et obligations préalablement ou non à leur cotation, négociation, exposition en vente ou émission en France, à des droits équivalents à ceux qui sont établis par le présent titre sur les valeurs françaises.

Un règlement d'administration publique fixe le mode d'établissement et de perception de ces droits dont l'assiette peut reposer sur une quotité déterminée du capital social, ainsi que toutes les mesures nécessaires pour l'exécution du présent article.

SECTION II

VALEURS NON ABONNÉES DU TIMBRE ET FONDS D'ÉTAT

Art. 22. — Sont soumis à un droit de timbre au comptant :
1° Les titres de rentes, emprunts et autres effets publics des gouvernements étrangers ;

2° Les titres d'actions ou d'obligations émis par des sociétés, compagnies ou entreprises étrangères, villes, provinces et cor-

porations étrangères qui n'acquittent pas la taxe d'abonnement prévue par les articles 6 et 15.

Art. 23. — Le droit de timbre au comptant est perçu sur la valeur nominale de chaque titre ou coupure considérés isolément, mais sans minimum.

La valeur des monnaies étrangères en monnaie française est déterminée par la déclaration estimative des parties.

Toutefois, pour les titres dont le cours moyen en bourse ou en banque pendant l'année précédente est tombé au-dessous de la moitié du pair, la perception s'effectue sur la valeur négociable déterminée par le cours moyen. Pour les titres non cotés en bourse ou en banque, la perception s'effectue sur la valeur réelle des titres quand elle est inférieure au quart du pair ; cette valeur est déterminée par une déclaration estimative des parties à laquelle doivent être jointes toutes les justifications nécessaires.

Art. 24. — Le tarif du droit de timbre au comptant est fixé à 4,40 % par 100 fr. ou fraction de 100 fr.

Les titres déjà timbrés au tarif antérieur à la loi du 28 décembre 1895 sont passibles du tarif de 4,40 %, imputation faite de l'impôt déjà payé.

Art. 25. — Les titres des sociétés qui se désabonnent sont exonérés du droit de timbre ou le supportent au taux réduit de moitié selon que l'abonnement remonte ou non à plus de vingt ans. Le bénéfice de la présente disposition est accordé seulement aux titres faisant partie des séries antérieurement abonnées et pour lesquels les sociétés émettrices ne s'étaient pas engagées vis-à-vis des porteurs français à prendre à leur charge les droits et taxes d'enregistrement. Il est, en outre, subordonné à la condition que les titres soient soumis à la formalité dans l'année qui suit le désabonnement.

Art. 25 bis. — Le désabonnement visé à l'article qui précède résulte exclusivement d'une déclaration écrite de la collectivité étrangère, déposée contre récépissé au bureau de l'enregistrement compétent ou adressée par la poste, sous pli recommandé, et indiquant la date, postérieure à la déclaration, à partir de laquelle la collectivité entend faire cesser les effets de l'abonnement en cours.

A défaut de déclaration, la collectivité demeure tenue des taxes de timbre, de transmission et du revenu exigibles au titre de l'abonnement contracté, sans préjudice du droit pour l'administration, de placer les titres sous le régime des valeurs mobilières étrangères non abonnées à compter du jour de la disparition ou de l'épuisement de la garantie légale constituée par la collectivité étrangère pour le paiement des taxes d'abonnement.

Art. 26. — L'émission, la mise en souscription, l'exposition en vente, l'introduction sur le marché, le remboursement ou la conversion des titres de rente, emprunts ou autres effets publics des gouvernements étrangers, ainsi que des titres d'actions ou d'obligations non abonnées des sociétés, compagnies, entreprises, corporations, villes, provinces étrangères et de tout autre établissement public étranger ne peuvent être annoncés, publiés ou effectués en France sans qu'il ait été fait dix jours à l'avance, au bureau de l'enregistrement de la résidence, une déclaration dont la date est mentionnée dans l'avis ou l'annonce.

Les titres ou les certificats provisoires de titres émis, souscrits, exposés en vente ou introduits sur le marché en France, les nouveaux titres délivrés après conversion, ne peuvent être remis aux souscripteurs, preneurs, acheteurs ou possesseurs sans avoir préalablement acquitté les droits de timbre fixés par les articles 22 et 24.

Si les droits ont été payés sur le certificat provisoire, le titre définitif correspondant est timbré sans frais sur la présentation de ce certificat.

Art. 27. — La négociation, l'exposition en vente, l'annulation dans un acte ou écrit, soit public, soit sous seing privé, le remboursement et le transfert des titres désignés dans l'article 22 ci-dessus ne peuvent être effectués en France, lorsque ces titres n'ont pas acquitté le droit de timbre au comptant, sous réserve des dispositions de l'article 30 ci-après.

Art. 28. — Toute contravention aux articles 26 et 27 est punie d'une amende de 5 % de la valeur imposable des titres émis, exposés en vente, mis en souscription, négociés, introduits en France, remboursés, convertis, cotés ou énoncés dans les actes ou dont la feuille de coupons aura été remplacée, sans que cette amende puisse être inférieure à 100 francs.

L'amende est due personnellement et sans recours par ceux qui ont émis, exposé en vente, mis en souscription, négocié, introduit, remboursé, converti, coté ou énoncé dans les actes des titres non timbrés ou qui ont servi d'intermédiaire soit pour ces opérations, soit pour le remplacement de la feuille de coupons. La même amende est exigée de ceux qui ont publié les dites opérations sans déclaration préalable. Le souscripteur ou preneur de titres non timbrés est tenu solidairement de l'amende, sauf son recours contre celui qui a ouvert la souscription, exposé en vente, émis ou introduit les titres. Tous les contrevenants sont solidaires pour le recouvrement des droits et amendes.

Les deux alinéas qui précèdent s'appliquent sous réserve des dispositions des deux premiers alinéas de l'article 29 relatifs à l'annulation dans les actes ou écrits de titres étrangers, sauf application des prescriptions de l'article 30 au cas où cette annulation est faite dans un inventaire.

J.O. du 10 mars 1942, p. 973

LOI n° 349 du 8 mars 1942 tendant à compléter la loi du 28 février 1941 relative à la forme et à la négociation des actions et la loi du 18 juin 1941 relative à la création d'une caisse de dépôts et de virements de titres.

Art. 10. — Le premier alinéa de l'article 29 du code fiscal des valeurs mobilières est complété par la disposition suivante :

"... Pour les titres déposés à la caisse centrale de dépôts et de virements de titres créée en exécution de la loi du 18 juin 1941, ces indications sont remplacées par la déclaration que le titre est déposé à la caisse; cette déclaration est appuyée par une attestation délivrée par l'établissement par l'intermédiaire duquel le dépôt a été effectué et certifiée par la caisse centrale; l'attestation reste annexée à l'acte ou écrit".

Art. 11. — Le quatrième alinéa de l'article 31 du code fiscal des valeurs mobilières est complété comme suit:

".... soit, s'il s'agit de titres déposés à la caisse centrale de dépôts et de virements de titres créée en exécution de la loi du 18 juin 1941, par la production d'une attestation de l'établissement par l'intermédiaire duquel le dépôt a été effectué; cette attestation constate que le titre a été déposé à la caisse centrale; elle est certifiée par ce dernier organisme."

ARRÊTÉ DU 31 JANVIER 1942

fixant les conditions d'application de l'art. 4 de la loi de finances du 28 juin 1941 en ce qui concerne les impôts recouvrés par l'administration de l'enregistrement

(V. Journ. off. du 7 février 1942.)

Vu les Codes de l'enregistrement, du timbre et des valeurs mobilières ;
Vu l'article 4 de la loi du 28 juin 1941 portant fixation du budget de l'exercice 1941 ;
Vu l'article 37 de la loi du 31 décembre 1941 portant fixation du budget de l'exercice 1942,

Article premier. — Cessent d'être soumis au régime des actes administratifs et sont assimilés, au point de vue de la perception des droits d'enregistrement et de timbre, à ceux des entreprises privées les actes passés :

1° Par les établissements publics de l'Etat, des départements et des communes, à l'exception :
Des établissements publics scientifiques, d'enseignement, d'assistance et de bienfaisance ;
Des caisses de crédit municipal ;
2° Par les régies municipales, intercommunales et départementales exploitant des services à caractère industriel ou commercial.

Art. 2. — Ne sont pas applicables aux organismes entrant dans les prévisions de l'article précédent les dispositions d'ordre général ci-après :

1° Article 505 du Code de l'enregistrement ;
2° Articles 5 (alinéa 1er), 55 (§ 1er, n° 10, et § 2, n° 4), 117 (alinéa 2), 121 (alinéa 3) du Code du timbre ;
3° Article 106 (n° 14) du Code fiscal des valeurs mobilières ;
article 131 de ce même Code, en tant qu'il concerne les emprunts contractés par les organismes ou pour leur compte.

Est également supprimée l'exemption d'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers dont bénéficient certains des établissements précités en leur qualité d'établissements publics d'Etat.

Art. 3. — Entrent notamment dans les prévisions de l'article 1er :

La Caisse des dépôts et consignations ;
La Caisse nationale d'assurance en cas de décès ;
La Caisse nationale des retraites pour la vieillesse ;
L'Etablissement national des invalides de la marine ;
La Caisse de retraites des inscrits maritimes ;
La Caisse de retraites des agents du service général ;
La Caisse de prévoyance des marins français ;
La Caisse autonome des retraites des ouvriers mineurs ;
La Caisse générale de garantie des assurances sociales ;
La Caisse nationale de crédit agricole ;
La Caisse de compensation pour la décentralisation de l'industrie aéronautique ;
La Caisse nationale des marchés de l'Etat ;
Les chambres de commerce et ports autonomes ;
Les chambres d'agriculture ;
Les chambres des métiers ;
Les comités centraux de ravitaillement ;
Le comité national interprofessionnel des viandes ;
Les sections de l'office central de répartition des produits industriels ;
L'office national et les offices départementaux des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation ;
L'office national de la navigation ;
L'office national industriel de l'azote ;
La régie autonome des pétroles ;
L'office national interprofessionnel des céréales ;
Les offices publics d'habitations à bon marché ;
Les régies municipales, intercommunales et départementales exploitant des services à caractère industriel ou commercial.

Art. 4. — Sont abrogés les régimes spéciaux ci-après :

1° Les articles 327 (nos 29, 30, 31 et 60), 573 bis, 617 bis, 791 bis du Code de l'enregistrement ;
2° Les articles 102, 103, 315, 317 bis, 377 bis, 377 ter du Code du timbre ;
3° Les articles 106 (n° 2), 122, 123, 127 (n° 1), 129 bis, 135 (nos 1 et 2), 141, 142, 142 bis et 171 (avant-dernier alinéa) du Code fiscal des valeurs mobilières ;
4° Les articles 128 et 138 du Code fiscal des valeurs mobilières.

Pour les établissements visés à ces articles, la quote-part des frais généraux imputable aux revenus des valeurs mobilières, en application de l'article 8 (2°) du Code général des impôts directs, est fixée à 30 p. 100 ;

5° L'article 10 du décret du 24 mars 1848 et les articles 9 de la loi du 4 août 1851 (Code de l'enregistrement, art. 327, n° 44), 11 de la loi du 21 mars 1919 et 5 de la loi du 31 mars 1931, mais en tant seulement que ces dernières dispositions sont susceptibles de s'appliquer dans la métropole ;
6° L'article 14 du décret du 28 février 1852, en tant qu'il assujettit obligatoirement à l'enregistrement les lettres de gages de sociétés de crédit foncier et les soumet à un tarif spécial.

Art. 5. — Sont exonérés de la surtaxe exceptionnelle de 5 p. 100 instituée par l'article 1er de la loi du 29 mars 1941 et, sous réserve des exemptions non abrogées par le présent arrêté, sont assujettis à l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers au taux réduit de 10 p. 100 les dividendes, intérêts, arrérages, produits et revenus visés aux articles 50 et 71 du Code fiscal des valeurs mobilières lorsque leur paiement est à la charge de l'une des collectivités suivantes :

Caisse nationale de crédit agricole ;
Caisses de crédit agricole mutuel et société ou union de sociétés coopératives agricoles visées dans les décrets de codification des 11 février 1939 et 29 avril 1940, sociétés d'intérêt collectif agricole ayant bénéficié d'avances de l'Etat ;
Caisse de crédit maritime mutuel et sociétés coopératives maritimes constituées et fonctionnant conformément à la loi du 4 décembre 1913 ;

Offices publics d'habitations à bon marché et sociétés d'habitations à bon marché et de crédit immobilier régis par la loi du 5 décembre 1922, unions constituées par ces offices et ces sociétés en exécution des articles 5 et 6 de la loi du 13 juillet 1928, sociétés de bains-douches, sociétés et associations de jardins ouvriers constitués conformément à la loi du 31 octobre 1941, sociétés fonctionnant pour l'application de l'article 46 de la loi du 5 décembre 1922, lorsqu'elles justifient de l'observation des prescriptions de cette loi par tous les acquéreurs de jardins et de champs ;
Sociétés de caution mutuelle et banques populaires dont les statuts et le fonctionnement sont conformes aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur ;
Sociétés coopératives et unions de sociétés coopératives d'artisans visées dans la loi du 27 décembre 1923 ;
Sociétés coopératives ouvrières de production et de crédit et banques coopératives ouvrières visées par le titre 2 du livre 3 du Code du travail et de la prévoyance sociale ;
Sociétés de toute nature dites de coopération formées exclusivement entre ouvriers ou artisans.

Art. 6. — L'article 121 du Code des valeurs mobilières est abrogé. Toutefois, l'impôt ne sera exigible qu'au taux de 10 p. 100. Il sera calculé à ce taux en ce qui concerne les caisses d'épargne ordinaires sur le montant des sommes versées à ces organismes par la Caisse des dépôts et consignations pour assurer le service des intérêts et, en ce qui concerne la Caisse nationale d'épargne, sur le montant global des intérêts servis par cette institution à ses déposants.

Les conditions de versement de l'impôt par la Caisse des dépôts et consignations et la Caisse nationale d'épargne seront déterminées par des arrêtés ministériels.

Art. 7. — Les dispositions du présent arrêté entreranno en vigueur le 1er mars 1942, sauf en ce qui concerne :

L'abrogation des articles 102 et 103 du Code du timbre et de l'article 14 du décret du 28 février 1852, qui cesseront d'avoir effet le 1er janvier 1943 ;

Et celle de l'article 10 du décret du 24 mars 1848, lequel demeure en vigueur jusqu'à la nouvelle fixation des modalités de fonctionnement du Sous-Comptoir des entrepreneurs.

Les emprunts contractés antérieurement au 1er mars 1942 conserveront définitivement le bénéfice des exemptions ou régimes spéciaux dont ils jouissent actuellement au point de vue des impôts visés aux titres 1er et III du Code fiscal des valeurs mobilières. Il en sera de même au regard des articles 102 et 103 du Code du timbre des emprunts contractés antérieurement au 1er janvier 1943.

Art. 8. — Le directeur général de l'enregistrement, des domaines et du timbre et le directeur général des contributions directes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Art. 29. — Tout acte ou écrit soit public, soit sous signature privée, qui énonce l'un des titres visés à l'article 22 doit indiquer le lieu, la date et le numéro du visa pour timbre, ainsi que le montant du droit de timbre payé ou, si la formalité a été donnée au moyen du timbre extraordinaire, les mentions contenues dans l'empreinte du timbre apposé.

Toute contravention aux dispositions du présent article est punie d'une amende de 5 % de la valeur nominale des titres qui seront énoncés dans des actes. En aucun cas, l'amende ne peut être inférieure à 100 francs ; toutes les parties sont solidaires pour le recouvrement des droits et amendes. Tout officier public ou ministériel qui a contrevenu aux dispositions qui précèdent demeure responsable des droits de timbre et est, en outre passible personnellement d'une amende de 100 francs.

Les dispositions des deux alinéas qui précèdent ne s'appliquent pas aux énonciations de valeurs mobilières étrangères faites dans l'ordonnance ou le jugement prononçant l'envoi en possession de ces valeurs dans l'ordonnance ou le jugement prononçant l'envoi en possession de ces valeurs dans les conditions prévues par l'article 273 de la codification des lois sur l'enregistrement.

Art. 30. — L'énonciation dans tout inventaire de l'un des titres visés à l'article 22 donne ouverture au droit de timbre de ce titre s'il n'a déjà été perçu.

Ce droit est exigible par le seul fait de ladite énonciation et doit être acquitté, savoir :

Lorsqu'il s'agit d'un inventaire après décès, au moment de la déclaration de succession comprenant le titre et au plus tard dans les six mois du décès ;

Lorsqu'il s'agit d'un inventaire après déclaration de faillite, dans les quarante jours de la clôture de l'inventaire et, au plus tard, dans les six mois à partir de ladite déclaration ;

Lorsqu'il s'agit d'inventaire d'après divorce ou séparation de corps dans le délai accordé par l'article 1463 du Code civil à la femme divorcée ou séparée de corps pour accepter la communauté ou y renoncer ;

Pour tous les autres inventaires, dans le délai de deux mois du jour de la vacation au cours de laquelle l'énonciation a eu lieu.

Art. 31. — Chaque contravention aux dispositions de l'article qui précède est punie d'une amende de 5 % de la valeur nominale des titres pour lesquels le paiement des droits ou compléments de droits exigibles n'aurait pas eu lieu dans les délais ci-dessus fixés.

En aucun cas, l'amende ne peut être inférieure à 100 fr. et tous les ayants droit aux valeurs non timbrées sont solidaires pour le paiement des droits et amendes.

Si l'inventaire est fait au vu du titre lui-même, il indique l'absence de timbre, ou, si le titre est timbré, le lieu, la date, le numéro du visa pour timbre ainsi que le montant du droit de timbre payé, ou encore, au cas où la formalité a été donnée au moyen du timbre extraordinaire, les mentions contenues dans l'empreinte du timbre apposé, le tout à peine de 100 fr. d'amende contre le notaire contrevenant.

Dans tous les cas où l'acquit du droit de timbre ne résulte pas des énonciations de l'inventaire, les ayants droit doivent justifier de cet acquit dans les délais ci-dessus fixés, soit par la représentation du titre ou de la quittance du Trésor constatant l'acquit sur déclaration, soit par la production d'un acte notarié antérieur ou postérieur à l'inventaire et relatant les mentions de timbre indiquées au paragraphe précédent.

Art. 32. — Les contraventions aux dispositions des articles 22 et 27 du présent code peuvent être constatées dans tous les lieux ouverts au public par les agents qui ont qualité pour verbaliser en matière de timbre.

Art. 33. — L'acquittement du droit de timbre établi par le présent chapitre est constaté au moyen du visa pour timbre.

Le visa pour timbre peut être remplacé, sur les titres étrangers de toute nature, par l'application du timbre extraordinaire, à l'atelier général, au moyen d'empreintes dont les types sont déterminés par des règlements d'administration publique.

TITRE II

IMPOT DE TRANSMISSION

CHAPITRE PREMIER

Valeurs françaises.

SECTION I

TITRES SOUMIS A L'IMPOT

Art. 34. — Indépendamment des droits établis par le titre précédent toute cession de titre ou promesse d'actions et d'obligations dans une société, compagnie ou entreprise quelconque, financière, industrielle, commerciale ou civile, quelle que soit la date de sa création, est assujettie à un droit de transmission de 0,65 par 100 fr. de la valeur négociée.

Ce droit, pour les titres au porteur, et pour ceux dont la transmission peut s'opérer sans un transfert sur les registres de la société est converti en une taxe annuelle et obligatoire de 0,50 par 100 fr. du capital desdites actions et obliga-

tions évalué par leur cours moyen pendant l'année précédente et, à défaut de cours dans cette année, conformément aux règles établies par les lois sur l'enregistrement.

En ce qui concerne les mutations à titre onéreux de valeurs désignées au premier alinéa de l'article 37 ci-après, ce droit est perçu sur le prix exprimé ou sur la valeur réelle si elle est supérieure au prix.

Art. 35. — Dans les sociétés, compagnies ou entreprises dont le capital est divisé en actions, mais qui n'ont pas encore créé matériellement leurs titres le droit incorporel de l'actionnaire ou du titulaire de la part de fondateur est immédiatement passible de la taxe annuelle et obligatoire.

Pendant la période qui précède la création matérielle des titres, les transmissions à titre onéreux de ce droit incorporel, sous quelque forme qu'elles soient constatées, sont affranchies de tout autre droit de mutation.

Art. 36. — Abrogé.

Art. 37. — Le droit pour les titres dont la transmission ne peut s'opérer que par un transfert sur les registres de la collectivité émettrice, est perçu au moment du transfert pour le compte du Trésor, par ladite collectivité qui en est constituée débitrice par le fait du transfert et est tenue de le verser au Trésor, aux époques fixées à l'alinéa qui suit sur la production d'un relevé des transferts et des conversions.

La taxe annuelle et obligatoire est avancée par les collectivités sauf leur recours contre les porteurs des titres ou contre les bénéficiaires des droits incorporels ; elle est liquidée en considérant chaque année comme comportant douze mois de trente jours ; elle est payée dans les vingt premiers jours de chaque trimestre, pour la fraction afférente au trimestre précédent, au bureau du siège social sur production d'un état des titres ou droits soumis à ladite taxe.

Tout retard dans le paiement de l'impôt entraîne l'application aux sommes exigibles d'un intérêt moratoire liquidé au taux de 6 % l'an, toute fraction de mois sera comptée pour un mois entier.

Toute inexactitude ou omission entraînant une préjudice pour le Trésor donne lieu au paiement d'un droit en sus égal au complément de droit simple exigible avec minimum de 100 fr.

Toute autre contravention, soit aux dispositions du présent article, soit aux dispositions du règlement d'administration publique prévu par l'article 41 est punie d'une amende de 100 fr.

L'insuffisance de prix ou d'évaluation est sanctionnée conformément aux dispositions de l'article 176 de la codification des lois sur l'enregistrement.

Art. 38. — Dans toutes les sociétés et collectivités qui admettent le titre au porteur, tout propriétaire d'actions, d'obligations et de parts bénéficiaires a la faculté, nonobstant toute convention contraire, de convertir ses titres au porteur en titres nominatifs et réciproquement.

En ce qui concerne les titres émis par l'Etat cette disposition ne s'applique qu'aux titres inscrits au grand livre de la dette publique.

Les titres nominatifs ne peuvent être transmis qu'au moyen d'un transfert sur les registres de la société ou collectivité émettrice conformément aux prescriptions de l'article 36, 2^e alinéa du Code de commerce.

Tout propriétaire de titres au porteur peut également obtenir, sur sa demande, la délivrance de titres mixtes quand cette forme de titres est prévue par les statuts ou collectivités.

La conversion des actions et obligations au porteur en actions et obligations nominatives et la conversion des actions et obligations nominatives en actions et obligations au porteur ne donnent lieu à la perception d'aucun droit.

Art. 39. — Abrogé.

Art. 40. — Les droits établis par les articles 34 à 38 sont applicables à la transmission des obligations des départements, des communes, des établissements publics et de la société du Crédit foncier.

SECTION II

RÈGLES D'ASSIETTE ET DE PERCEPTION

Art. 41. — Un règlement d'administration publique détermine toutes les mesures nécessaires pour l'exécution des articles 34, 35, 37 et 38.

Art. 42. — Les droits prévus aux articles 34 et 35 sont perçus sur la valeur négociée, déduction faite des versements restant à faire sur les titres non entièrement libérés.

Art. 43. — Abrogé.

Art. 44. — Sont dispensées de l'avance et du paiement de la taxe annuelle et obligatoire sur leurs titres d'actions, de parts de fondateur ou parts bénéficiaires, ainsi que sur les droits incorporels visés au premier alinéa de l'article 35 les sociétés, compagnies et entreprises déclarées en état de faillite ou mises en liquidation judiciaire.

Bénéficient de la même dispense, tant qu'il n'y a pas de répartition des produits ou revenus visés par les nos 1 et 3 à 5 de l'article 50 ou d'affectation à une réserve autre que la réserve légale, les sociétés, compagnies ou entreprises qui, postérieurement à l'émission juridique des actions, parts de fondateur ou parts bénéficiaires, n'ont dans les deux der-

nières années, procédé à aucune des répartitions ou augmentations de réserves qui, aux termes de l'article 9, justifient l'exigibilité de la taxe d'abonnement au timbre.

Sont dispensées de l'avance et du paiement de la taxe annuelle et obligatoire sur leurs titres d'obligations les sociétés, compagnies ou entreprises qui, dans les deux dernières années n'ont payé aucun intérêt ou autre produit aux obligataires, ou qui ont été déclarées en état de faillite ou mises en liquidation judiciaire. La dispense cesse, en cas de reprise de paiements d'intérêts ou autres produits à compter du premier jour de la période pour laquelle ces paiements sont servis aux obligataires.

Les collectivités qui bénéficient des dispenses édictées par le présent article restent tenues à la production prévue au deuxième alinéa de l'article 37.

SECTION III

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 45. — Sont interdites et nulles de plein droit toutes clauses, conventions, décisions ou délibérations qui seraient prises, soit lors des émissions, soit à l'occasion des distributions de dividendes, intérêts et tous autres produits des titres au porteur de toute nature, et qui auraient pour objet de supprimer le recours accordé par l'article 37 aux sociétés, compagnies, entreprises, départements, communes et établissements publics français tenus d'avancer la taxe annuelle de transmission instituée par le paragraphe 2 de l'article 34.

Toutefois, les collectivités visées à l'alinéa qui précède ont la faculté de ne pas récupérer sur les titres au porteur, lors de leur conversion au nominatif, le montant de la taxe annuelle de transmission qu'elles ont avancé jusqu'au jour de la conversion, soit depuis le jour de la dernière distribution de dividendes, intérêts et autres produits, soit, à défaut de distribution, depuis le jour de l'émission de ces titres.

Art. 46. — Toute contravention aux dispositions du premier alinéa de l'article 45 est punie d'une amende de 10.000 à 100.000 fr.

Art. 47. — Les dispositions du premier alinéa de l'article 45 ne concernent pas les émissions d'obligations ou bons du Crédit national pour faciliter la réparation des dommages causés par la guerre.

CHAPITRE II

Valeurs étrangères.

Art. 48. — Les sociétés, compagnies ou entreprises étrangères peuvent soumettre leurs actions et obligations, préalablement ou non, à leur cotation, négociation, exposition en vente ou émission en France, à des droits équivalents à ceux qui sont établis par le présent titre, sur les valeurs françaises.

Un règlement d'administration publique fixe le mode d'établissement et la perception de ces droits dont l'assiette peut reposer sur une quotité déterminée du capital social ainsi que toutes les mesures nécessaires pour l'exécution du présent article.

Art. 49. — Sont assimilés aux titres nominatifs français, au point de vue du droit sur les transferts, les titres et certificats d'inscription émis par les sociétés, compagnies et entreprises étrangères soumises au régime de l'abonnement, ainsi que les certificats nominatifs émis en représentation des titres desdites sociétés, compagnies et entreprises et déposés en France dans les caisses de la collectivité émettrice, lorsque le transfert ou la conversion de ces titres, certificats d'inscription et certificats représentatifs ne peut s'opérer que sur un registre tenu en France dans les conditions déterminées par le ministre des Finances.

Ce registre sera tenu soit par le siège français de la société étrangère, si elle en a un, soit par le représentant responsable désigné pour acquitter ces taxes d'abonnement, soit par l'établissement de banque chargé du service financier des titres.

Les collectivités étrangères qui bénéficient de ce régime demeurent soumises à toutes les obligations qui incombent aux sociétés françaises vis-à-vis de l'administration de l'enregistrement.

Les emprunts contractés antérieurement au 1^{er} mars 1942 conserveront définitivement le bénéfice des exemptions ou régimes spéciaux dont ils jouissent actuellement au point de vue des impôts visés au titre III du Code fiscal des valeurs mobilières (art. 7 de l'Arrêté ministériel du 31 janvier 1942 - J.O. 7 février 1942).

Sont exonérés de la surtaxe exceptionnelle de 5 p. 100 instituée par l'art. 1^{er} de la loi du 29 mars 1941 et, sous réserve des exemptions non abrogées par le présent arrêté, sont assujettis à l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers au taux réduit de 10 p. 100 les dividendes, intérêts, arrérages, produits et revenus visés aux art. 50 et 71 du code fiscal des valeurs mobilières lorsque leur paiement est à la charge de l'une des collectivités suivantes :

Caisse nationale de crédit agricole;

Caisses de crédit agricole mutuel et société ou union de sociétés coopératives agricoles visées dans les décrets de codification des 11 février 1939 et 29 avril 1940, sociétés d'intérêt collectif agricole ayant bénéficié d'avances de l'Etat;

Caisse de crédit maritime mutuel et sociétés coopératives maritimes constituées et fonctionnant conformément à la loi du 4 décembre 1913;

Offices publics d'habitations à bon marché et de crédit immobilier régis par la loi du 6 décembre 1922, unions constituées par ces offices et ces sociétés en exécution des art. 5 et 6 de la loi du 13 juillet 1928, sociétés de bains-douches, sociétés et associations de jardins ouvriers constituées conformément à la loi du 31 octobre 1941, sociétés fonctionnant pour l'application de l'art. 46 de la loi du 5 décembre 1922, lorsqu'elles justifient de l'observation des prescriptions de cette loi par tous les acquéreurs de jardins et de champs;

d'administration, les comptes rendus ou tous autres documents analogues :

2° Pour les obligations ou emprunts, par l'intérêt ou le revenu distribué dans l'année ;

3° Pour les parts d'intérêts et commandites, soit par les délibérations des Assemblées générales des associés ou des conseils d'administration, soit, à défaut de délibération, au moyen d'une déclaration à souscrire dans les trois mois de la clôture de l'exercice faisant connaître les bénéfices ou produits effectivement distribués ;

4° Pour les lots, par le montant même du lot en monnaie française ;

5° Pour les primes de remboursement, par la différence entre la somme remboursée et le taux d'émission des emprunts.

Art. 54. — Pour l'application de l'impôt aux produits visés par l'article 50 n° 4, sont assimilés aux membres des conseils d'administration des sociétés du droit français, les membres des conseils de surveillance des sociétés anonymes, constituées dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle sous le régime du Code de commerce allemand et régies par ce code en exécution du premier alinéa de l'article 18 de la loi du 1^{er} juin 1924.

Art. 55. — Les comptes rendus et les extraits des délibérations des conseils d'administration ou des actionnaires sont déposés dans les vingt jours de leur date, au bureau de l'enregistrement du siège social.

Art. 56. — Le montant de la taxe est avancé, sauf leur recours par les sociétés, compagnies, entreprises, villes, départements ou établissements publics.

Art. 57. — Sont déterminés par des règlements d'administration publique, savoir :

1° Les époques de paiement et toutes les autres mesures nécessaires à l'application de la taxe établie sur les produits désignés aux n°s 1, 2 et 6 de l'article 50 ;

2° Le mode d'évaluation du taux d'émission des obligations et emprunts visés au numéro 8 de l'article 50 ainsi que toute autre mesure d'exécution ;

3° Le mode de paiement et toutes autres mesures d'exécution de la taxe applicable aux produits visés par le n° 3 de l'article 50 ;

4° Le mode d'établissement et la perception de la taxe établie sur les produits visés par le n° 4 de l'article 50.

Art. 58. — Tout retard dans le paiement de l'impôt entraîne l'application aux sommes exigibles d'un intérêt moratoire, liquidé au taux de 6 % l'an. Toute fraction de mois sera comptée pour un mois entier.

Toute inexactitude ou omission entraînant un préjudice pour le Trésor donne lieu au paiement d'un droit en sus égal au complément de droit simple exigible sans pouvoir être inférieur à 100 fr.

Toute autre contravention, soit aux dispositions de la présente action, soit aux dispositions des règlements d'administration publique visés par l'article 57 est punie d'une amende de 100 fr.

SECTION III

Valeurs mobilières étrangères abonnées.

Art. 59. — Les sociétés, compagnies, entreprises, corporations, villes, provinces étrangères, ainsi que tout autre établissement public étranger, peuvent soumettre à une taxe équivalente à celle qui est établie par la section II du présent chapitre sur le revenu des valeurs françaises, leurs actions, obligations et titres d'emprunt, quelle que soit leur dénomination, préalablement ou non à leur cotation, négociation, exposition en vente ou émission en France.

Sous réserve des dispositions de l'article 61, la taxe dont l'assiette peut reposer sur une quotité déterminée du capital social est liquidée et perçue sur les bases et dans les conditions fixées ou réglées par les articles 53, 55 et 56 et sous les sanctions établies par l'article 58.

Art. 60. — L'impôt est fixé au tarif prévu par l'article 51.

Art. 61. — L'impôt établi sur les produits visés au n° 4 de l'article 50 n'est perçu que sur la quote-part de ces produits distribués à ceux des bénéficiaires qui sont domiciliés en France ou y résident.

Il est payé dans les conditions fixées par un règlement d'administration publique et sous les sanctions édictées par l'article 58.

Toutefois, à défaut de paiement par les sociétés dans le délai prévu au même règlement, le recouvrement de la taxe peut être poursuivi directement contre chacun des bénéficiaires qui sont domiciliés en France ou y résident.

Art. 62. — Lorsque les dividendes, intérêts, arrérages et tous autres produits des valeurs mobilières étrangères soumises à des droits et taxes équivalents à ceux qui atteignent les valeurs françaises sont stipulés payables soit en francs, soit en monnaies étrangères, au choix des porteurs, soit en or, et qu'ils sont touchés en monnaies étrangères, l'excès de leur valeur en monnaie française au cours du jour du paiement sur leur montant nominal en francs français supporte l'impôt établi par l'article 50 au tarif de 25 % majoré de la surtaxe exceptionnelle de 5 %.

L'acquittement de cette taxe incombe aux personnes visées par les articles 63, 66 et 67.

L'impôt est assis et perçu sur les bases et dans les conditions fixées par les articles 64 à 68.

SECTION IV

Valeurs mobilières étrangères non abonnées et fonds d'Etats étrangers.

Art. 63. — Pour les produits visés à l'article 50 et qui ne sont pas soumis à l'impôt par les sections II et III du présent titre, le tarif de l'impôt est fixé à 36 % (ce taux est à majorer de la surtaxe exceptionnelle de 5 % instituée par la loi du 29 mars 1941).

Il est réduit à 25 % (majoré de la surtaxe de 5 %) pour les titres étrangers non abonnées et les fonds d'Etat étrangers déposés depuis au moins 6 mois contre récépissés nominatifs dans un des établissements de banque agréés par l'administration et qui auront seuls qualité pour recevoir en dépôt des titres étrangers et pour délivrer en contre-partie les récépissés nominatifs.

Il est également réduit à 25 % (majoré de la surtaxe de 5 %) pour les valeurs mobilières étrangères non abonnées et les fonds d'Etat étrangers que les entreprises françaises sont tenues de déposer et de maintenir en dépôt à l'étranger en vertu des lois et règlements locaux.

Art. 64. — Pour les valeurs visées par la présente section, la retenue de l'impôt est opérée par le banquier, changeur ou toute autre personne qui effectue en France le paiement des intérêts, arrérages ou tous autres produits.

Art. 65. — Quiconque fait profession ou commerce de recueillir, encaisser, payer ou acheter des coupons, chèques ou tous autres instruments de crédit, créés pour le paiement des dividendes, intérêts, arrérages ou produits quelconques de titres ou valeurs désignés dans l'article précédent doit en faire la déclaration au bureau de l'enregistrement de sa résidence.

Il est interdit à toutes les personnes que désigne le premier alinéa du présent article de recueillir, encaisser, payer, acheter ou négocier les coupons, chèques ou autres instruments de crédit visés par ledit alinéa, sans opérer immédiatement la retenue de l'impôt ou sans en faire l'avance si, par suite de contrats existants, l'impôt est à la charge de l'émetteur du titre, à moins qu'il ne leur soit justifié que cette retenue ou cette avance a déjà été effectuée par un précédent intermédiaire soumis aux prescriptions du présent article et des articles suivants.

Art. 66. — Toute personne qui demande en France le paiement de ces coupons, chèques ou instruments de crédit doit déposer, en même temps et à l'appui un bordereau daté dont elle peut exiger un récépissé. Ce bordereau ne porte ni le nom, ni la signature, ni l'adresse de celui qui le dépose.

Celui qui effectue le paiement doit inscrire immédiatement sur le bordereau le montant de l'impôt qu'il a retenu ou avancé.

Les personnes désignées dans l'article précédent, qui négocient en France des coupons, chèques ou autres instruments de crédit sur lesquels l'impôt a déjà été retenu, soit par elles-mêmes, soit par un précédent intermédiaire, doivent joindre, à l'appui de chaque transmission, un bordereau daté et signé.

Les mêmes personnes doivent tenir deux registres en papier non timbré, cotés et paraphés, sur lesquels elles inscrivent, jour par jour, sans blanc ni interligne, toute opération de paiement ou de négociation de coupons, chèques ou autres instruments de crédits sujets à la retenue de l'impôt.

Les registres et les bordereaux sont conservés pendant deux ans et représentés à toute réquisition aux agents de l'enregistrement.

Un règlement d'administration publique détermine les époques de versement de l'impôt, les indications que doivent contenir les bordereaux, les récépissés et les registres, le montant des remises, leur mode de paiement, ainsi que toutes les autres mesures nécessaires pour l'exécution des dispositions contenues dans le présent article et dans les articles 64 et 65.

Art. 67. — Le propriétaire ou usufruitier de titres ou valeurs mobilières étrangères, domicilié en France, qui se fera envoyer ou encaissera à l'étranger, soit directement, soit par un intermédiaire quelconque, les dividendes, intérêts, arrérages ou tous autres produits de ces valeurs, devra, dans les trois premiers mois de l'année, souscrire au bureau de l'enregistrement de son domicile la déclaration nominative du montant total de ces dividendes, intérêts, arrérages ou produits encaissés au cours de l'année précédente et acquitter la taxe sur ce total.

En cas d'infraction aux prescriptions contenues dans l'alinéa précédent, le contrevenant est puni d'une amende égale au quintuple des sommes dont le Trésor a été privé pour chacune des années antérieures à celles de la découverte de l'infraction, sans toutefois que le droit de répétition puisse s'étendre à plus de dix années.

Art. 67 bis. — Les personnes ou sociétés domiciliées ou ayant leur siège social en France, qui se feront envoyer de l'étranger ou encaisseront en France ou à l'étranger, soit directement, soit par un intermédiaire quelconque, les produits d'un trust

constitué à l'étranger, devront, quelle que soit la consistance des biens composant ce trust, souscrire, dans les trois premiers mois de l'année, au bureau de l'enregistrement de leur domicile ou de leur siège, une déclaration nominative, avec pièces justificatives à l'appui, du montant total des produits qu'elles auront encaissés au cours de l'année précédente et acquitter la taxe du revenu au taux de 36 % (taux à majorer de la surtaxe exceptionnelle de 5 %) sur ce montant.

Les dispositions des articles 67, alinéa 2, et 70, alinéa 4 sont applicables aux contraventions aux prescriptions du présent article.

Art. 68. — Par dérogation aux dispositions des articles 64 et 67, l'impôt sur le revenu des titres étrangers non abonnés en représentation desquels les établissements de banque ont émis des certificats en France, est avancé par les sociétés ou établissements, sauf leur recours contre les porteurs des certificats, et versé au Trésor, sous les peines édictées par le deuxième alinéa de l'article 70, dans les dix jours qui suivent l'encaissement par lesdits établissements des produits de titres représentés par les certificats. Les porteurs des certificats sont dispensés des obligations prévues par l'article 67.

Les conditions auxquelles devront satisfaire les certificats représentatifs, les documents que les émetteurs devront établir pour permettre le contrôle du paiement de l'impôt sur le revenu, ainsi que toutes les autres mesures nécessaires à l'exécution du présent article, sont déterminées par un décret.

Art. 69. — L'impôt applicable aux produits de collectivités étrangères non abonnées visées par l'article 50, n° 2, 3 et 4, est acquitté dans les trois premiers mois de chaque année, sous peine de l'amende prévue au deuxième alinéa de l'article 67, sur une déclaration souscrite par le bénéficiaire au bureau de l'enregistrement du lieu de son domicile ou de sa résidence et faisant connaître le montant détaillé de ces produits pour l'année précédente.

Art. 70. — Les contraventions aux prescriptions contenues dans l'article 65 et au règlement d'administration publique prévu par le dernier alinéa de l'article 66, ainsi que le défaut de versement du montant de l'impôt retenu ou avancé, conformément aux dispositions dudit article, seront constatées au moyen de procès-verbaux dressés par les agents de l'enregistrement, les officiers de la police judiciaire, les agents de la force publique, ceux des contributions directes, des contributions indirectes et des douanes.

Elles donneront lieu à des poursuites correctionnelles engagées à la requête de l'administration de l'enregistrement et seront punies d'une amende de 1.000 à 10.000 francs, indépendamment d'une amende égale au quintuple des sommes dont le Trésor aura été privé. Les articles 59 et 60 du Code pénal sont applicables.

Les peines prévues à l'alinéa précédent sont applicables à quiconque aura tiré ou tenté de tirer un profit quelconque de la contravention commise.

Les contraventions aux articles 66 et 67 et au règlement d'administration publique prévu par le dernier alinéa de l'article 66 sont constatées et poursuivies comme en matière d'impôts sur les opérations de bourses et punies d'une amende de 100 à 10.000 francs.

Les contraventions aux prescriptions contenues dans le premier paragraphe de l'article 65, si le contrevenant, opérant tant pour son propre compte que pour le compte de tiers, n'a pas d'établissement en France, sont l'objet de poursuites correctionnelles et passibles d'un emprisonnement de six mois à un an et d'une amende de 1.000 à 10.000 francs et, en cas de récidive, d'un emprisonnement d'un à deux ans et d'une amende de 10.000 à 25.000 francs.

Art. 70 bis. — L'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers applicable aux titres funding émis par les Etats étrangers est exigible lors de la première négociation de ces titres et liquidé sur le prix de la négociation.

CHAPITRE II

Créances, Dépôts et Cautionnements.

Art. 71. — L'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers établi par les articles 50 et suivants s'applique aux intérêts, arrérages et tous autres produits :

1° Des créances hypothécaires, privilégiées et chirographaires, à l'exclusion de toute opération commerciale ne présentant pas le caractère juridique d'un prêt ;

2° Des dépôts de sommes d'argent, à vue ou à échéance fixe, quel que soit le dépositaire et quelle que soit l'affectation du dépôt ;

3° Des cautionnements en numéraire ;

4° Des comptes courants.

Art. 72. — Le tarif de l'impôt est de 25 % (indépendamment de la surtaxe de 5 %).

Art. 73. — L'impôt est liquidé sur le montant brut des intérêts, arrérages ou tous autres produits des valeurs désignées à l'article 71.

Il est dû par le seul fait, soit du paiement des intérêts, de quelque manière qu'il soit effectué, soit de leur inscription au débit ou au crédit d'un compte, dès lors que le créancier a son domicile ou sa résidence habituelle en France ou y possède

un étab

créance.

Il est

clause c

cier et l

Art. 73

de vente

est repo

Art. 7

constaté

lors du

par le d

domicile

cile élu

d'un no

du mon

notaire

Toutef

est paya

à une a

effectué

afférents

Art. 7

France,

de l'enr

l'article

déclarati

de l'arti

Art. 70

des 74 e

a) Si l

ou au c

tion de

compte

d'admini

l'acquitté

au crédit

b) Si l

ou au cr

le païem

écrit por

de ces i

l'enregist

suivante.

Art. 77

acte nota

ou que

débiteur

ration au

suivent l

Toutef

est paya

rieure à

être effec

érations p

les deux

intérêts

Si la

autre opé

teur au c

bureau.

mois qui

Art. 78

l'étranger

dans le d

a fait l'

ou de to

nouveau

Art. 79

est procé

comporta

tant ce r

Cette d

judiciaire

par voie

Art. 80.

Les mesu

crits sur

tion et d

un arrêté

quelles l

tions coll

et déterm

Art. 81

ainsi que

d'admini

punies d'

contrever

d'une an

été privé

découver

tition pu

Sont exonérés de la surtaxe exceptionnelle de 5 p. 100 instituée par l'art. 1^{er} de la loi du 29 mars 1941 et, sous réserve des exemptions non abrogées par le présent arrêté, sont assujettis à l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers au taux réduit de 10 p. 100 les dividendes, intérêts, arrérages, produits et revenus visés aux art. 50 et 71 du code fiscal des valeurs mobilières lorsque leur paiement est à la charge de l'une des collectivités suivantes :

Caisse nationale de crédit agricole ;

Caisses de crédit agricole mutuel et société ou union de sociétés coopératives agricoles visées dans les décrets de codification des 11 février 1939 et 29 avril 1940, sociétés d'intérêt collectif agricole ayant bénéficié d'avances de l'Etat ;

Caisse de crédit maritime mutuel et sociétés coopératives maritimes constituées et fonctionnant conformément à la loi du 4 décembre 1913 ;

Offices publics d'habitations à bon marché et de crédit immobilier régis par la loi du 5 décembre 1922, unions constituées par ces offices et ces sociétés en exécution des art. 5 et 6 de la loi du 13 juillet 1928, sociétés de bains-douches, sociétés et associations de jardins ouvriers constitués conformément à la loi du 31 octobre 1941, sociétés fonctionnant pour l'application de l'art. 46 de la loi du 5 décembre 1922, lorsqu'elles justifient de l'observation des prescriptions de cette loi par tous les acquéreurs de jardins et de champs ;

Toute infraction aux dispositions des articles 74, 75, 77, 78 et 79, ainsi qu'à celles de l'arrêté ministériel prévu par l'article 80, est punie d'une amende de 100 francs. Si l'infraction a entraîné le défaut de paiement, dans le délai légal, de tout ou partie de l'impôt exigible, le contrevenant sera, en outre, passible de l'amende proportionnelle prévue par l'alinéa qui précède.

Art. 82. — Le notaire qui reçoit un acte d'obligation est tenu de donner lecture aux parties des dispositions des articles 71, 73 et 81, premier alinéa.

Mention expresse de cette lecture est faite dans l'acte, à peine d'une amende de 100 francs.

Art. 83. — L'inscription de privilège prise pour la garantie du prix de vente d'un fonds de commerce ne peut être radiée que s'il est justifié que l'impôt édicté par l'article 71 a été acquitté sur les intérêts de ce prix.

Cette disposition a un caractère interprétatif en ce qui concerne l'application de cet impôt aux intérêts des prix de vente de fonds de commerce.

Art. 84. — Les inscriptions de tous autres privilèges, hypothèques ou nantissements, prises pour la garantie des créances productives d'intérêts, ne peuvent être radiées que s'il est justifié que le même impôt a été acquitté sur les intérêts.

Un décret détermine la forme et le mode de production des justifications.

Les conservateurs des hypothèques, les receveurs des douanes et les greffiers des tribunaux de commerce qui contrevennent aux dispositions de l'article 83 du présent code et du décret visé à l'alinéa qui précède sont personnellement passibles d'une amende de 1.000 à 5.000 francs.

Art. 85. — En ce qui concerne les intérêts dus en vertu d'actes notariés passés en France, les dispositions des articles 83 et 84 cessent d'être applicables aux intérêts échus postérieurement à la promulgation de la loi du 30 mai 1933.

Art. 85 bis. — Les dispositions du présent chapitre sont applicables aux intérêts des emprunts des sociétés en nom collectif.

(Cet article a un caractère interprétatif.)

CHAPITRE III

Associations dont l'objet n'est pas de distribuer des revenus.

Art. 86. — L'impôt sur le revenu établi par l'article 50 et dont le tarif est déterminé par l'article 51 n° 1 est payé par toutes les congrégations, communautés et associations religieuses, autorisées ou non autorisées et par toutes les sociétés ou associations dont l'objet n'est pas de distribuer leurs produits en tout ou en partie entre leurs membres.

Le revenu est déterminé à raison de 5 % de la valeur brute des biens meubles et immeubles possédés ou occupés par les sociétés à moins qu'un revenu supérieur ne soit constaté, et la taxe est acquittée sur la remise d'une déclaration détaillée, faisant connaître distinctement la consistance et la valeur de ces biens.

Le paiement de la taxe applicable à l'année expirée est fait par la société ou l'association dans les trois premiers mois de l'année suivante sur la remise des extraits des délibérations, comptes rendus ou documents analogues et de la déclaration souscrite conformément à l'article 72 de la codification des lois sur l'enregistrement.

L'inexactitude des déclarations, délibérations, comptes rendus ou documents analogues peut être établie conformément aux articles 168 et suivants et 183 de la codification des lois sur l'enregistrement.

Chaque contravention aux dispositions qui précèdent et à celles du règlement d'administration publique qui sera fait, s'il y a lieu, pour leur exécution, est punie conformément à l'article 58.

Sont observées toutes les dispositions de la section première du présent titre qui n'ont rien de contraire aux présentes dispositions.

CHAPITRE IV

Dispositions spéciales concernant les sociétés civiles.

Art. 87. — Les sociétés civiles de personnes constituées conformément aux articles 1832 et suivants du code civil sont tenues de faire, au bureau de l'enregistrement du lieu où elles ont le siège de leur principal établissement, une déclaration contenant :

1° L'objet, le siège et la durée de la société ;

2° La date de l'acte constitutif et, s'il y a lieu, du ou des actes modificatifs, ainsi que celle de l'enregistrement de chacun de ces actes, dont un exemplaire sur papier non timbré, dûment certifié, est joint à la déclaration ;

3° Les noms, prénoms et domicile de chacun des associés, directeurs ou gérants ;

4° La nature et la valeur des biens mobiliers et immobiliers, constituant les apports ;

5° Les droits attribués aux associés dans le partage des bénéfices et de l'actif social, que ces droits soient ou non constatés par des titres délivrés aux ayants droit.

Cette déclaration doit être faite dans le mois de la constitution définitive desdites sociétés.

En cas de modification dans la constitution de l'actif social, de changement de siège, de remplacement de directeur ou gérant ou d'un ou plusieurs des associés, lesdites sociétés doivent en faire la déclaration dans le délai d'un mois au bureau qui a reçu la déclaration primitive et déposer en même temps un exemplaire de l'acte modificatif.

Art. 88. — Toute contravention aux dispositions qui précèdent est punie d'une amende de 100 à 5.000 francs, sans préjudice d'une pénalité de 10 % du montant des apports mobiliers ou immobiliers omis ou insuffisamment évalués dans la déclaration.

Les omissions sont réprimées dans les délais et suivant les formes prescrites par les lois qui régissent les déclarations de mutation par décès.

Les insuffisances mobilières ou immobilières sont constatées par voie d'expertise à laquelle il est procédé dans les formes indiquées aux articles 170, 171, 173 et 174 de la codification des lois sur l'enregistrement.

A défaut de la déclaration prévue à l'article 87 les actes constitutifs ou modificatifs de sociétés civiles ne sont pas opposables à l'administration pour la perception de tous impôts ou taxes exigibles en vertu des lois en vigueur.

Art. 89. — Les dispositions des articles 87 et 88 sont applicables aux sociétés civiles constituées à l'étranger entre personnes de nationalité française ou comprenant un ou plusieurs associés français. Les déclarations prévues à l'article 87 ci-dessus sont faites au bureau de l'enregistrement du domicile de l'associé ou de l'un quelconque des associés français.

Ces associés demeurent soumis en France à toutes les obligations fiscales qui incombent aux sociétés étrangères en vertu des lois en vigueur, notamment de l'article 3 du décret portant règlement d'administration publique, prévu par l'article 57 n° 1 relatif à l'impôt sur le revenu des biens, meubles et immeubles possédés en France par les sociétés, compagnies et entreprises étrangères.

Art. 89 bis. — Les dispositions de l'article 87 sont applicables aux sociétés à responsabilité limitée constituées conformément à la loi du 7 mars 1925.

Toute contravention aux dispositions du présent article est punie d'une amende de 100 à 5.000 francs. Les sociétés à responsabilité limitée existant au jour de l'entrée en vigueur du décret du 30 octobre 1935 sont tenues de se conformer aux prescriptions ci-dessus dans les trois mois de cette entrée en vigueur, sous les sanctions prévues par l'alinéa qui précède.

CHAPITRE V

Dispositions diverses.

Art. 90 et 90 bis. — Abrogés.

Art. 91. — Le recouvrement de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers établi par le présent titre est assuré, et les instances sont introduites et jugées comme en matière d'enregistrement, sous réserve de la procédure à suivre en ce qui concerne les contraventions visées au premier alinéa de l'article 70.

Art. 92. — Les titulaires des titres nominatifs d'obligations émis par les villes ou départements français, le Crédit Foncier de France et les sociétés ou compagnies concessionnaires de chemin de fer français ou coloniaux ont droit au remboursement de la moitié de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers payés par eux par voie de retenue sur le montant des arrérages ou intérêts de leurs titres par application de l'article 53 n° 2 et de l'article 50 à la condition :

1° Qu'ils justifient avoir eu une résidence habituelle en France au 1^{er} janvier de l'année pendant laquelle ils ont touché lesdits arrérages ou intérêts ;

2° Qu'ils justifient qu'ils n'ont pas été imposables à l'impôt général sur l'ensemble des revenus dont ils ont disposé au cours de cette année.

Ce remboursement ne peut être demandé que pendant l'année qui suit celle de la perception des arrérages ou intérêts.

Toute déclaration inexacte est punie d'une amende égale au quintuple des taxes dont le remboursement a été indûment obtenu, sans que cette amende puisse être inférieure à 500 fr. Un règlement d'administration publique détermine les conditions d'application du présent article.

TITRE IV

DISPOSITIONS COMMUNES AUX TROIS ACTES

CHAPITRE PREMIER

Lieu de paiement des taxes dues par les sociétés françaises.

Art. 93. — Les sommes dues par les sociétés françaises du chef du droit de timbre sur leurs titres ou de la taxe d'abonnement au timbre, de la taxe de transmission, des droits de transfert et de conversion et de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières sont versées au bureau de l'enregistrement

désigné par l'administration et qui peut être soit celui du siège social, soit celui du siège administratif, soit celui du principal établissement.

Art. 93 bis. — L'action du Trésor en recouvrement des taxes établies par les titres 1^{er}, II et III du présent Code est soumise à la prescription de cinq ans, sauf les cas prévus à l'article 67, du premier alinéa de l'article 81 à l'article 93 ter.

Ce délai a pour point de départ la date de l'exigibilité des droits et amendes.

Toutefois, dans les sociétés dont l'existence n'a pas été portée à la connaissance des tiers par les publications légales, ainsi que dans toutes sociétés et établissements non soumis par les lois existantes aux investigations des agents de l'enregistrement, la prescription ne court contre l'administration que du jour où elle a pu constater l'exigibilité de l'impôt au vu d'un acte soumis à l'enregistrement ou au moyen des documents régulièrement déposés au bureau compétent pour la perception de l'impôt.

En outre, dans les sociétés et établissements soumis aux investigations de l'Administration de l'enregistrement, la prescription est suspendue par un procès-verbal dressé pour constater le refus de communication et suivi de poursuites dans le délai d'une année à moins que l'Administration ne succombe définitivement dans cette poursuite exercée en vertu de ce procès-verbal. Elle ne recommence à courir, en pareil cas, que du jour où il est constaté, au moyen d'une mention inscrite par un agent de contrôle sur un des principaux livres de la société ou de l'établissement que l'Administration a repris le libre exercice de son droit de vérification.

L'action des redevables contre le Trésor, en restitution des taxes indûment perçues se prescrit également par cinq ans à compter de la date de l'indue perception.

Art. 93 ter. — Tout acte qui interrompt la prescription des intérêts, dans les conditions prévues par la loi du 16 juillet 1934, relative aux droits des porteurs d'obligations, d'un même emprunt, interrompt également, au profit du Trésor, la prescription des impôts et taxes qui peuvent lui être dus sur les intérêts visés au premier alinéa de l'article 1^{er} de ladite loi.

CHAPITRE II

Publicité des émissions financières.

Art. 94. — L'émission, l'exposition, la mise en vente, l'introduction sur le marché en France, de titres de rente, emprunts et autres effets publics des gouvernements étrangers, d'obligations ou de titres de quelque nature qu'ils soient, de villes, corporations ou sociétés étrangères, ainsi que les opérations de même nature intéressant les certificats visés par l'article 68 sont interdites jusqu'à une date à fixer par décret en conseil des ministres après la cessation des hostilités.

Toutefois, il peut être dérogé à cette disposition par arrêté du ministre des Finances.

Les infractions à la présente disposition sont passibles d'un emprisonnement de six mois à un an et d'une amende de 1.000 à 10.000 francs et en cas de récidive, d'un emprisonnement d'un an à deux ans et d'une amende de 10.000 à 25.000 francs. L'article 463 du code pénal est applicable.

Art. 95. — L'émission, l'exposition, la mise en vente, l'introduction sur le marché, en France, d'actions, d'obligations ou de titres de quelque nature qu'ils soient, de sociétés françaises ou étrangères sont, en ce qui concerne ceux de ces titres offerts au public assujettis aux formalités ci-après :

Préalablement à toute mesure de publicité, les émetteurs exposants, metteurs en vente et introducteurs doivent faire insérer dans un bulletin annexe au *Journal officiel*, dont la forme est déterminée par décret, une notice contenant les énonciations suivantes :

- 1^o La dénomination de la société ou la raison sociale ;
- 2^o L'indication de la législation (française ou étrangère) sous le régime de laquelle fonctionne la société ;
- 3^o Le siège social ;
- 4^o L'objet de l'entreprise ;
- 5^o La durée de la société ;
- 6^o Le montant du capital social, le taux de chaque catégorie d'actions et le capital non libéré ;
- 7^o Le dernier bilan certifié pour copie conforme ou la mention qu'il n'en a pas été dressé encore.

Doivent être également indiqués : le montant des obligations qui auraient été déjà émises par la société avec énumération des garanties qui y sont attachées et, s'il s'agit d'une nouvelle émission d'obligations, le nombre ainsi que la valeur des titres à émettre, l'intérêt à payer pour chacun d'eux, l'époque et les conditions de remboursement et les garanties sur lesquelles repose la nouvelle émission.

Il doit, en outre, être fait mention des avantages stipulés au profit des fondateurs et des administrateurs, du gérant ou de tout autre personne, des apports en nature et de leur mode de rémunération, des modalités de convocation aux assemblées générales et de leur lieu de réunion.

Les émetteurs, exposants, metteurs en vente et introducteurs doivent être domiciliés en France ; ils sont tenus de revêtir la notice ci-dessus de leur signature et de leur adresse.

Les affiches, prospectus et circulaires doivent reproduire les énonciations de la notice et contenir mention de l'insertion de ladite notice au bulletin annexe du *Journal officiel* avec référence au numéro dans lequel elle a été publiée.

Les annonces dans les journaux doivent reproduire les mêmes énonciations ou, tout au moins, un extrait de ces énonciations avec référence à ladite notice et indication du numéro du bulletin annexe du *Journal officiel* dans lequel elle a été publiée.

Toute société étrangère qui procède en France à une émission publique, à une exposition, à une mise en vente ou à une introduction d'actions, d'obligations ou de titres de quelque nature qu'ils soient, est tenue, en outre, de publier intégralement ses statuts en langue française au même bulletin annexe du *Journal officiel* et avant tout placement de titre.

Les infractions aux dispositions édictées ci-dessus sont, constatées par les agents de l'enregistrement ; elles sont punies d'une amende de 10.000 à 20.000 francs.

L'article 463 du code pénal est applicable aux peines prévues par le présent article.

Protection des obligataires.

Art. 95 bis. — Les prescriptions du décret du 30 octobre 1935 relatif à la protection des obligataires, doivent être observées pour l'émission, l'exposition, la mise en vente, l'introduction sur le marché en France, par voie d'offre au public des obligations négociables des sociétés dont le siège est en France, ou à l'étranger et des titres d'emprunts négociables des collectivités publiques étrangères, autres que les Etats souverains ; elles régissent les rapports des obligataires ou porteurs de ces titres d'emprunt avec les sociétés ou les collectivités débitrices.

Toute infraction aux dispositions des articles 2, 3, 4, 5, 6, 8 alinéa 1^{er}, 2 et 4, 9, 15, alinéas 2, 3, et 4, 25 alinéa 3 du décret du 30 octobre 1935 est punie d'une amende de 10.000 à 20.000 francs.

Toute infraction aux dispositions des articles 7, 14, alinéa 1^{er}, 2, 3, 4 et 26, alinéa 3 dudit décret est punie d'une amende de 500 à 3.000 francs. Ces infractions peuvent être constatées par les agents de l'Enregistrement.

Réglementation des bons de caisse.

Art. 95 ter. — Les prescriptions du décret du 25 août 1937 doivent être observées pour l'émission, l'exposition, la mise en vente ou en circulation par voie d'offre au public de bons à ordre ou au porteur comportant engagement par un commerçant de payer à échéance déterminée et délivrés en contre partie d'un prêt.

L'émetteur qui reproduit sur les titres un bilan inexact et faussement certifié sincère, dans le cas prévu par l'article 2, alinéa 2 du décret du 25 août 1937 sera puni des peines prévues par l'article 405 du Code pénal.

Toute infraction aux autres dispositions dudit décret sera punie d'une amende de 100 à 1.000 francs. En cas de récidive dans un délai d'un an, une peine d'emprisonnement d'un mois à deux ans pourra être prononcée.

Les infractions visées aux deux alinéas qui précèdent peuvent être constatées par les agents de l'Enregistrement.

Réglementation du démarchage.

Art. 95 quater. — Tout prospectus distribué ou reproduit, sous quelque forme que ce soit, ayant pour objet de solliciter l'achat ou la souscription de valeurs de sociétés françaises ou étrangères devra mentionner la signature de la personne ou du représentant qualifié de la société dont l'offre émane.

Outre les énonciations prévues à l'article 3 de la loi du 30 janvier 1907, il devra mentionner les noms, prénoms et adresses des administrateurs de la société et indiquer si les valeurs offertes sont cotées ou non et, dans l'affirmative, à quelle bourse.

Sans préjudice s'il y a lieu des amendes fiscales prévues à l'article 3 de la loi du 30 janvier 1907 toute infraction aux dispositions des deux alinéas qui précèdent est punie d'une amende de 1.000 à 10.000 francs. En cas de récidive, l'amende ne peut être inférieure à 3.000 francs.

Dans le cas où le prospectus contiendrait des renseignements faux ou inexacts, les peines applicables seront, en cas de mauvaise foi des personnes ayant fourni ces renseignements, celles de l'article 405 du Code pénal.

Les infractions visées aux deux alinéas qui précèdent peuvent être constatées par les agents de l'Enregistrement.

CHAPITRE III

Droit de communication.

Art. 96. — Les dépositaires des registres de l'état civil, ceux des rôles des contributions et tous autres chargés des archives et dépôts de titres publics, ainsi que les notaires, huissiers, greffiers et secrétaires d'administrations centrales et municipales pour les actes dont ils sont dépositaires, sont tenus de les communiquer, sans déplacement, aux préposés de l'enregistrement,

à toute réquisition, et de leur laisser prendre, sans frais, les renseignements, extraits et copies qui leur sont nécessaires pour les intérêts de la République, à peine de 10 francs d'amende pour refus constaté par procès-verbal du préposé qui se fait accompagner, ainsi qu'il est prescrit par l'article 242 de la codification des lois sur l'enregistrement, chez les détenteurs et dépositaires qui ont fait refus.

Les communications ci-dessus ne peuvent être exigées les jours de repos et les séances dans chaque autre jour ne peuvent durer plus de quatre heures de la part des préposés dans les dépôts où ils font leurs recherches.

Art. 97. — Les receveurs des droits et revenus des communes et de tous autres établissements publics, les dépositaires des registres et minutes d'actes concernant l'administration des biens des hospices, fabriques des églises, chapitres et de tous autres établissements publics sont tenus de communiquer, sans les déplacer, à toute réquisition, aux préposés de l'enregistrement, leurs registres et minutes d'actes à l'effet, par lesdits préposés, de s'assurer de l'exécution des lois sur le timbre et l'enregistrement.

Les caisses des chambres d'agriculture sont soumises au même contrôle que celles des autres établissements publics. Elles peuvent être vérifiées par les inspecteurs des finances.

Art. 98. — Dans tout instance devant les juridictions civiles et criminelles, le ministère public peut donner communication des dossiers aux administrations de l'enregistrement et des contributions directes.

L'autorité judiciaire doit donner connaissance à l'administration des finances de toute indication qu'elle peut recueillir, de nature à faire présumer une fraude commise en matière fiscale, ou une manœuvre quelconque ayant eu pour objet ou ayant eu pour résultat de frauder ou de compromettre un impôt, qu'il s'agisse d'une instance civile ou commerciale ou d'une information criminelle ou correctionnelle même terminée par un non-lieu.

Durant la quinzaine qui suit le prononcé de toute décision rendue par les juridictions civile, administrative, consulaire, prudhomale et militaire, les pièces restent déposées au greffe à la disposition des administrations ci-dessus désignées.

Le délai est réduit à dix jours en matière correctionnelle. Toute sentence arbitrale, soit que les arbitres aient été désignés par justice, soit qu'ils l'aient été par les parties, tout accord survenu en cours d'instance, en cours ou en suite d'expertise ou d'arbitrage doivent faire l'objet d'un procès-verbal, lequel est, dans le délai d'un mois, déposé avec les pièces au greffe du tribunal compétent. Ce procès-verbal est tenu à la disposition de l'administration pendant un délai de quinze jours à partir du dépôt.

Art. 99. — En aucun cas, les administrations de l'Etat, des départements et des communes, ainsi que les entreprises concédées ou contrôlées par l'Etat, les départements et les communes, de même que tous les établissements ou organismes quelconques, soumis au contrôle de l'autorité administrative, ne peuvent opposer le secret professionnel aux agents de l'administration des finances ayant au moins le grade de contrôleur ou d'inspecteur adjoint qui, pour établir les impôts institués par les lois existantes, leur demandent communication des documents de service qu'elles détiennent.

Art. 100. — Les dépositaires des registres d'actions et d'obligations sont tenus de les communiquer aux préposés de l'enregistrement selon le mode prescrit par l'article 222 de la codification des lois sur l'enregistrement et sous les peines y énoncées.

Art. 101. — Les sociétés, compagnies d'assurances, assureurs contre l'incendie ou sur la vie, les congrégations, communautés et associations religieuses et tous autres assujettis aux vérifications de l'administration sont tenus de communiquer aux agents de l'administration de l'enregistrement, tant au siège social que dans les succursales et agences, leurs polices, livres, registres, titres, pièces de recette, de dépense et de comptabilité afin que ces agents s'assurent de l'exécution des lois sur l'enregistrement et le timbre.

Tout refus de communication est constaté par un procès-verbal.

Art. 101 bis. — Toutes les institutions de crédit agricole mutuel placées sous le régime de la loi du 5 août 1920 et susceptibles de bénéficier des exonérations fiscales prévues par cette loi et les lois subséquentes sont soumises au contrôle de l'Etat.

Ces organismes sont tenus, sous les sanctions prévues par l'article 104, de fournir à toute réquisition des agents du Trésor ayant au moins le grade de contrôleur ou de receveur, tous leurs livres de comptabilité et pièces annexes et toutes justifications utiles tendant à prouver qu'ils fonctionnent conformément aux prescriptions de la loi du 5 août 1920.

Art. 102. — Pour permettre le contrôle des déclarations d'impôt et la recherche des omissions ou des fraudes qui auraient pu être commises, dans le délai de la prescription, tout commerçant faisant un chiffre d'affaires supérieur à 50.000 francs est tenu de représenter à toute réquisition des agents du Trésor ayant au moins le grade de contrôleur ou d'inspecteur adjoint, les livres dont la tenue est prescrite par le titre II du Code de commerce ainsi que tous les livres et documents annexes, pièces de recettes et de dépenses.

Non applicable aux établissements publics de l'Etat, des départements et des communes, à l'exception :

des établissements publics scientifiques, d'enseignement, d'assistance et de bienfaisance ;

des caisses de crédit municipal ;

Non applicable aux régies municipales, intercommunales et départementales exploitant des services à caractère industriel ou commercial.

(cf. art. 1^{er} de l'arrêté ministériel du 31 janvier 1942 - J.O. 7 février 1942).

Entrent notamment dans les prévisions de l'art. 1^{er} de l'arrêté ministériel du 31 janvier 1942 :

La caisse des dépôts et consignations ;

La caisse nationale d'assurance en cas de décès ;

La caisse nationale des retraites pour la vieillesse ;

L'établissement national des invalides de la marine ;

La caisse des retraites des inscrits maritimes ;

La caisse de retraites des agents du service général ;

La caisse de prévoyance de des marins français ;

La caisse autonome des retraites des ouvriers mineurs ;

La caisse générale de garantie des assurances sociales ;

La caisse nationale de crédit agricole ;

ant
tâté
are-
à
rd
on
m-
nt
ses
us
à
ré-
à
1^{er}
rer
lai
lic-
le
la
ent
de
ion
de
nies
ica-
ice,
om-
par
écl-
les
ssé
ient
yen
des
limi-
lion
ière
par
tion
oser
oge
eurs
cipa-
elles
du
nari-
abrogé par art. 6
janv. 1942
e les
re à
a loi
tem-
et les
sinis-
i du
a loi
r les
des
i du
onal,
prêts
rticle
émis
com-
1919
'obli-
vri-
obli-
égrea-

8° Pour toute leur durée, les annuités servies par l'Etat aux collectivités bénéficiaires de la loi du 11 juillet 1933, ainsi que les emprunts contractés par lesdites collectivités ;

9° Les emprunts de toute nature exclusivement contractés en vue d'effectuer au compte spécial de compensation le versement des sommes dues par les anciens attributaires des frais supplémentaires pour produits finis à la condition qu'ils aient été réalisés dans le délai de six mois à compter de la promulgation de la loi du 14 avril 1932 ou à la date de la notification de la nouvelle décision définitive ;

10° Les obligations février 1932 émises par le Crédit national pour une quotité égale au montant des prêts visés par l'article 2 de la loi du 14 avril 1932 ;

11° Pour toute leur durée, les titres émis par le Crédit national en vertu de la convention du 12 février 1934, approuvée par la loi du 15 mars 1934 ;

12° Les emprunts contractés par les offices publics, sociétés et fondations d'habitations à bon marché, dans les conditions fixées par l'article 5 de la loi du 27 juillet 1934, ainsi que les annuités servies par l'Etat en exécution dudit article ;

13° Les prêts sur gage consentis aux cultivateurs par les négociants en grains et graines ou produits agricoles dans les conditions fixées par l'article 1er du décret du 30 octobre 1935, tendant à instituer le prêt sur gage ou nantissement entre les grainetiers et récoltants ;

14° Les titres d'obligations non cotées en Bourse que les départements, les communes, syndicats de communes et établissements publics ont émis postérieurement au 1er janvier 1939 ;

15° Pour toute leur durée, les emprunts émis par le Crédit national, en vertu des conventions des 30 août 1937, 10 décembre 1937 et 16 novembre 1938, approuvées respectivement par le décret du 31 août 1937, l'article 64 de la loi du 31 décembre 1937 et l'article 57 de la loi du 31 décembre 1938 ainsi que les annuités destinées à en assurer le service.

Art. 107. — Sont également dispensés de tout impôt à l'exception de la taxe établie sur les lots par l'article 50, numéro 8, les bons dont la création a été autorisée par les lois des 4 avril 1889 et 13 juin 1896.

§ II. — Exemptions concernant le droit de timbre.

Art. 108. — Sont exceptés de la formalité et du droit de timbre les extraits d'inscriptions de rentes sur le Grand Livre, les bons du Trésor, les mandats et les traites du Trésor sur les départements, les traites du caissier central du Trésor sur lui-même pour le service des armées et des colonies et tous autres effets ou valeurs négociables créés et émis directement par le Trésor.

Art. 109. — Les emprunts à contracter par les villes pour faire face aux fonds de l'Etat à titre onéreux ou gratuits sont exonérés de tout droit de timbre mis par la loi à la charge des communes. Cette exemption doit être mentionnée sur les titres à émettre, ainsi que la date de ratification ou des décrets prévus par l'article 4 août 1874.

Art. 110. — Il est fait remise à la Compagnie du canal interocéanique de Panama, à la société de sement des obligations du canal de Panama (1888) et à la société civile pour l'amortissement des lots du canal de Panama, de tous les droits et à échoir sur tous titres d'actions et d'obligations.

Art. 111. — Sont dispensés du droit de timbre les parts non négociables :

1° Des sociétés de caution mutuelle dont les statuts et le fonctionnement sont reconnus conformes aux dispositions de la loi du 13 mars 1917, ainsi que les banques populaires qui remplissent les conditions déterminées par ladite loi ;

2° Des sociétés coopératives et unions de sociétés coopératives d'artisans visées dans la loi du 27 décembre 1923 ;

3° Des sociétés coopératives ouvrières de production et de crédit ainsi que des banques coopératives ouvrières visées par le titre II du livre III du Code du travail et de la prévoyance sociale.

Art. 112. — Sont exonérées du droit de timbre proportionnel pour leurs titres d'actions et d'obligations :

1° Les associations de construction ou de crédit telles qu'elles sont définies dans la loi du 5 décembre 1922 ;

2° Les sociétés de bains-douches et les sociétés de jardins ouvriers, ainsi que les sociétés fonctionnant pour l'application de l'article 46 de la loi précitée, pourvu qu'elles justifient de l'observation des prescriptions de ladite loi par tous les acquéreurs de jardins ou champs.

Art. 113. — Sont exempts du droit de timbre proportionnel les bons dont l'émission a été autorisée par la loi du 17 février 1925.

Art. 114. — En cas d'abonnement contracté conformément aux dispositions de l'article 6, les titres ou certificats d'actions des sociétés de reboisement visées dans l'article 22 de la loi du 31 décembre 1921 sont exonérés de la taxe de timbre tant qu'il n'y a pas de répartition de dividendes.

Art. 115. — En cas d'échange de titres réalisé selon des prévisions de l'article 3 de la loi du 13 novembre 1933, les nouveaux titres seront timbrés à l'extraordinaire ou visés pour timbre gratis si les titres primitifs ont été timbrés et dans la mesure où leur valeur nominale n'excède pas celle des titres primitifs.

§ III. — Exemptions concernant le droit de transmission.

Art. 116. — Sont dispensés du droit de transmission établi par le titre II les bons dont l'émission a été autorisée par la loi du 17 février 1925.

Art. 117. — La remise d'impôt accordée aux sociétés désignées par l'article 110 est applicable à tous droits de transmission échos ou à échoir sur tous titres d'actions et d'obligations de ces sociétés.

Art. 118. — Les opérations nécessitées par l'échange de titres, fait en exécution de la loi du 13 novembre 1933, sont dispensées du droit de transfert prévu par le premier alinéa de l'article 34.

§ IV. — Exemptions concernant l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers. Amortissements de capital.

Art. 119. — La disposition de l'article 50, n° 3, n'est pas applicable aux amortissements qui seraient faits par une réalisation d'actif et au moyen de prélèvements sur les éléments autres que le compte « profits et pertes », les réserves ou provisions diverses des bilans.

De même elle ne s'applique pas :

1° Aux sociétés dont les statuts ont prévu antérieurement à la promulgation de la loi du 13 juillet 1925, l'amortissement obligatoire des actions ;

2° Aux sociétés concessionnaires de l'Etat, des départements, des communes, des colonies et protectorats qui établissent que l'amortissement par remboursement de tout ou partie de leur capital social, parts d'intérêts ou commandites, est justifié par la caducité de tout ou partie de leur actif social, notamment par déperissement progressif ou par obligation de remise en fin de concession à l'autorité concédante. Un règlement d'administration publique fixe les conditions dans lesquelles est constaté, dans chaque cas, que l'opération a bien le caractère d'amortissement et que l'exonération est légitime.

Art. 120. — Lorsque les actions ont été remboursées par un des moyens expressément prévus par l'article qui précède, à la liquidation de la Société, la répartition de l'actif entre les actionnaires d'actions de jouissance et jusqu'à concurrence du pair original est considérée comme un remboursement et n'est pas imposable à l'impôt sur le revenu.

Caisse d'épargne.

Les intérêts des sommes inscrites sur les livrets d'épargne sont affranchis de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers établi par le chapitre II du titre III.

Comptes courants.

Art. 1er. — L'article 1er de la loi du 5 juillet 1930 est complété ainsi. — Les dispositions de l'article 71 n° 4 ne sont pas applicables aux intérêts des comptes courants figurant les provenances de l'exercice d'une profession industrielle ou agricole ou d'une exploitation minière ou condition :

1° Que les contractants aient l'un et l'autre, l'une des qualités d'industriel, de commerçant ou d'exploitant agricole ou minier ;

2° Que les opérations inscrites au compte courant se rattachent exclusivement à l'industrie, au commerce ou à l'exploitation des deux parties.

Crédit au petit commerce et à la petite et moyenne industrie.

Art. 122. — Les sociétés de caution mutuelle dont les statuts et le fonctionnement sont reconnus conformes aux dispositions de la loi du 13 mars 1917, ainsi que les banques populaires qui remplissent les conditions déterminées par ladite loi sont exemptes de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

Au vu des rapports établis par l'inspection générale des finances ou par le service de l'inspection de la chambre syndicale des banques populaires, le ministre des Finances a qualité pour retirer le bénéfice total ou partiel des exonérations accordées aux banques populaires par l'article 111 et le premier alinéa du présent article.

Crédit aux sociétés coopératives d'artisans et aux petits artisans.

Art. 123. — Les sociétés coopératives et unions de sociétés coopératives d'artisans visées dans la loi du 27 décembre 1923 sont exonérées de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

Crédit colonial.

Art. 123 bis. — Les intérêts des prêts consentis par le crédit colonial sont exempts dans la métropole, de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières et des créances.

Crédit à la construction.

Art. 123 ter. — Sont affranchis de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers les intérêts des emprunts et ouvertures de crédit pour lesquels une bonification d'intérêt a été allouée à l'emprunteur en exécution du titre III du décret-loi du 25 août 1937 en vue d'encourager la construction immobilière.

Crédit en vue du développement et de la modernisation de l'outillage industriel et commercial.

Art. 123 quater. — Sont affranchis de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, les intérêts des emprunts et ouvertures de crédit consentis à compter du 1er janvier 1939 et pour lesquels une bonification est allouée à l'emprunteur en exécution du titre II du décret du 25 août 1937, tendant à la modernisation et au développement de l'outillage des entreprises industrielles et commerciales.

Crédit maritime.

Art. 124. — Les intérêts, arrérages et tous autres produits des ouvertures de crédit et des prêts consentis en exécution de la convention approuvée par la loi du 1er août 1928 sont exempts de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers.

Crédit maritime mutuel.

Art. 125. — Les intérêts de tous les prêts consentis par les caisses de crédit maritime mutuel, constituées et fonctionnant conformément à la loi du 4 décembre 1913 sont affranchis de l'impôt établi par le chapitre II du titre III.

Crédit municipal.

Art. 126. — L'impôt établi par le chapitre II du titre III n'est pas applicable aux intérêts des prêts sur gages consentis par les monts de piété ou caisses de crédit municipal.

Crédit mutuel et coopération agricole.

Art. 127. — Les dispositions du titre III relatives à l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers ne s'appliquent :

1° Ni aux parts d'intérêts, emprunts ou obligations des sociétés de crédit mutuel et des sociétés coopératives visées dans la loi du 5 août 1920, ainsi que des sociétés d'intérêt collectif agricole ayant bénéficié d'avances de l'Etat ;

2° Ni aux intérêts des prêts consentis même avant le 1er janvier 1928 par les caisses de crédit agricole constituées et fonctionnant conformément à ladite loi ;

3° Ni aux intérêts, arrérages et tous autres produits des comptes courants, ouverts dans les établissements de crédit aux noms des caisses de crédit mutuel agricole.

L'exonération prévue par le numéro 3 du présent article n'est pas étendue aux intérêts des dépôts effectués par les non-adhérents auxdites caisses.

Crédit national.

Pour les établissements visés par ce texte, la quote-part des frais généraux imputable aux revenus des valeurs mobilières, en application de l'article 8 (2°) du Code général des impôts directs, est fixée à 30 pour 100.

Emprunts des colonies françaises, pays de protectorat et pays sous mandat français.

Art. 130. — Sont affranchis de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers les intérêts, arrérages et tous autres produits des rentes, obligations et autres effets publics émis à partir de l'entrée en vigueur de la loi du 29 décembre 1929 par l'Algérie, les colonies françaises, pays de protectorat et pays sous mandat français.

Emprunts des départements, communes et établissements publics.

Art. 131. — Les intérêts, arrérages et tous autres produits des emprunts contractés, à partir de l'entrée en vigueur de la loi du 29 décembre 1929 par les départements, communes, syndicats de communes et établissements publics auprès de la Caisse

Article 131 (en tant qu'il concerne les emprunts contractés par les organismes ou pour leur compte).

Non applicable aux établissements publics de l'Etat, des départements et des communes, à l'exception :

des établissements publics scientifiques, d'enseignement, d'assistance et de bienfaisance ;

des caisses de crédit municipal ;

Non applicable aux régies municipales, intercommunales et départementales exploitant des services à caractère industriel ou commercial.

(cf. art. 1er de l'arrêté ministériel du 31 janvier 1942 - J.O. 7 février 1942).

Entrent notamment dans les prévisions de l'art. 1er de l'Arrêté ministériel du 31 janvier 1942 :

La caisse des dépôts et consignations ;

La caisse nationale d'assurance en cas de décès ;

La caisse nationale des retraites pour la vieillesse ;

L'établissement national des invalides de la marine ;

La caisse de retraites des inscrits maritimes ;

La caisse de retraites des agents du service général ;

La caisse de prévoyance des marins français ;

La caisse autonome des retraites des ouvriers mineurs ;

La caisse générale de garantie des assurances sociales ;

des dépôts et de revenus de l'Etat. Les intérêts émis à partir de l'entrée en vigueur de la loi du 29 décembre 1929 par l'Algérie, les colonies françaises, pays de protectorat et pays sous mandat français.

Art. 132 et gages de l'article 1er, gage, exé. Art. 133 les intérêts par le Crédit agricole approuvé des dom. 10 mars 1934. Art. 134 tracés en la versement frais sup. qu'ils aient de la pro la notification toute leur

Groupes

Art. 134 valeurs n par les fi pements i lorsque o groupeme que la dis clôture du

La mèn profession créées à l'hypothèse l'année q ter de l'ac compter d est postér

Lorsque les dividen aux entre la mesur cours de nées préc

Art. 134 capitaux i des empr établissem emprunts tions d'es gers ou i français, ment bèn surance-c

des les en 1919 ons. en. en npte laux

le sont s et

tion son

Po visés quote raux des v appli

(2°) d pots 30 %

3° Les l ectivités publiques et tuées et f et par les l'article 3

4° Les i gne en ex

4. art. 2 art. 1 du 31.1.42.

Régime spécial abrogé par art. 6 de la loi du 31.1.42.

Régime spécial abrogé par art. 6 de la loi du 31.1.42.

- id -

Régime spécial abrogé par art. 6 de la loi du 31.1.42.

- id -

Régime spécial abrogé par art. 6 de la loi du 31.1.42.

Lotissements.

Art. 136. — Les prêts consentis par les caisses départementales, en exécution de la loi du 15 mars 1928 facilitant l'aménagement des lotissements défectueux, sont exonérés de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers.

Art. 136 bis. — Le tarif de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers sera réduit de moitié pendant 20 ans à partir de l'émission des obligations, en ce qui concerne les produits des emprunts émis postérieurement à la promulgation du présent décret (Décret du 31 décembre 1938) et avant le 1^{er} août 1939.

Les emprunts émis par les sociétés qui auront postérieurement à la date du présent décret et avant le 1^{er} janvier 1941 remboursés en excédent des amortissements contractuellement obligatoires des emprunts antérieurement émis ne bénéficieront des dispositions qui précèdent que dans la mesure où le capital de l'emprunt nouveau excédera le capital remboursé par anticipation.

Toutefois, cette limitation ne s'applique pas aux émissions destinées à assurer le remboursement anticipé des emprunts visés aux articles 169 et 170 de la présente codification.

Art. 136 ter. — Est également réduit de moitié, pendant vingt ans le tarif de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers applicable aux intérêts des obligations négociables des sociétés pour les emprunts contractés postérieurement à la mise en vigueur du décret du 29 novembre 1939 et avant le 15 avril 1941.

Les emprunts émis par les sociétés qui auront, postérieurement à la date de la promulgation dudit décret, et avant l'expiration de l'année suivant celle de la cessation des hostilités, remboursés en excédent des amortissements contractuellement obligatoires, des emprunts antérieurement émis, ne bénéficieront des dispositions qui précèdent que dans la mesure où le capital de l'emprunt nouveau excédera le capital remboursé par anticipation.

Prêts consentis au moyen de fonds d'emprunts.

Art. 137. — Sont exonérés de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers :

1° Les intérêts, arrérages et autres produits des prêts consentis sous une forme quelconque par les personnes exerçant le commerce de banque ou une profession qui s'y rattache ainsi que par toutes sociétés françaises au moyen des fonds qu'elles se procurent en contractant des emprunts soumis eux-mêmes à l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers ;

2° Les intérêts, arrérages et autres produits des prêts consentis sous une forme quelconque et des dépôts effectués par les associations constituées en vue de mettre à la disposition de leurs membres ou des associations similaires auxquelles elles sont affiliées ou qui leur sont affiliées, les fonds qu'elles se procurent en contractant des emprunts ou en recevant des dépôts.

Pour les établissements visés par ce texte, la quote-part des frais généraux imputables aux revenus des valeurs mobilières, en application de l'art. 8 (2°) du Code général des impôts directs est fixée à 30 %.

à la loi du 7 mars 1939, pour chacun, sont dispensés de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers.

Sociétés ayant pour objet des biens situés en Tunisie.

Art. 139 bis. — Lorsqu'une société, compagnie ou entreprise française a pour objet des biens situés en Tunisie, l'impôt sur le revenu dû de ce chef dans la régence est imputé sur l'impôt exigible en France pour le même exercice, par application du chapitre 1^{er} du titre III.

Sociétés civiles de mines.

Art. 140. — Ne donne pas ouverture à la taxe sur le revenu des valeurs mobilières l'augmentation du capital des sociétés civiles de mines ayant leur exploitation en pays envahi ou dévasté par l'ennemi, qui se transforment en sociétés anonymes dans les conditions prévues par l'article unique de la loi du 25 septembre 1919, pourvu que l'augmentation soit réalisée exclusivement au moyen de valeurs prélevées sur le fonds social existant au moment de la transformation.

Sociétés de coopération.

Art. 141. — L'impôt sur le revenu des valeurs mobilières n'est applicable ni aux parts d'intérêts ou actions ni aux emprunts ou obligations des sociétés de toute nature dites de coopération, formées exclusivement entre ouvriers ou artisans.

Pour les établissements visés par ces trois textes, la quote-part des frais généraux imputables aux revenus des valeurs mobilières, en application de l'article 8 (2°) du Code général des impôts directs est fixée à 30 %.

en vue d'assurer les droits des porteurs français, les actions ou obligations, d'une ou plusieurs sociétés étrangères et qu'elle délivre, en représentation de ces actions ou obligations, des titres spéciaux émis par elle-même comportant l'indication précise des titres que chacun d'eux a pour but de remplacer, ces titres sont exemptés du droit de timbre proportionnel édicté par le titre 1^{er} (art. 1^{er} et 12) et les produits de ces titres seront, pour chaque exercice, exonérés de la taxe sur le revenu dans la mesure où il sera justifié qu'ils correspondent aux dividendes et intérêts distribués par la ou les sociétés étrangères pour le même exercice et que ces revenus ont acquitté l'impôt prévu par les articles 50, 59 et 63.

Sociétés de reboisement.

Art. 144. — Les sociétés de reboisement visées dans l'article 22 de la loi du 31 décembre 1931 sont dispensées, pour leurs titres d'actions, de l'avance de l'impôt sur le revenu afférent au premier exercice social.

Sociétés de secours mutuels.

Art. 145. — Sont affranchis de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers les intérêts, arrérages et tous autres produits des emprunts contractés par les sociétés et unions de sociétés de secours mutuels, ainsi que par les dispensaires publics et privés dans les conditions prévues par les paragraphes 2 de l'article 6 et 1^{er} de l'article 9 de la loi du 15 avril 1916.

La même exemption s'applique aux emprunts contractés par les départements, communes et autres collectivités dans les conditions prévues par l'article 6 de la loi du 7 septembre 1919.

Art. 146. — Sont dispensés de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, les intérêts, arrérages et tous autres produits des prêts consentis par les sociétés ou union de sociétés de secours mutuels libres, approuvées ou reconnues d'utilité publique, aux organisations visées à l'article 202 a de la loi du 1^{er} avril 1898 modifiée qui se proposent de réaliser au bénéfice des adhérents desdites sociétés ou unions les œuvres prévues à l'alinéa f de l'article 8 de ladite loi.

Sociétés en commandite simple.

Art. 147. — Les dispositions de l'article 53 n° 3 ne s'appliquent dans les sociétés en commandite dont le capital n'est pas divisé en actions, qu'au moment de la commandite.

Sociétés en nom collectif.

Art. 148. — Les dispositions de l'article 53 n° 3 ne sont pas applicables aux parts d'intérêts dans les sociétés commerciales en nom collectif, ni aux parts d'intérêt dans les sociétés civiles de personnes assujetties à l'impôt sur les bénéfices des professions non commerciales dont le capital ne comprend que les biens mobiliers nécessaires à l'exercice de la profession des associés.

Art. 149. — Les intérêts des emprunts contractés par les sociétés en nom collectif pures et simples ne sont pas soumis à l'impôt établi sur le revenu des valeurs mobilières.

Société nationale des chemins de fer.

Art. 149 bis. — 1° Sont exonérés de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières les obligations et bons des administrations des chemins de fer de l'Etat et d'Alsace et de Lorraine, des compagnies des chemins de fer du Nord, de l'Est, de Paris à Orléans, de Paris à Lyon et à la Méditerranée et du Midi ainsi que ceux du Syndicat du Chemin de fer de grande ceinture détenus au 31 décembre 1937 par les caisses de retraites, de pensions accidents et de prévoyance visées à l'article 49 de la convention du 31 août 1937 approuvée par un décret du même jour ainsi que, en cas de conversion, les titres des mêmes réseaux délivrés en représentation de ces bons et obligations ;

2° Sont exonérés de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers :

a) Tous les intérêts et produits des actions A de la Société Nationale des Chemins de fer français, pendant la durée de blocage de ces actions prévue à l'article 2 de la convention du 31 août 1937 approuvée par un décret du même jour ;

b) Les sommes versées par la Société Nationale des Chemins de fer français aux Compagnies des Chemins de fer du Nord, de l'Est, de Paris à Orléans, de Paris à Lyon et à la Méditerranée et du Midi en vertu de l'article 5 de la convention du 31 août 1937 approuvée par un décret du même jour.

Sociétés par actions.

Art. 150. — Les dispositions de l'article 50 n° 3 ne sont pas applicables aux remboursements et amortissements effectués sur le montant des actions à droit de vote privilégié pour l'exécution de la loi du 13 novembre 1933.

La remise, en contre-valeur, au détenteur d'une action à vote plural supprimée, d'une action ordinaire d'un nominal plus élevé, est exonérée de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

Art. 151. — La perception de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières dû à la suite des fusions de sociétés par actions ou à responsabilité limitée existant à la date du 1^{er} avril 1939 sur les plus-values résultant de l'attribution gratuite d'actions, de parts bénéficiaires, d'obligations ou de parts sociales est reportée à la date de la dissolution de la société absorbante ou nouvelle, ou à l'époque du remboursement total ou partiel sous quelque forme qu'il soit effectué, des actions, parts bénéficiaires, obligations ou parts sociales attribuées gratuitement.

Le bénéfice de la disposition qui précède est subordonné à la condition que toutes les sociétés nouvelles ou anciennes soient de nationalité française et que l'acte constatant la fusion ou l'absorption définitive soit enregistré avant le 1^{er} janvier 1940.

Pour l'application du présent article sont assimilées :

1° Aux sociétés françaises les sociétés constituées dans les termes des lois françaises et ayant leur siège social dans les colonies et pays de protectorat ;

2° Aux sociétés par actions, les sociétés minières régies par les articles 75 et suivants de la loi locale du 16 décembre 1873 provisoirement maintenue en vigueur dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

Art. 151 bis. — L'impôt sur le revenu des valeurs mobilières dû, à la suite des fusions réalisées à compter du 1^{er} janvier 1941 dans les conditions prévues par l'article 447 du Code de l'Enregistrement sur les plus-values résultant de l'attribution gratuite d'actions, de parts bénéficiaires, d'obligations ou de parts sociales est perçu à un tarif réduit de moitié (l'article 151 bis ancien, édicté par la loi du 31 décembre 1939 accordait les mêmes avantages aux sociétés existant à la date du 1^{er} janvier 1940 dont la fusion était réalisée avant le 1^{er} janvier 1941).

Art. 152. — Les sociétés françaises constituées par actions sont exonérées de l'impôt sur le revenu établi par le chapitre II du titre III, sur les intérêts, arrérages et tous autres produits des créances, dépôts et cautionnements dépendant des succursales et agences de ces sociétés établies hors de France.

Les sociétés visées à l'alinéa qui précède sont dispensées sous les mêmes conditions de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers pour les intérêts, arrérages et tous autres produits des prêts consentis, autrement que par souscription publique et sans délivrance de titres négociables, aux collectivités étrangères désignées par l'article 50 n° 6.

Art. 153. — Lorsqu'une société française par actions ou à responsabilité limitée a reçu en représentation d'apports en nature ou en numéraire par elle faits, soit à une autre société française par actions ou à une société française à responsabilité limitée, soit à une société par actions ou à une société à responsabilité limitée constituée dans les termes de la loi française et ayant son siège dans un pays de protectorat, des actions nominatives ou des parts d'intérêt représentant la moitié au moins du capital social de cette dernière société les dividendes distribués par la première société sont, pour chaque exercice, exonérés de la taxe du revenu des capitaux mobiliers établie par l'article 50 dans la mesure des produits de ces actions ou de ces parts d'intérêt touchés par elle au cours de l'exercice à la condition que ces actions ou parts d'intérêt soient restées inscrites au nom de la société qu'elles représentent toujours la moitié au moins du capital social et que leurs produits aient acquitté l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

En cas de fusion réalisée dans les conditions prévues par l'article 151, le bénéfice des dispositions qui précèdent est transporté de plein droit de la société absorbée à la société absorbante ou nouvelle.

La dispense établie par le premier alinéa du présent article s'applique, sous les conditions fixées par cet alinéa, aux sociétés françaises par actions ou à responsabilité limitée qui ont souscrit à l'émission : a) soit des obligations des grands réseaux français de chemins de fer d'intérêt général ou des chemins de fer de grande ceinture de Paris ou de la Société nationale des chemins de fer français lorsque la souscription est antérieure au 1^{er} décembre 1941 ; b) soit des obligations de la Société nationale des chemins de fer français lorsque ces obligations proviennent de la conversion effective en vertu de la loi du 2 décembre 1941, de titres visés au paragraphe a souscrits eux-mêmes à l'émission (1).

Cette dispense s'applique également lorsqu'une société propriétaire de Kuxes de Gewerkschaften a reçu des actions nou-

(1) Modifications apportées par l'art. 1^{er} de l'arrêté du 6 décembre 1941 (Gaz. Pal. du 11 décembre 1941). — J. off. du 7 décembre 1941.

velles en échange de Kuxes de Gewerkschaften transformées en exécution du 2^e alinéa de l'article 3 de la loi du 9 février 1935 relative à l'introduction de la législation minière française dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

La même dispense s'applique aux sociétés françaises par actions ou à responsabilité limitée exploitant un service public de production, de transport ou de distribution d'électricité qui possèdent pour les avoir souscrits à l'émission ou qui détiennent depuis deux ans au moins à concurrence de 15 % au moins du capital, des actions nominatives ou des parts d'intérêts d'une société française par actions ou à responsabilité limitée exploitant elle-même un service public de production, de transport ou de distribution d'électricité, à condition que ces actions ou parts d'intérêts représentant toujours 15 % au moins du capital social et que leur produit ait acquitté l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

Art. 154. — L'exonération de l'impôt sur le revenu édicté par l'article qui précède est applicable sous les conditions fixées par cet article aux sociétés françaises par actions ou à responsabilité limitée qui ont reçu en représentation d'apports en nature ou en numéraire par elles faits à une société étrangère par actions ou à responsabilité limitée des actions nominatives ou des parts d'intérêts de cette dernière société. Cette exonération est subordonnée à la justification préalable :

1° Que ces titres aient été attribués aux sociétés françaises en représentation d'apports en nature ou en numéraire et soient toujours restés inscrits au nom desdites sociétés ;

2° Que les dividendes et autres produits de ces titres aient acquitté l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

Art. 154 bis. — Les mesures destinées à l'application des articles 153 (1^{er} et 3^e alinéas) et 154 seront fixées par règlement d'administration publique.

Indépendamment des sanctions prévues par la législation en vigueur, les contraventions aux dispositions du règlement d'administration publique seront punies d'une amende fiscale de 1.000 fr.

Art. 155. — Les dispositions de l'article 50 n° 4 ne s'appliquent pas aux produits correspondant à des fonctions de direction et revenant en sus des sommes attribuées aux autres membres du conseil d'administration :

1° Au président du conseil d'administration ;

2° A l'administrateur provisoirement délégué en vertu des alinéas 5 et 6 de l'article 2 de la loi du 16 novembre 1940 pour remplir en totalité ou en partie les fonctions de président du conseil d'administration.

En ce qui concerne les administrateurs ayant exercé une fonction salariée dans la société durant cinq ans au moins avant d'accéder au Conseil d'administration et continuant à occuper dans la société un emploi salarié, les dispositions de l'article 50 n° 4 ne s'appliquent qu'aux produits leur revenant en leur qualité d'administrateurs.

Toute déclaration inexacte donnera ouverture à une amende égale au quintuple de l'impôt éludé.

Warrants.

Art. 156. — L'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers n'est pas applicable aux avances faites aux sociétés au moyen d'endossements de warrants.

La même dispense s'applique aux prêts consentis à des producteurs de vin avec inscription d'engagement de garantie sur récoltes dans les conditions prévues par les articles 1^{er} et 2 du décret du 23 octobre 1935 accordant des facilités nouvelles aux viticulteurs pour le financement de leurs récoltes.

SECTION II

Valeurs étrangères.

Art. 157. — Sont libérés de toute charge fiscale les fonds et placements de la Banque des règlements internationaux provenant des paiements de l'Allemagne.

Art. 158. — Sont exempts des taxes sur les valeurs mobilières les titres émis en représentation de la tranche française, s'élevant à 10.455.000 francs de l'emprunt contracté par la commission européenne du Danube.

Art. 158 bis. — Sont affranchis de toutes taxes sur les valeurs mobilières, les titres émis par les gouvernements étrangers en représentation des dettes commerciales de leurs nationaux.

Art. 159. — Les titres émis sur le marché français en vue de la négociation des annuités allemandes attribuées à la France en exécution des accords du 20 janvier 1930 sont exempts du droit de timbre prévu par l'article 22 et de l'impôt sur le revenu établi par les articles 50 et 63.

Art. 160. — Sont dispensés du droit de timbre prévu par les articles 21 et 22 les titres d'actions et d'obligations des sociétés, compagnies et personnes publiques tunisiennes et marocaines.

Art. 161. — Sont affranchis du droit de transmission prévu par l'article 48 des titres des sociétés, compagnies, entreprises et collectivités publiques tunisiennes.

Art. 162. — Sont exonérés de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers :

1° Les dividendes, intérêts, arrérages et tous autres produits des actions, obligations et emprunts des sociétés, compagnies, entreprises et personnes publiques, tunisiennes, à l'exception de celui qui est à la charge des sociétés, compagnies et entreprises qui ont pour objet des biens situés en France ;

2° Les produits visés au n° 4 de l'article 50 qui sont distribués par les sociétés tunisiennes à leurs administrateurs ou aux membres de leurs conseils d'administration.

Bénéficient de la même dispense les effets publics et obligations qui, à dater de la promulgation de la loi du 22 mars 1928 ont été émis en France par le gouvernement marocain par application des lois des 18 juillet 1920 et 22 mars 1928, autorisant le gouvernement chérifien à contracter des emprunts de 744.140.000 fr. et 819.822.000 fr.

Art. 163. — Sont dispensés de la taxe du revenu établie par les articles 50 et 63 sur le revenu des valeurs étrangères qui ne sont pas soumises au régime de l'abonnement, les dividendes, intérêts, arrérages et tous autres produits des valeurs mobilières étrangères que les sociétés d'assurances et de réassurances françaises sont obligatoirement tenues de déposer et de maintenir en dépôt à l'étranger, en vertu des lois locales, pour constituer des cautionnements, des réserves mathématiques et toutes autres réserves pour sinistres à régler et pour risques en cours, lorsque cette obligation est imposée aux sociétés précitées soit par les lois locales, soit par les clauses de leurs traités de réassurances qui les astreignent à participer dans la mesure des risques pris en réassurance aux dépôts imposés par les lois locales aux sociétés réassurées.

Cette exonération est subordonnée à la justification des dépôts ainsi constitués à l'étranger, elle cesse dès que ces dépôts ne rentrent plus dans les prévisions de l'alinéa qui précède.

La même exonération est applicable aux dividendes, intérêts, arrérages et tous autres produits de valeurs mobilières étrangères n'entrant pas dans les prévisions de l'alinéa premier, lorsque ces valeurs représentent des réserves techniques que les sociétés d'assurances françaises investissent en valeurs libellées en monnaies étrangères, en exécution de l'article 165 du décret du 30 décembre 1938, et dans la mesure où les valeurs correspondent à des réserves techniques obligatoires calculées d'après la législation française sur le contrôle des assurances.

Art. 164. — L'impôt établi par le chapitre II du titre III n'est pas applicable :

1° Aux intérêts des créances hypothécaires gagées sur des immeubles situés en Tunisie ;

2° Aux arrérages des rentes d'enzel gagées sur des immeubles situés en Tunisie.

Lorsque le titulaire d'une créance gagée par des immeubles situés en France à son domicile ou sa résidence habituelle en Tunisie, l'impôt sur le revenu de cette créance est acquitté par le débiteur des intérêts, arrérages ou tous autres produits, sauf son recours contre le créancier, dans les conditions fixées par les articles 74 et 76 et sous les sanctions établies par l'article 81.

CHAPITRE V

Règles spéciales aux collectivités étrangères.

Art. 165. — Des insertions au Journal officiel font connaître la liste des valeurs étrangères pour lesquelles un représentant responsable des droits de timbre, de transmission et de l'impôt sur le revenu a été agréé.

Un règlement d'administration publique détermine les mesures d'application du présent article ainsi que les conditions dans lesquelles la réalisation d'un cautionnement peut être substituée à la désignation d'un représentant responsable.

Art. 166. — Les sociétés, compagnies et entreprises étrangères visées par l'article 59 et le règlement d'administration publique prévu pour l'exécution de cet article, sont tenues, préalablement à leur établissement en France, de déposer au bureau de l'enregistrement dans le ressort duquel se manifeste pour la première fois leur existence, un exemplaire certifié de leur acte d'association sous peine d'une amende de 100 à 5.000 fr.

Art. 167. — Les bénéfices réalisés par les entreprises de navigation maritime établies à l'étranger et provenant de l'exploitation de navires étrangers sont exempts d'impôts à condition que le pays dont les navires battent le pavillon accorde une exemption équivalente aux entreprises françaises de navigation.

Les modalités de cette exemption et les impôts compris dans l'exonération seront fixés pour chaque pays, par un accord diplomatique. Ils feront l'objet d'un décret contresigné par le ministre des Finances et soumis dans le délai de trois mois à la ratification législative.

Les bénéfices réalisés dans les pays ayant consenti l'exonération réciproque prévue à l'alinéa précédent par les entreprises de navigation maritime qui ont leur siège en France seront compris dans les bases de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux dû par ces entreprises.

Art. 168. — Tant que les conventions approuvées par les deux lois du 13 juillet 1933 seront en vigueur, lorsque le créancier a son domicile ou sa résidence en Italie ou en Belgique, l'impôt édicté par le chapitre II du titre III est avancé par le débiteur des intérêts, arrérages et tous autres produits, sauf son recours contre le créancier ; l'impôt est acquitté dans les conditions fixées par les articles 74 et 76 et sous les sanctions établies par l'article 81.

CHAPITRE VI

Emission par les Sociétés françaises d'obligations à l'étranger. Régime spécial.

Art. 169. — Les séries spéciales d'obligations émises à l'étranger par les compagnies de chemins de fer français d'intérêt général et l'administration des chemins de fer de l'Etat sont soumises au régime fiscal applicable aux titres émis par les sociétés étrangères qui n'acquittent pas par abonnement les taxes de timbre, de transmission et sur le revenu.

Les justifications à fournir à l'administration de l'enregistrement par les compagnies émettrices et les conditions de chaque émission partielle sont réglées par arrêtés pris par les ministres des Finances et des Travaux publics.

Art. 170. — Les séries spéciales d'obligations émises à l'étranger par les sociétés, compagnies ou entreprises françaises, depuis le 11 novembre 1918 jusqu'au 31 décembre 1932 et du 1er mars 1933 au 31 décembre 1940 et sur autorisation du ministre des Finances, sont soumises pour toute leur durée, au régime fiscal applicable aux titres émis par les sociétés étrangères qui n'acquittent pas par abonnement les taxes de timbre et de transmission et la taxe sur le revenu.

Les conditions d'application de cette mesure sont réglées par décret.

TITRE V

SOMMES ET VALEURS ATTEINTES PAR LA PRESCRIPTION ATTRIBUTION A L'ETAT

Art. 171. — Sont définitivement acquis à l'Etat, exception faite pour les sociétés d'habitation à bon marché :

1° Le montant des coupons, intérêts ou dividendes atteints par la prescription quinquennale ou conventionnelle et afférents à des actions, parts de fondateur ou obligations négociables, émises par toute société commerciale ou civile ou par toute collectivité soit privée, soit publique ;

2° Les actions, parts de fondateur, obligations et autres valeurs mobilières des mêmes collectivités, lorsqu'elles sont atteintes par la prescription trentenaire ou conventionnelle ;

3° Les dépôts des sommes d'argent et, d'une manière générale, tous avoirs en espèces dans les banques, les établissements de crédit et tous autres établissements qui reçoivent des fonds en dépôt ou en compte courant, lorsque ces dépôts ou avoirs n'ont fait l'objet de la part des ayants droit d'aucune opération ou réclamation depuis trente années ;

4° Les dépôts de titres et, d'une manière générale, tous avoirs

Pour les établissements visés par ce texte, la quote-part des frais généraux imputables aux revenus des valeurs mobilières, en application de l'article 8 (2°) du Code général des impôts directs est fixée à 30 %.

banques, établissements ou collectivités visés à l'article qui précède ou dans leurs agences ou succursales, de tous registres, délibérations et documents quelconques pouvant servir au contrôle des sommes ou titres à remettre à l'Etat.

Un règlement d'administration publique détermine les conditions d'application des dispositions ci-dessus.

Toute contravention aux dispositions de l'article 171 et du présent article ou du règlement d'administration publique prévu au paragraphe précédent est punie d'une amende de 100 à 5.000 francs augmentée, le cas échéant, d'une somme égale au montant des coupons, intérêts, dividendes, dépôts ou avoirs ou à la valeur nominale des titres pour le versement ou la remise desquels une omission, une dissimulation ou une fraude quelconque a été commise au préjudice de l'Etat par la société, la collectivité ou l'établissement intéressé.

TITRE VI

IMPOT SUR LES OPERATIONS DE BOURSE DE VALEURS

Art. 173. — Toute opération de bourse ayant pour objet l'achat ou la vente, au comptant ou à terme, de valeurs de

toute nature donnera lieu à la rédaction d'un bordereau soumis à un droit de timbre dont la quotité est fixée à 1,10 par 1.000 fr. ou fraction de 1.000 fr. du montant de l'opération calculé d'après le taux de la négociation.

Sur les opérations de report le droit est de 55 centimes par 1.000 fr. ou fraction de 1.000 fr.

En ce qui concerne les opérations relatives aux rentes sur l'Etat français, ce droit est fixé à 0,0135 par 1.000 fr. pour les opérations au comptant ou à terme et à 0,00675 par 1.000 fr. pour les opérations de report. Toute fraction de centime dans la liquidation du droit donne lieu à la perception du centime entier au profit du Trésor. Pour les achats d'actions, de parts de fondateur ou parts bénéficiaires ou de toutes autres valeurs à revenu variable ainsi que pour les achats de droits de souscription, la quotité du droit fixée à 1,10 par 1.000 fr. ou fraction de 1.000 fr. par l'art. 173 du Code fiscal des valeurs mobilières est portée à 5 fr. par 1.000 fr. ou fraction de 1.000 fr. à compter du 8 décembre 1941 (1).

Art. 174. — Les bordereaux, rédigés conformément à l'article qui précède pour constater les opérations de bourse, doivent faire ressortir distinctement le montant de l'impôt payé au Trésor et le montant des courtages ou commissions revenant au rédacteur du bordereau.

Art. 175. — Quiconque fait commerce habituel de recueillir des offres et des demandes de valeurs de bourse doit, à toute réquisition des agents de l'enregistrement, s'il s'agit de valeurs admises à la cote officielle, représenter des bordereaux d'agent de change ou faire connaître les numéros et les dates des bordereaux ainsi que les noms des agents de change de qui ils émanent et, s'il s'agit de valeurs non admises à la cote officielle, acquitter personnellement le montant des droits.

Art. 176. — Les personnes désignées à l'article qui précède sont tenues de faire une déclaration préalable à l'administration de l'enregistrement.

Les mêmes personnes doivent tenir un répertoire visé et paraphé par le président ou par l'un des juges du tribunal de commerce et sur lequel elles inscriront chaque opération jour par jour sans blanc ni interligne et par ordre de numéros.

Ce répertoire est communiqué à toute réquisition aux agents de l'administration, sous les peines portées dans l'article 104.

En outre, lorsqu'un procès-verbal de contravention a été dressé ou lorsque le répertoire de l'un des assujettis ne mentionne pas la contrepartie d'une opération constatée sur le répertoire de l'autre, l'administration a le droit de se faire représenter, sous les mêmes peines, les écritures des deux assujettis à la condition de limiter l'examen à une période de deux jours au plus.

Art. 177. — La perception des droits s'effectue au vu d'extraits du répertoire déposés périodiquement au bureau désigné par l'administration. Ces extraits ne mentionnent, indépendamment du numéro du répertoire, que la date et le montant des opérations.

Si l'une des deux parties concourant à l'opération est seule assujettie à la déclaration prévue par l'article 176, le total des droits applicables à l'opération sera payé par elle, sauf son recours contre l'autre partie.

Art. 178. — Toute inexactitude ou omission, soit au répertoire prévu dans l'article 176, soit à l'extrait prévu par l'article 177, est punie d'une amende de 5 % des valeurs sur lesquelles a porté l'inexactitude ou l'omission sans que cette amende puisse être inférieure à 3.000 fr.

Toute autre infraction, tant aux dispositions des articles du présent titre qu'à celles du règlement d'administration publique prévu par l'article 180 est punie d'une amende de 100 fr. à 5.000 fr.

Les contraventions peuvent être constatées par tous agents ayant qualité pour verbaliser en matière de timbre.

Art. 179. — L'action de l'administration pour le recouvrement des droits et amendes est prescrite par un délai de trois ans.

Art. 180. — Un règlement d'administration publique détermine les mesures d'exécution des dispositions des articles 176 et 177.

Art. 181. — Il n'est apporté par les articles précédents du présent titre aucune dérogation aux dispositions de l'article 76 du Code du commerce.

TITRE VII

FRAUDES FISCALES. — SANCTIONS

Art. 182. — Quiconque s'est frauduleusement soustrait ou a tenté de se soustraire frauduleusement au paiement total ou partiel des impôts établis par les lois au profit du Trésor public est puni d'une amende de 1.000 fr. au moins et de 5.000 fr. au plus, sans préjudice des droits du Trésor.

En cas de récidive dans un délai de 5 ans, il est puni, en outre, d'un emprisonnement d'un an au moins et de 5 ans au plus et peut être privé en tout ou partie, pendant 5 ans au moins et 10 ans au plus, des droits civiques énumérés par l'article 42 du Code pénal.

(1) Modifications apportées par l'article 1er de l'arrêté du 6 décembre 1941 (V. Gaz. Pal. du 11 décembre 1941 et Journ. off. du 7 décembre 1941).

Le tribunal peut, de plus, ordonner que le jugement soit publié intégralement ou par extraits dans les journaux qu'il aura désignés et qu'il soit affiché dans les lieux indiqués par lui, le tout aux frais du condamné, sans toutefois que les frais de la publication et de l'affichage puissent dépasser 5.000 fr.

Les dispositions des six derniers alinéas de l'article 7 de la loi du 1er août 1905 sur la répression des fraudes dans les ventes de marchandises et de la falsification des denrées alimentaires et des produits agricoles sont applicables.

L'article 463 du Code pénal peut être appliqué.

Les poursuites sont engagées sur la plainte de l'Administration de l'Enregistrement en ce qui concerne les impôts relevant de sa compétence et portées devant le Tribunal correctionnel dans le ressort duquel l'impôt aurait dû être acquitté.

Art. 183. — S'il est établi que le contribuable a agi dans le but de se soustraire frauduleusement au paiement total ou partiel des impôts, soit qu'il ait volontairement omis de faire sa déclaration dans les délais prescrits concernant l'impôt échuelaire sur le revenu des capitaux mobiliers, soit qu'il ait volontairement dissimulé une part des sommes sujettes à l'impôt, il est passible, indépendamment des sanctions fiscales établies par les lois en vigueur, d'une amende de 1.000 fr. à 5.000 fr. à la condition, en cas de dissimulation, que l'insuffisance atteigne au moins 10 %.

Le tribunal peut, dans tous les cas, ordonner que le jugement sera publié intégralement ou par extraits dans les journaux qu'il aura désignés et qu'il sera affiché dans les lieux indiqués par lui, le tout aux frais du condamné sans toutefois que les frais de la publication et de l'affichage puissent dépasser 5.000 fr. Les dispositions des six derniers alinéas de l'article 7 de la loi du 1er août 1905 sont applicables.

En cas de récidive dans le délai de 5 ans, le contribuable est puni d'une amende de 1.000 à 100.000 fr. (mille à cent mille francs) et d'un emprisonnement d'un mois à six mois. L'affichage et la publicité du jugement peuvent être ordonnés dans les conditions du deuxième alinéa du présent article.

L'article 463 du Code pénal peut être appliqué.

Art. 184. — Les complices des délits visés par l'article précédent sont punis des mêmes peines, sous les distinctions prévues au premier alinéa dudit article sans préjudice des sanctions disciplinaires, s'ils sont officiers publics ou ministériels.

Art. 185. — Est également puni des peines prévues par l'article 183 quiconque, en vue de faire échapper à l'impôt tout ou partie de la fortune d'autrui, s'entremet, soit en favorisant les dépôts de titres à l'étranger, soit en y encaissant ou y faisant encaisser, en y négociant ou y faisant négocier des coupons, soit en émettant ou en encaissant des chèques ou tous autres instruments créés pour le paiement des dividendes, intérêts, arrérages ou produits quelconques des valeurs mobilières.

Art. 186. — La procédure de mise en demeure préalable, instituée par les trois derniers alinéas de l'article 52 de la loi du 22 mars 1924 n'est pas applicable aux poursuites correctionnelles prévues par les lois en vigueur en ce qui concerne les impôts perçus par l'Administration de l'enregistrement.

TITRE VIII

PROCEDURE

Art. 187. — La solution des difficultés qui pourront s'élever relativement à la perception des impôts qui frappent les valeurs mobilières avant l'introduction des instances appartient à la régie.

Art. 188. — Le recouvrement des droits de timbre établis par le titre 1er, de l'impôt établi par le titre VI et des amendes de contravention y relatives est poursuivi par voie de contraintes ; et, en cas d'oppositions, les instances sont instruites et jugées selon les formes prescrites par les lois sur l'enregistrement.

En cas de décès des contrevenants, lesdits droits et amendes sont dus par leurs successeurs et jouissent, soit dans les successions, soit dans les faillites ou tous autres cas du privilège des contributions directes.

Art. 189. — Le recouvrement de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers établi par les chapitres 1er et II du titre III est assuré et les instances sont introduites et jugées comme en matière d'enregistrement, sous réserve de la procédure à suivre en ce qui concerne les contraventions visées au premier alinéa de l'article 70.

Art. 189 bis. — Pour les recouvrements confiés à l'Administration de l'enregistrement en vertu de la présente codification, autres que celui des droits en sus, amendes et pénalités, l'Etat aura un privilège sur tous les meubles et objets mobiliers des redevables.

Ce privilège s'exercera immédiatement après celui de l'impôt sur le chiffre d'affaires et des taxes instituées en remplacement de cet impôt.

TITRE IX

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 190. — Le montant de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers perçu sur les intérêts, arrérages et tous autres

produits des emprunts émis, depuis l'entrée en vigueur de l'article 50 de la loi du 25 juin 1920, par les départements, communes et établissements publics et dont la conversion ou le remboursement ne peut être effectué est versé aux collectivités emprunteuses.

En ce qui concerne les prêts consentis par le Crédit foncier de France et correspondant à l'émission des emprunts 7 % 1926 (obligations communales) et 7 % 1927, le montant de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, perçu sur les intérêts, arrérages et tous autres produits de ces emprunts est versé aux départements, communes et établissements publics auxquels lesdits prêts ont été consentis, de façon à réduire les intérêts effectivement supportés par les collectivités intéressées aux taux indiqués dans le tableau ci-après.

EXERCICES BUDGÉTAIRES	TAUX PRIMITIFS DES PRÊTS							
	10,55	10,50	10,30	9,70	9,65	9,45	8,35	8,30
1931-1932..	9,28	9,25	9,10	8,67	8,64	8,48	7,70	7,67
1932-1933..	9,27	9,24	9,09	8,66	8,63	8,48	7,70	7,66
1933-1934..	9,25	9,22	9,08	8,65	8,62	8,47	7,69	7,65
1934-1935..	9,23	9,20	9,06	8,64	8,60	8,46	7,68	7,64
1935-1936..	9,21	9,18	9,04	8,62	8,58	8,44	7,67	7,63
1936-1937..	9,19	9,15	9,01	8,60	8,56	8,42	7,66	7,62
1937-1938..	9,16	9,12	8,98	8,57	8,54	8,40	7,64	7,60
1938-1939..	9,12	9,09	8,95	8,54	8,51	8,37	7,62	7,58
1939-1940..	9,08	9,05	8,91	8,51	8,47	8,34	7,60	7,56
1940-1941..	9,03	8,99	8,86	8,46	8,43	8,30	7,57	7,54
1941-1942..	8,96	8,93	8,80	8,41	8,38	8,25	7,54	7,51

Dans le cas où — au cours de la période d'application de la disposition prévue au deuxième alinéa du présent article — le tarif de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers viendrait à être modifié, les réductions du taux d'intérêt résultant du tableau ci-dessus seraient elles-mêmes modifiées dans la proportion du nouveau tarif de l'impôt au tarif actuellement en vigueur.

Un arrêté du ministre du Budget détermine les conditions d'application du présent article.

Art. 191. — Lorsque des valeurs mobilières ont été constituées en gage ou nantissement de créances, le débiteur peut obtenir le remboursement de l'impôt sur le revenu desdites valeurs, jusqu'à concurrence des droits perçus sur les intérêts de sa dette et à la condition :

1° D'en faire la demande et de justifier que la dette existe réellement et que les intérêts de la dette alléguée ont été effectivement payés au créancier et qu'ils ont été frappés de l'impôt prévu par l'article 71 ;

2° De justifier que l'impôt sur le revenu des titres constitués en gage incombe au porteur de ces titres et a été payé par lui.

Art. 192. — Les administrations françaises sont autorisées à s'entendre avec les administrations tunisiennes et les administrations marocaines pour échanger tous les renseignements qu'elles détiennent ou qu'elles peuvent se procurer, notamment au moyen du droit de communication, en vue du contrôle de l'impôt et de la recherche de la fraude.

Art. 193. — Les réseaux exploités par l'administration des chemins de fer de l'Etat et par l'administration des chemins de fer d'Alsace et de Lorraine sont soumis au même régime que les chemins de fer concédés en ce qui concerne les droits établis par le présent Code.

Art. 193 bis. — Les voies ferrées d'intérêt local exploitées par les départements et communes et les services publics de transports automobiles exploités par les mêmes collectivités pour remplacer ou compléter lesdites voies ferrées sont soumis, en ce qui concerne les droits, taxes et contributions de toute nature, au même régime que les voies ferrées concédées de même catégorie.

Art. 194. — Dans tous les cas où les impôts établis par le présent Code sont acquittés au moyen de l'apposition de timbres mobiles, l'emploi, la vente ou la tentative de vente de timbres mobiles ayant déjà servi sera puni des peines édictées par l'article 8 de la codification des lois sur le timbre.

Art. 195. — Pour les impôts perçus en vertu des dispositions ci-dessus, qui ne sont pas majorés de pénalités de retard par les lois existantes, il est ajouté, à compter de la date de la contrainte, des intérêts moratoires calculés au taux légal sur la somme reconnue exigible. Tout mois commencé est compté pour un mois entier.

Art. 196. — Le produit des pénalités recouvrées par l'Administration de l'enregistrement pour infraction aux dispositions du présent Code sera réparti, jusqu'à concurrence de 10 %, suivant les conditions qui seront déterminées par décret.

SURTAXE EXCEPTIONNELLE DE 5 %

Loi du 29 mars 1941 soumettant les revenus des capitaux mobiliers à une surtaxe exceptionnelle. (Journal officiel 11 avril 1941.)

Article premier. — A compter du 15 avril 1941 sont soumis à une surtaxe exceptionnelle de 5 % les revenus des capitaux mobiliers visés au titre III du Code des valeurs mobilières, à l'exception de ceux qui bénéficient du tarif de 10 % édicté par l'article 52 dudit Code.

Cette surtaxe est perçue en même temps que l'impôt cédulaire sur les mêmes bases, dans les mêmes conditions et sous les mêmes sanctions.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Prix : 8 francs

IMPRIMERIE DU PALAIS
20, Rue Geoffroy-l'Asnier
***** PARIS-4 *****

167
SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE DU CONTENTIEUX

SECRÉTARIAT JURIDIQUE

N° 6025 *Ln*

Service Central: *Ci P L M*

Région: _____

OBJET DE LA CONSULTATION

*Prescription des coupons au profit de
l'Etat (Art 171 C.V.M.)*

*Quid en ce qui concerne les coupons de
l'emprunt 4 1/2 % 1932, appelé au
remboursement le 15 mai 1939 et ayant fait
l'objet de provisions à la Banque Mendelssohn et
au Crédit Suisse?*

Références: *1371 Ln* *7961 Ln* *8360*
6024 *6008*

Observations: _____

SJ

N° 6025 Ln

Monsieur VANDEUVRE

Secrétaire Général de la Compagnie P.L.M.

86, Rue Saint-Lazare, PARIS -9°

Vu
9.4.42
D. M. S.
9/4

En réponse à votre lettre, N° 82 MF, du 3 avril, j'ai l'honneur de vous faire connaître que l'article lll de la loi du 25 juin 1920 (Art. 171 C.V.M.) dont le texte est ~~tout~~ général est, à mon avis, applicable aux obligations émises par les Réseaux à l'étranger, -ainsi que je l'exposais, d'ailleurs, dans ma lettre du 24 mai 1935.

Dans cette lettre, j'envisageais spécialement le cas où le contrat d'émission prévoit que la Compagnie doit verser en temps utile une provision correspondant au montant total de l'échéance entre les mains du banquier trustee chargé du service de l'emprunt et j'exprimais l'avis que, dans cette hypothèse, un versement n'aurait à être fait au titre de l'article lll que si le trustee était tenu de reverser à la société française, en vertu de clauses spéciales, des sommes atteintes par la prescription.

Cette solution me paraît devoir être appliquée à l'emprunt P.L.M. 4 1/2 % 1932 dont le contrat d'émission impose à la Société débitrice de verser au banquier les provisions nécessaires au service de l'emprunt et prévoit le reversement à la Compagnie

...

9/4

du montant des coupons prescrits.

C'est, à mon sens, dans la mesure où la Compagnie recevra de la liquidation Mendelssohn des dividendes afférents à des coupons prescrits qu'elle aura à effectuer des versements au Domaine.

Il convient d'observer, en effet, qu'il a été fait toute diligence pour faire revenir en France le montant des coupons prescrits. Dès lors que, selon la thèse même de l'Administration, l'Etat recueille les valeurs prescrites ~~xxxxxxx~~ à titre non d'impôt, mais comme biens vacants et sans maître en vertu de ^{son} droit de souveraineté, l'article 111 ne me paraît atteindre que les fonds dont le retour en France aura pu être obtenu.

J'ajoute que, d'après les indications données par notre Avocat à La Haye, un dividende de Fl 47.120.87 a été réglé après déduction des frais ^{de} la Treuhand A.G., par l'intermédiaire du Clearing hollando-français.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

*il manque un
quelque chose*

9/10 Avril 19 42

S.J.

6025Ln

Monsieur VANDEUVRE

Secrétaire Général de la Compagnie P.L.M.

86 Rue Saint-Lazare, PARIS - 9°

En réponse à votre lettre, N° 82 MF, du 3 avril, j'ai l'honneur de vous faire connaître que l'article 111 de la loi du 25 juin 1920 (Art. 171 C.V.M.) dont le texte est général, est, à mon avis, applicable aux obligations émises par les Réseaux à l'étranger, - ainsi que je l'exposais, d'ailleurs, dans ma lettre du 24 mai 1935.

Dans cette lettre, j'envisageais spécialement le cas où le contrat d'émission prévoit que la Compagnie doit verser en temps utile une provision correspondant au montant total de l'échéance entre les mains du banquier trustee chargé du service de l'emprunt et j'exprimais l'avis que, dans cette hypothèse, un versement n'aurait à être fait au titre de l'article 111 que si le trustee était tenu de reverser à la société française, en vertu de clauses spéciales, les sommes atteintes par la prescription.

Cette solution me paraît devoir être appliquée à l'emprunt P.L.M. 4 1/2 % 1932 dont le contrat d'émission impose à la Société débitrice de verser au banquier les provisions nécessaires au service de l'emprunt et prévoit le reversement à la Compagnie du montant des coupons prescrits.

C'est, à mon sens, dans la mesure où la Compagnie recevra de la liquidation Mehdelssohn des dividendes afférents à des coupons prescrits qu'elle aura à effectuer des versements au Domaine.

Il convient d'observer, en effet, qu'il a été fait toute diligence pour faire revenir en France le montant des coupons prescrits. Dès lors que, selon la thèse même

de l'Administration, l'Etat recueille les valeurs pres-
crites à titre non d'impôt, mais comme biens vacants et
sans maître en vertu de son droit de souveraineté, l'ar-
ticle 111 ne me paraît atteindre que les fonds dont le
retour en France aura pu être obtenu.

J'ajoute que, d'après les indications données par
notre Avocat à La Haye, un dividende de Fl 47.120.87 a
été réglé après déduction des frais de la Treuhand A.G.
par l'intermédiaire du Clearing hollando-français.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Signé : Aurenge

P.L.M

86, RUE SAINT-LAZARE IX^e

R. G. SEINE N° 79.649

SERVICES FINANCIERS

3 Avril 1942

82 MF

NOTE à Monsieur AURENGE, Chef du Service
du Contentieux de la S.N.C.F.

Pour faire suite au dernier paragraphe de la lettre que M. LEDOIGT, Président de la Conférence des Secrétaires Généraux, vous a adressée récemment au sujet des coupons prescrits sur emprunts émis à l'Etranger, j'ai l'honneur de vous donner les précisions suivantes concernant la Compagnie P.L.M..

Notre Compagnie a émis en 1932 un emprunt 4 1/2 % d'un montant de Fl. P.B. 45.000.000 = Francs Suisses 93.600.000.

Le contrat d'émission stipule en son article 1er que :

" A la date d'expiration des délais de prescriptions fixés par la législation française qui sont actuellement de 5 ans pour les coupons et de 30 ans pour les obligations, le montant des coupons échus et des titres remboursés, non présentés sera reversé à la Compagnie P.L.M.";

et en son article 5 que :

" Toutes les opérations concernant le service financier seront centralisées par MM. Mendelssohn et C° Amsterdam pour la Hollande et par le Crédit Suisse à Zurich pour la Suisse et la Compagnie P.L.M. s'engage à remettre huit jours au moins avant chaque échéance à MM. Mendelssohn et C° Amsterdam et au Crédit Suisse à Zurich, suivant les proportions qui seront fixées par les Bansues, d'accord avec la Cie PLM. tous les fonds nécessités par le service de l'emprunt".

La totalité de l'emprunt a été remboursée par anticipation le 1^{er} mai 1939.

Jusques et y compris l'échéance de mai 1936, les provisions totales pour le Service de l'emprunt ont été réparties entre la Banque Mendelssohn et le Crédit Suisse.

A partir de l'échéance de Novembre 1936, la provision totale a été faite entre les mains de Mendelssohn.

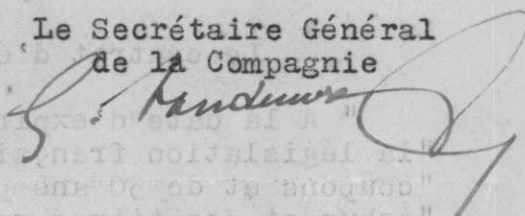
La Banque Mendelssohn a suspendu ses paiements en Août 1939 et a obtenu son concordat le 26 juin 1941.

Le montant des coupons prescrits avant la faillite Mendelssohn a été reversé au Trésor Français le 20 juillet 1939 et le 20 avril 1940.

Les coupons prescrits depuis la faillite et dont le montant n'a pas été reversé au Trésor sont détaillés ci-après :

	Coupon de Fl. 11,25	Coupon de Fl. 22,50
Echéance du 1 ^{er} Novembre 1935	-	1
" du 1 ^{er} Mai 1936	1	2
" du 1 ^{er} Novembre 1936	9	2

Le Secrétaire Général
de la Compagnie



PROSPECTUS.

SPOORWEG-MAATSCHAPPIJ PARIS - LYON - MÉDITERRANÉE

(Compagnie des Chemins de Fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée).

4¹/₂ pCt. LEENING

groot f 45.000.000.- = Zw.Frs. 93.600.000.-

gewaarborgd door den Franschen Staat

als aan ommezijde vermeld.

Uitgegeven krachtens machtiging van den Minister van Publieke Werken van 28 October 1932, verleend met goedkeuring van den Minister van Financiën.

UITGIFTE van

f 22.500.000.- = Zw.Frs. 46.800.000.- 4¹/₂ pCt. Obligatiën

van bovengenoemde leening,

(waarvan f 7.500.000.- = Zw.Frs. 15.600.000.- reeds in het buitenland geplaatst).

De overige f 22.500.000.- = Zw. Frs. 46.800.000.- zijn door de Crédit Suisse, Zürich, en de Société de Banque Suisse, Bazel, voor gelijktijdige emissie in Zwitserland overgenomen.

COUPURES van

f 1000.- = Zw.Frs. 2080.- en van f 500.- = Zw.Frs. 1040.- nom., aan Toonder.

Coupons betaalbaar per 1 Mei en 1 November.

De leening is aflosbaar in ten hoogste 20 jaar van 1 November 1938 af, door uitloting à pari of door inkoop ter beurse; de eerste aflossing vindt plaats op 1 November 1939. Versterkte of algeheele aflossing der leening is van 1 November 1938 af op elken coupon-vervaldag toegelaten.

Hoofdsom en rente zijn betaalbaar, zonder eenigen aftrek van tegenwoordige of toekomstige Fransche belastingen, in Nederland in Nederlandsche Guldens ten kantore van de Nederlandsche emittenten, of, naar keuze van den houder, in Zwitserland in Zwitsersche Francs ten kantore van de Zwitsersche emittenten, tegen een vasten koers van f 1.- = Zw.Frs. 2.08.

De Zwitsersche couponbelasting is tot het tegenwoordige percentage van 2 pCt. door een storting ineens voldaan.

VOORWAARDEN DER LEENING.

De leening is nominaal groot f 45.000.000.- = Zw. Frs. 93.600.000.-, verdeeld in coupures van f 1000.- = Zw. Frs. 2.080.- en van f 500.- = Zw. Frs. 1.040.-.

De obligatiën luiden aan toonder, dragen een rente van 4¹/₂ pCt. 's jaars en zijn voorzien van halfjaarlijksche coupons, vervallende 1 Mei en 1 November van ieder jaar. De eerste coupon vervalt 1 Mei 1933.

De betaling van hoofdsom en rente zal, naar keuze van den houder, geschieden in Nederland in Nederlandsche Guldens of in Zwitserland in Zwitsersche Francs, zonder eenigen aftrek van tegenwoordige of toekomstige Fransche belastingen.

De leening is aflosbaar à pari van 1 November 1938 af in ten hoogste 20 jaar overeenkomstig een aflossingstabel, samengesteld op basis van een vaste annuïteit voor rente en aflossing. De eerste aflossing vindt plaats op 1 November 1939. Het aflossingsplan zal op de stukken worden afgedrukt. De Maatschappij heeft het recht op iederen couponvervaldag, te beginnen 1 November 1938, tot versterkte of algeheele aflossing à pari over te gaan. Van het voornemen daartoe moet 3 maanden te voren worden kennis gegeven, behalve wanneer de aflossing door inkoop plaats vindt, als hierna vermeld.

De Maatschappij heeft het recht op de Nederlandsche en Zwitsersche markt het aantal obligatiën voor de normale of versterkte aflossing in te koopen. Ingeval inkoop voor het geheele bedrag niet heeft kunnen geschieden, zullen de resterende obligatiën door loting worden aangewezen. De eventueele trekkingen voor de normale aflossingen zullen plaats vinden te Amsterdam op 15 Augustus.

De nummers der uitgelote obligatiën zullen terstond worden bekend gemaakt in de officieele prijscourant van de Vereeniging voor den Effectenhandel en in één dagblad te Amsterdam, Rotterdam, Zürich, Bazel en Genève. De aflossing zal plaats vinden op den 1sten November, of bij vervroegde gedeeltelijke aflossing ook op den 1sten Mei, volgende op den dag der trekking.

Coupons en aflosbaar gestelde stukken verjaren overeenkomstig de bij de Fransche wetgeving vastgestelde termijnen; deze zijn thans 5 jaar voor de coupons en 30 jaar voor de obligatiën.

Voor deze leening zijn evenmin als voor de vroeger uitgegeven leeningen speciale onderpanden aangewezen. De Maatschappij heeft zich echter verplicht aan leeningen, welke zij eventueel later aangaat, geen bijzonder onderpand te geven, zonder deze leening daarin in gelijken rang te doen deelnemen.

De dienst der leening (betaling van rente en aflossing van de hoofdsom) is verzekerd in de volgorde als hieronder genoemd:

- a. door de bedrijfswinsten van de Spoorweg-Maatschappij Paris—Lyon—Méditerranée;
- b. door het „Fonds commun des Grands Réseaux”, waarin de voordeelige saldi der met winst werkende spoorwegnetten worden gestort, ingevolge overeenkomst van 28 Juni 1921, (artikel 13 en volgende) goedgekeurd bij de Wet van 29 October 1921;
- c. door de betalingen, welke de schatkist der Fransche Republiek, indien noodig, zal moeten doen, ingevolge de bepalingen van bovengenoemde overeenkomst, tot dekking van het nadeelig saldo van dit Fonds;
- d. door de verbintenis, welke de Fransche Staat op zich heeft genomen om zelf te betalen, alles wat ten tijde van de beëindiging van de concessie van de Maatschappij nog aan rente en hoofdsom van alle nog in omloop zijnde leeningen te betalen zal zijn.

De obligatiën der onderhavige leening zullen worden opgenomen in de lijst, vermeldende de waarden, waarin de beleggingen der in Frankrijk werkende buitenlandsche verzekeringsmaatschappijen kunnen geschieden.

Voor nadere bijzonderheden betreffende de Spoorweg-Maatschappij Paris—Lyon—Méditerranée wordt verwezen naar het in vertaling volgend schrijven van den Heer ANDRÉ LEBON, President van den Raad van Beheer der Maatschappij.

Vertaling S. E. & O.

PARIJS, 26 October 1932

Aan de Heeren Mendelssohn & Co. Amsterdam,
Nederlandsche Handel-Maatschappij, N.V., } te Amsterdam,
Banque de Paris et des Pays-Bas,
Crédit Suisse, te Zürich,
Société de Banque Suisse, te Bazel.

Mijne Heeren,

Naar aanleiding van de uitgifte van een leening groot f 45.000.000.— = Zw. Frs. 93.600.000.— onzer Maatschappij, heb ik de eer U de volgende inlichtingen te verstrekken:

De Compagnie des Chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée (Compagnie P. L. M.) is opgericht 3 Juli 1857 door de fusie van de Compagnie des Chemins de fer de Paris à Lyon en de Compagnie des Chemins de fer de Lyon à la Méditerranée.

Sedert dien tijd werd het net voortdurend uitgebreid door overneming van andere maatschappijen en door den aanleg van nieuwe lijnen.

Thans heeft de Compagnie P. L. M. het grootste spoorwegnet in Frankrijk, welk net ongeveer 25 pCt. van alle Fransche spoorweglijnen met normaalspoor omvat.

De lengte van het spoorwegnet is 9870 K.M. en zal binnenkort op 9914 K.M. worden gebracht.

Het net omvat in de eerste plaats de groote verkeersader, welke Parijs verbindt met Lyon en Marseille, de twee belangrijkste steden van Frankrijk na Parijs, en welke zich voortzet langs de kust van de Middellandsche Zee naar de toeristencentra Cannes, Nice, Monte-Carlo en alle andere steden van de Fransche Riviera.

De overige lijnen strekken zich uit over het geheele Midden en Zuid-Oosten van Frankrijk; zij bestrijken o.m. Auvergne en het industriegebied van St. Etienne en Creusot en verbinden Parijs eenerzijds met Zwitserland via Genève en Lausanne en anderzijds met Noord-Italië.

Voorts exploiteert de Compagnie P. L. M. in Algiers een spoorwegnet van 1235 K.M., zijnde ongeveer een vierde van de lengte van de Algerijnsche spoorlijnen.

Het aandeelenkapitaal der Maatschappij bedraagt Frs. 400.000.000.—, verdeeld in 800.000 aandelen van Frs. 500.—, waarvan 242.057 aandelen, of Frs. 121.028.500.— nominaal, zijn afgelost en vervangen door winstbewijzen.

De Maatschappij heeft bovendien een statutaire reserve gevormd van rond Frs. 20.000.000.— en een buitengewone reserve van Frs. 113.700.000.—, waarbij geen rekening is gehouden met de kapitalen, bestemd voor den dienst der pensioenen voor oud-geëmployeerden.

De obligatieschuld, aangegaan door de Maatschappij, met inbegrip van de obligatiën van overgenomen of gefusioneerde maatschappijen, waarvan de Maatschappij den dienst op zich heeft genomen, bedroeg op 31 December 1931 Frs. 19.561.042.750.—. Van dit bedrag waren nog in omloop Frs. 15.905.176.750.—, terwijl het restant was afgelost.

Bovendien heeft de Compagnie P. L. M. in 1922 en 1924 in de Vereenigde Staten van Noord-Amerika twee leeningen uitgegeven van resp. \$ 40.000.000.— en \$ 20.000.000.—, welke in den loop van dit jaar vervroegd zijn afgelost.

Tenslotte heeft de Maatschappij in 1922 in Engeland een leening van £ 5.000.000.— aangegaan, welke zal worden afgelost uit de opbrengst der leening in Guldens en Zwitsersche Francs, welke thans wordt uitgegeven.

Bij het vervallen van de concessie zal in den dienst der leeningen van de Maatschappij worden voorzien door den Franschen Staat, overeenkomstig de bepalingen van een overeenkomst, gesloten tusschen den Staat en de groote Fransche Spoorwegmaatschappijen op 28 Juni 1921 en goedgekeurd door de wet van 29 October 1921.

Volgens de bepalingen van deze overeenkomst is een gemeenschappelijk fonds gevormd, dat bestemd is om de financieele solidariteit van de groote spoorwegmaatschappijen te bewerkstelligen, het evenwicht tusschen de inkomsten eenerzijds en de uitgaven en lasten anderzijds te handhaven en zoo noodig in den loop van het boekjaar de vereischte voorschotten ter voorziening van kasmiddelen te verstrekken.

De met winst werkende spoorwegen storten in dit gemeenschappelijk fonds het overschot der ontvangsten, welke na aftrek van de exploitatiekosten en de financieele lasten beschikbaar zijn.

Indien de ontvangsten van een der maatschappijen onvoldoende zijn om de bedoelde onkosten en lasten te dekken, ontvangt de maatschappij uit het gemeenschappelijk fonds het voor de dekking van het deficit vereischte bedrag.

Indien het fonds zelf niet toereikend is moeten de tarieven verhoogd worden volgens vastgestelde bepalingen. Ten slotte zal, zoo zulks noodig mocht zijn, de Staat aan het gemeenschappelijk fonds de noodige middelen verschaffen.

Uit de hierboven genoemde bepalingen vloeit voort, dat de rentedienst en de aflossing van alle door de Compagnie P. L. M. aangegane leeningen door den Franschen Staat zijn gegarandeerd.

Wat de onderhavige leening van f 45.000.000.— = Zw. Frs. 93.600.000.— betreft, verbindt de Compagnie P. L. M. zich, zoolang nog obligatiën dezer leening in omloop zijn, geenerlei wijziging van de overeenkomst van 28 Juni 1921 uit te lokken of goed te keuren, waardoor de zekerheid en garantie voor de obligatiën dezer leening verminderd zou worden.

De onderhavige leening is evenmin als vroeger uitgegeven leeningen door een speciaal onderpand verzekerd. De Maatschappij verbindt zich geene speciale onderpanden aan later uit te geven leeningen te verstrekken, zonder de onderhavige leening in gelijken rang daarin te doen deelen.

De Raad van Beheer bestaat uit de volgende door de Algemeene Vergadering van Aandeelhouders gekozen leden:

GABRIEL CORDIER, *Président Honoraire*, Régent de la Banque de France;
ANDRÉ LEBON, *Président*, Président d'Honneur de la Cie des Messageries Maritimes;
MAUCLERE, EUGÈNE, *Vice-Président*, Contrôleur Général en retraite;
SILHOL, ANDRÉ, *Vice-Président*, Ancien Maître des Requêtes au Conseil d'Etat;
AGUILLON, JACQUES, Président des Mines de la Loire;
AYNARD, FRANCISQUE, Banquier;
BAUDET, ANDRÉ, Ancien Président de la Chambre de Commerce de Paris;
BAUGNIES, GEORGES, Vice-Président-Délégué de la Compagnie Fermière de Vichy;
BILLIARD, LOUIS, Ancien Président de la Chambre de Commerce d'Alger;
BLANCHET, AUGUSTIN, Industriel;
BOURGOGNON, JULES, Vice-Président-Délégué des Raffineries de Saint-Louis;
BOURUET-AUBERTOT, HECTOR, Ancien Juge au Tribunal de Commerce de la Seine;

BRINCARD (Baron GEORGES), Président du Crédit Lyonnais;
GIRAUD, HUBERT, Président de la Société de Transports Maritimes à vapeur;
GIROD DE L'AIN (Baron AMÉDÉE), Vice-Président de la Compagnie des Docks et Entrepôts de Marseille;
GOY, GEORGES, Administrateur du Crédit Lyonnais;
ISAAC, AUGUSTE, Ancien Ministre;
LEVEL, JACQUES, Vice-Président-Délégué de la Compagnie „Alais, Froges et Camargue”;
MALLET, RAOUL, Banquier, Président de la Banque Ottomane;
NEUFLIZE (DE), JACQUES, Banquier, Régent de la Banque de France;
ROTHSCHILD, (Baron ROBERT DE), Banquier;
SCHNEIDER, EUGÈNE, Maître de Forges;
SCHWEISGUTH, PIERRE, Administrateur-Délégué de la Société Alsacienne de Constructions Mécaniques;
VOGUE (Marquis LOUIS DE), Président de la Compagnie Universelle du Canal Maritime de Suez, Régent de la Banque de France.

De resultaten over de boekjaren 1929 tot 1931, alsmede de approximatieve resultaten over de eerste 8 maanden van het boekjaar 1932 blijken uit het volgende overzicht:

	1929 Frs.	1930 Frs.	1931 Frs.	1 Jan.—31 Aug. 1932 Frs.
Recettes d'exploitation.....	4.381.792.088.55	4.335.386.741.38	3.881.288.115.64	2.198.200.000.—
Dépenses d'exploitation	3.431.262.830.14	3.875.506.079.37	3.680.276.552.76	2.157.000.000.—
Charges financières	771.293.774.65	775.563.335.27	850.408.513.38	
Dividende réservé aux Actionnaires	28.000.000.—	28.000.000.—	28.000.000.—	596.600.000.—
Prime de gestion acquise aux Actionnaires et au Personnel conformément à l'art. 14 de la Convention du 28 juin 1921	41.226.032.08	30.029.957.73	18.876.088.86	
Total des prélèvements.....	4.271.782.636.87	4.709.099.372.37	4.577.561.155.—	2.753.600.000.—
Résultats de l'exercice	+ 110.009.451.68	—373.712.630.99	—696.273.039.36	—555.400.000.—

+ Excédent à verser au fonds commun.
— Insuffisance à couvrir par le fonds commun.

Het dividend over de laatste 3 jaren is als volgt geweest:

	Aandeelen.	Winstbewijzen.
1929	Frs. 85	Frs. 65
1930	„ 85	„ 65
1931	„ 80	„ 60

De balans per 31 December 1931 toont de volgende cijfers aan:

ACTIF.	BILAN DE LA COMPAGNIE P.L.M. au 31 décembre 1931.		PASSIF.
Dépenses d'établissement:	Frs.		Frs.
Lignes.....	7.531.790.679.01	Fonds social.....	340.968.055.68
Matériel.....	5.149.547.786.47	Produit des Emprunts.....	14.733.933.351.29
Approvisionnements	1.067.413.741.42	Subventions, etc.	750.069.123.16
Divers.....	641.182.768.71	Créanciers divers	2.775.504.308.71
Avances à l'Etat remboursables en annuités	3.170.841.620.52	Recettes à appliquer	783.087.231.04
Débiteurs divers.....	432.824.920.48	Institutions de Prévoyance.....	2.612.137.605.32
Dépenses à appliquer.....	566.668.315.12	Domaine Privé (Réserves, Liquidation du dividende et divers)	221.807.643.94
Actif des Institutions de Prévoyance....	2.602.075.903.80		
Caisses, Banques et Portefeuille.....	833.353.939.67		
Domaine Privé (Emploi sur les Réserves, Disponibilités et divers).....	221.807.643.94		
TOTAL DE L'ACTIF	22.217.507.319.14	TOTAL DU PASSIF	22.217.507.319.14

Hoogachtend,

De President van den Raad van Beheer:
(w.g.) ANDRÉ LEBON.

Onder verwijzing naar vorenstaande mededeelingen, berichten ondergeteekenden, dat zij de inschrijving op de resteerende

f 15.000.000.- = Zw.Frs. 31.200.000.- 4½ pCt. Obligatiën

ten laste van de

Spoorweg-Maatschappij PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

openstellen op:

WOENSDAG 9 NOVEMBER 1932,

van des voormiddags 9 uur tot des namiddags 4 uur,

tot den koers van **97½ pCt.** plus opgelopen rente van 1 November 1932 tot den dag van betaling,

te **AMSTERDAM** ten kantore van:

de Heeren MENDELSSOHN & Co. AMSTERDAM,
„ NEDERLANDSCHE HANDEL-MAATSCHAPPIJ, N.V.,
„ AMSTERDAMSCH E BANK, N.V.,
„ BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS,
DE TWENTSCHE BANK N.V.,
de N.V. EFFECTEN MAATSCHAPPIJ „AMSTERDAM”,
„ Heeren LIPPMANN, ROSENTHAL & Co.,
„ Heeren PIERSON & Co.,
„ ROTTERDAMSCH E BANKVEREENIGING N.V.;

te **ROTTERDAM** ten kantore van:

de Heeren R. MEES & ZONEN,
„ NEDERLANDSCHE HANDEL-MAATSCHAPPIJ, N.V.,
„ AMSTERDAMSCH E BANK, N.V., BIJBANK ROTTERDAM,
DE TWENTSCHE BANK N.V.,
de ROTTERDAMSCH E BANKVEREENIGING N.V.;

te **'s-GRAVENHAGE** ten kantore van:

de NEDERLANDSCHE HANDEL-MAATSCHAPPIJ, N.V.,
„ AMSTERDAMSCH E BANK, N.V., BIJKANTOOR 's-GRAVENHAGE,
DE TWENTSCHE BANK N.V.,
de Heeren R. MEES & ZONEN,
„ ROTTERDAMSCH E BANKVEREENIGING N.V.

Onder voorbehoud van het recht om bij de toewijzing inschrijvingen geheel of gedeeltelijk niet in aanmerking te nemen, zal de toewijzing bij overteekening systematisch geschieden.

De betaling moet geschieden op **DINSDAG, 22 NOVEMBER 1932**, ten kantore van inschrijving met f 977.63 per obligatie van f 1000.—, (zijnde f 975.— voor hoofdsom en f 2.63 voor rente) en f 488.81 per obligatie van f 500.— (zijnde f 487.50 voor hoofdsom en f 1.31 voor rente), tegen inontvangstneming van door ondergeteekenden af te geven receptissen, welke de handteekening van een hunner dragen en na voorafgaande aankondiging kosteloos tegen de, van Nederlandsch zegel voorziene, obligatiën inwisselbaar zullen zijn.

Er kunnen door emittenten Nederlandsche receptissen worden uitgegeven voor f 22.500.000.— = Zw.Frs. 46.800.000.— obligatiën.

Het zegelrecht der toewijzingsbiljetten à 1‰ komt ten laste der inschrijvers en zal bij de storting worden verrekend.

De noteering aan de beurzen te Amsterdam, Rotterdam, Zürich, Bazel en Genève zal voor de geheele leening groot f 45.000.000.— = Zw. Frs. 93.600.000.— worden aangevraagd.

Aan H.H. Leden van

de VEREENIGING VOOR DEN EFFECTENHANDEL TE AMSTERDAM,
de VEREENIGING VAN EFFECTENHANDELAREN TE ROTTERDAM
en den BOND VOOR DEN GELD- EN EFFECTENHANDEL IN DE PROVINCIE TE 's-GRAVENHAGE
wordt bij de storting **¾ pCt.** provisie vergoed over het nominale bedrag der hun toegewezen obligatiën.

Prospectussen en inschrijvingsbiljetten zijn bij de kantoren van inschrijving verkrijgbaar.

MENDELSSOHN & Co. AMSTERDAM. NEDERLANDSCHE HANDEL-MAATSCHAPPIJ, N.V.

AMSTERDAMSCH E BANK, N.V.

BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS.

DE TWENTSCHE BANK N.V.

N.V. EFFECTEN MAATSCHAPPIJ „AMSTERDAM”.

LIPPMANN, ROSENTHAL & Co.

PIERSON & Co.

ROTTERDAMSCH E BANKVEREENIGING N.V.

R. MEES & ZONEN.

AMSTERDAM,

ROTTERDAM,
3 November 1932.

Obligation 4 1/2 0/0 1932 au Porteur de Florins P.-B. 500 = Frs suisses 1.040 N°

PARIS LYON ET LA MÉDITERRANÉE

367-1-33.

4 1/2 0/0



4 1/2 0/0

COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE PARIS A LYON ET A LA MÉDITERRANÉE

EMPRUNT 4 1/2 0/0 1932

DE FLORINS P.-B. 45.000.000 = FRs SUISSES 93.600.000

Divisé en 15.000 Obligations de Florins P.-B. 500 = Frs suisses 1.040, numérotées de 1 à 15.000,
et en 37.500 Obligations de Florins P.-B. 1.000 = Frs suisses 2.080, numérotées de 15.001 à 52.500.

Obligation au Porteur

DE FLORINS P.-B. 500 = FRs SUISSES 1.040

N°

Les obligations du présent emprunt sont productives d'intérêts au taux de 4 1/2 0/0 l'an, à partir du 1^{er} novembre 1932, payables semestriellement le 1^{er} mai et le 1^{er} novembre de chaque année. A cet effet, les obligations sont pourvues de coupons semestriels, dont le premier viendra à échéance le 1^{er} mai 1933.

Le paiement des coupons semestriels échus sera effectué, à l'option des porteurs, aux Pays-Bas par Fl. P.-B. 22,50 ou en Suisse par Frs suisses 46,80 pour les coupures de Fl. P.-B. 1.000 et respectivement par Fl. P.-B. 11,25 ou Frs suisses 23,40 pour les coupures de Fl. P.-B. 500.

Le remboursement des obligations sera effectué, à l'option des porteurs, aux Pays-Bas par Fl. P.-B. 1.000 ou en Suisse par Frs suisses 2.080 pour les obligations de Fl. P.-B. 1.000, et respectivement par Fl. P.-B. 500 ou Frs suisses 1.040 pour les obligations de Fl. P.-B. 500.

En vertu de la loi française du 27 mars 1920, la présente obligation est soumise en France au régime fiscal des valeurs étrangères non abonnées, défini par les articles 34 à 39 de la loi du 29 mars 1914 et le décret du 21 juin 1914. Lorsque le paiement des coupons et le remboursement des obligations auront lieu hors de France, l'établissement payeur n'aura aucune retenue à opérer pour impôts français présents ou futurs.

A la date d'expiration des délais de prescription fixés par la législation française, qui sont actuellement de cinq ans pour les coupons et de trente ans pour les obligations, les porteurs perdront tous droits au montant des coupons échus et des titres amortis.

L'emprunt sera amortissable en vingt ans au plus à partir du 1^{er} novembre 1933. L'amortissement sera effectué par voie de tirages au sort, qui auront lieu le 15 août de chaque année, la première fois en 1939, dans la proportion déterminée par le tableau d'amortissement reproduit sur le présent titre.

Les obligations sorties à un tirage seront remboursées au pair le 1^{er} novembre qui suivra le jour du tirage, date à laquelle elles cesseront de porter intérêts.

La Compagnie P.-L.-M. se réserve le droit d'augmenter le nombre des obligations remboursables au cours d'une année déterminée ou de rembourser au pair la totalité des obligations encore en circulation, les remboursements renforcés ou anticipés pouvant avoir lieu au plus tôt le 1^{er} novembre 1938 et ultérieurement à une date coïncidant avec l'échéance d'un coupon. Les tirages éventuels auront lieu le 15 février pour les remboursements au 1^{er} mai et le 15 août pour les remboursements au 1^{er} novembre. Les remboursements renforcés ou anticipés, s'ils sont basés sur des tirages au sort, de même que le remboursement total de l'emprunt, ne pourront avoir lieu que moyennant un préavis de trois mois. Si, au contraire, ils ont lieu par rachats sur le marché, comme il est dit ci-après, aucun préavis ne sera nécessaire.

La Compagnie P.-L.-M. se réserve le droit de racheter sur le marché hollandais et sur le marché suisse le nombre de titres correspondant aux amortissements normaux ou majorés.

Les titres rachetés seront annulés dans la mesure où ils interviendront dans le contingent annuel d'amortissement.

Dans le cas où le rachat ne pourra se faire en totalité ou en partie, les titres restant à rembourser seront désignés par le sort.

En cas de sortie, lors d'une opération de tirage, d'un numéro correspondant à une obligation antérieurement amortie comme suite à un rachat, il sera procédé à l'extraction d'un nouveau numéro.

Les tirages auront lieu à Amsterdam, dans les bureaux de MM. MENDELSSOHN et Co. AMSTERDAM, en présence d'un représentant de la Compagnie P.-L.-M., d'un représentant de MM. MENDELSSOHN et Co. AMSTERDAM, d'un représentant du Crédit Suisse.

Les numéros des titres sortis au tirage seront publiés dans les conditions fixées ci-après. Les numéros des titres rachetés ne seront publiés que si les Comités des Bourses auxquelles les titres seront cotés l'exigent.

Toute obligation appelée au remboursement cessera de porter intérêts à partir de la date fixée pour son remboursement. Les titres présentés au remboursement devront être munis des coupons non échus à la date fixée pour le remboursement. Le montant des coupons manquants sera déduit du capital à rembourser.

Le présent emprunt, non plus que les emprunts antérieurement émis, n'est garanti par aucun gage spécial. La Compagnie P.-L.-M. s'engage, par contre, à ne pas accorder à des emprunts à émettre ultérieurement des gages spéciaux sans y faire participer au même rang le présent emprunt.

Le service financier du présent emprunt (paiement des intérêts et remboursement du capital) est garanti dans l'ordre suivant, par :

- Les produits d'exploitation du réseau de la Compagnie des Chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée;
- Le Fonds commun des Grands Réseaux, où sont versés les excédents de recettes des réseaux réalisant des bénéfices, en vertu de la convention du 28 juin 1921, articles 13 et suivants, approuvée par la loi du 29 octobre 1921;
- Les paiements que le Trésor public français a pris l'engagement d'effectuer, en cas de besoin, conformément à la convention susvisée, pour combler le déficit dudit fonds commun;
- L'engagement pris par l'Etat français de payer lui-même tout ce qui restera encore à payer en intérêts et capital de tous les emprunts encore en circulation lors de l'expiration de la concession de la Compagnie P.-L.-M.

Le service financier de l'emprunt est confié à MM. MENDELSSOHN et Co. AMSTERDAM, la NEDERLANDSCHE HANDEL-MAATSCHAPPIJ, N.-V., à Amsterdam, le CRÉDIT SUISSE, à Zurich, et la SOCIÉTÉ DE BANQUE SUISSE, à Bâle.

Le capital et les intérêts seront payables aux Pays-Bas en Florins des Pays-Bas aux guichets de MM. MENDELSSOHN et Co. AMSTERDAM, la NEDERLANDSCHE HANDEL-MAATSCHAPPIJ, N.-V., l'AMSTERDAMSE BANK N.V., la BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS, DE TWENTSCHE BANK N.V., la N.V. EFFECTEN MAATSCHAPPIJ «AMSTERDAM», MM. LIPPMANN, ROSENTHAL et Co. MM. PIERSON et Co, la ROTTERDAMSE BANKVEREENIGING N.V., et MM. R. MEES et ZOONEN, ou au choix du porteur, en Suisse, en Francs suisses aux guichets du CRÉDIT SUISSE, de la SOCIÉTÉ DE BANQUE SUISSE, la BANQUE FÉDÉRALE S.A., l'UNION DE BANQUES SUISSES, la BANQUE COMMERCIALE DE BALE, la SOCIÉTÉ ANONYME LEU ET C^{ie}, la BANQUE CANTONALE DE BERNE, la BANQUE POPULAIRE SUISSE, la BANQUE D'ESCOMPTE SUISSE, la BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS et MM. A. SARASIN et C^{ie}.

La Compagnie P.-L.-M. fera paraître tous les avis à donner aux porteurs des obligations du présent emprunt, à Amsterdam dans la feuille officielle de la Vereeniging voor den Effectenhandel et dans un journal d'Amsterdam, de Rotterdam, de Zurich, de Bâle et de Genève, désigné par les banquiers chargés du service financier de l'emprunt.

LE CHEF DES SERVICES FINANCIERS,

PARIS, le 9 Novembre 1932.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION,

André Kéon

CHAMPS ELYSÉES PARIS A LYON ET A LA MÉDITERRANÉE

4 1/2 % COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER 4 1/2 %
DE
PARIS A LYON ET A LA MÉDITERRANÉE

4 1/2 % LEENING VAN 1932
GROOT F. 45.000.000 = ZW. FRs. 93.600.000

Verdeeld in 15.000 Obligatiën van F. 500 = Zw. Frs. 1.040, genummerd 1 tot 15.000
en 37.500 Obligatiën van F. 1.000 = Zw. Frs. 2.080, genummerd 15.001 tot 52.500

Obligatie aan Toonder
VAN NED. GULDENS 500 = ZW. FRs. 1.040

N°

De obligatiën der onderhavige leening dragen een rente van 4 1/2 % o/s 1 Mei en 1 November van ieder jaar. De obligatiën zijn derhalve voorzien van halfjaarlijkse coupons, waarvan de eerste 1 Mei 1933 vervalt.

De betaling van de verschenen halfjaarlijkse coupons zal naar keuze van den houder geschieden in Nederland met F. 22,50 of in Zwitserland met Zw. frs. 46,80 voor de obligatiën van F. 1.000, en respectievelijk met F. 11,25 of Zw. frs. 23,40 voor de obligatiën van F. 500.

De terugbetaling van de obligatiën zal naar keuze van den houder geschieden in Nederland met F. 1.000, of in Zwitserland met Zw. frs. 2.080, voor de obligatiën van F. 1.000, en respectievelijk met F. 500, of Zw. frs. 1.040, voor de obligatiën van F. 500.

Krachtens de Fransche Wet van 27 Maart 1920 is de onderhavige obligatie onderworpen aan de fiscale wetgeving voor de niet geabonneerde buitenlandsche waarden, geregeld in art. 34 tot 39 van de Wet van 29 Maart 1914 en het Besluit van 21 Juni 1914. Wanneer de betaling van de coupons en de aflossing van de obligatiën buiten Frankrijk plaats vinden, zal het betaalkantoor geenerlei aftrek voor tegenwoordige of toekomstige Fransche belastingen behoeven te doen.

Na afloop van de bij de Fransche Wet vastgestelde verjaringstermijnen, welke thans 5 jaar voor de coupons en 30 jaar voor de obligatiën zijn, zullen de houders alle rechten op de betaling van de vervallen coupons en aflosbare obligatiën verliezen.

De leening zal van 1 November 1933 af in ten hoogste 20 jaar aflosbaar zijn. De aflossing zal geschieden door middel van uitlotingen, welke op 15 Augustus van ieder jaar zullen plaats vinden, voor de eerste maal in 1939, overeenkomstig het op deze obligatie afgedrukte aflossingsplan.

De uitgelote obligatiën zullen à pari worden afgelost op den 1 November, volgend op den dag der trekking; van dien datum af zullen zij ophouden rente te dragen.

De Compagnie P.-L.-M. behoudt zich het recht voor het aantal obligatiën, dat in den loop van een bepaald jaar moet worden afgelost, te vermeerderen, of tot aflossing à pari van het geheele bedrag der nog uitstaande obligatiën over te gaan. De versterkte of vervroegde aflossingen kunnen voor de eerste maal op 1 November 1933 plaats vinden en daarna op elken couponvervaldag. De eventuele trekkingen zullen plaats vinden op 15 Februari voor de aflossing per 1 Mei en op 15 Augustus voor de aflossing per 1 November. De versterkte of vervroegde aflossingen kunnen, indien zij door uitloting geschieden, evenals de algeheele aflossing der leening, slechts plaats vinden na eene 3 maanden voorafgaande kennisgeving. Indien deze door inkoop op de markt geschieden, is eene voorafgaande kennisgeving niet vereischt.

De Compagnie P.-L.-M. behoudt zich het recht voor op de Nederlandsche en Zwitsersche markt het aantal obligatiën te koopen, dat met de normale of versterkte aflossing overeenkomt.

De ingekochte obligatiën zullen geannuleerd worden, voorzover zij voor de jaarlijkse aflossing gebruikt worden.

Wanneer inkoop niet voor het geheele bedrag heeft kunnen geschieden, zullen de resterende obligatiën door loting worden aangewezen.

Ingeval bij een uitloting een nummer wordt getrokken van een obligatie, welke reeds voordien door inkoop is afgelost, zal tot het trekken van een nieuw nummer worden overgegaan.

De trekkingen zullen plaats vinden te Amsterdam ten kantore van de Heeren Mendelssohn & Co. Amsterdam, in het bijzijn van een vertegenwoordiger van de Compagnie P.-L.-M., een vertegenwoordiger van de

Heeren Mendelssohn & Co. Amsterdam en een vertegenwoordiger van de Crédit Suisse.

De nummers der uitgelote obligatiën zullen op de hieronder vermelde wijze worden bekend gemaakt. De nummers van ingekochte obligatiën zullen slechts worden bekend gemaakt, indien de Besturen van de Beursen, aan welke de obligatiën genoteerd zullen zijn, zulks eischen.

Aflosbaar gestelde obligatiën houden op rente te dragen van den dag, welke voor aflossing is vastgesteld. De ter aflossing aangeboden obligatiën moeten voorzien zijn van de coupons, welke op den voor de aflossing vastgestelden datum nog niet vervallen zijn. Het bedrag van ontbrekende coupons zal van de hoofdsom worden afgetrokken.

De onderhavige leening is evenmin als vroeger uitgegeven leeningen door een speciaal onderpand verzekerd. De Compagnie P.-L.-M. verbindt zich aan later uit te geven leeningen geene speciale onderpanden te verstrekken, zonder de onderhavige leening daarin in gelijken rang te doen deelen.

De dienst der leening (betaling van de rente en aflossing van de hoofdsom) is verzekerd, in de hieronder genoemde volgorde, door:

a) De bedrijfswinsten van de Compagnie des Chemins de Fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée;

b) Het « Fonds commun des Grands Réseaux », waarin het overschot der ontvangsten van de met winst werkende Spoorwegnetten wordt gestort, ingevolge de Overeenkomst van 28 Juni 1921, artikel 13 en volgende, goedgekeurd bij de Wet van 29 October 1921;

c) De betalingen, welke de schatkist der Fransche Republiek volgens bovengenoemde overeenkomst op zich genomen heeft indien noodig te doen, om het nadeelig saldo van het genoemde « Fonds commun » te dekken;

d) Door de verbintenis, welke de Fransche Staat op zich genomen heeft om zelf te betalen alles, wat ten tijde van de beëindiging van de concessie der Compagnie P.-L.-M. nog aan rente en hoofdsom van alle nog in omloop zijnde leeningen te betalen zal zijn.

De financieele dienst der leening is opgedragen aan de Heeren MENDELSSOHN & Co. AMSTERDAM, de NEDERLANDSCHE HANDEL-MAATSCHAPPIJ, N. V., Amsterdam, de CRÉDIT SUISSE, Zürich en de SOCIÉTÉ DE BANQUE SUISSE, Bazel.

Hoofdsom en rente zijn betaalbaar in Nederland in Nederlandsche Gulden ten kantore van MENDELSSOHN & Co. AMSTERDAM, de NEDERLANDSCHE HANDEL-MAATSCHAPPIJ, N. V., de AMSTERDAMSCHЕ BANK, N. V., de N. V. de BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS, de TWENTSCHE BANK N. V., de N. V. EFFECTEN MAATSCHAPPIJ « AMSTERDAM », LIPPMANN, ROSENTHAL & Co., PIERSON & Co., de ROTTERDAMSCHЕ BANKVEREENIGING N. V. en R. MEES & ZOONEN, of, naar keuze van den houder, in Zwitserland in Zwitsersche Francs ten kantore van de CRÉDIT SUISSE, de SOCIÉTÉ DE BANQUE SUISSE, de BANQUE FÉDÉRALE S. A., de UNION DE BANQUES SUISSES, de BANQUE COMMERCIALE DE BALE, de Soc. AN. LEU & C^{ie}, de BANQUE CANTONALE DE BERNE, de BANQUE POPULAIRE SUISSE, de BANQUE D'ESCOMPTE SUISSE, de BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS, Succursale de Genève, en A. SARASIN & C^{ie}.

De Compagnie P.-L.-M. zal alle voor obligatiehouders van de onderhavige leening bestemde mededeelingen doen verschijnen in de Officiële Prijscourant van de Vereeniging voor den Effectenhandel te Amsterdam en in één dagblad te Amsterdam, Rotterdam, Zürich, Bazel en Genève, aan te wijzen door de banken, welke met den financieelen dienst der leening zijn belast.

TABLEAU D'AMORTISSEMENT - AFLOSSINGSPLAN

DATES D'ÉCHÉANCE VERVALDAGEN	CAPITAL RESTANT À AMORTIR NOC AF TE LOSSEN HOOFDSOM	AMORTISSEMENT ANNUEL JAARLIJKSCHE AFLOSSING	DATES D'ÉCHÉANCE VERVALDAGEN	CAPITAL RESTANT À AMORTIR NOC AF TE LOSSEN HOOFDSOM	AMORTISSEMENT ANNUEL JAARLIJKSCHE AFLOSSING
	Fl. P.-B.	Fl. P.-B.		Fl. P.-B.	Fl. P.-B.
1 ^{re} Novembre-November 1939	45.000.000	1.434.500	1 ^{re} Novembre-November 1949	27.373.500	17.626.500
— — — 1940	43.565.500	1.499.000	— — — 1950	25.146.000	2.227.500
— — — 1941	42.066.500	1.566.500	— — — 1951	22.818.000	2.328.000
— — — 1942	40.500.000	1.637.000	— — — 1952	20.385.500	2.432.500
— — — 1943	38.863.000	1.710.500	— — — 1953	17.843.500	2.542.000
— — — 1944	37.152.500	1.787.500	— — — 1954	15.187.000	2.656.500
— — — 1945	35.365.000	1.838.000	— — — 1955	12.411.000	2.776.000
— — — 1946	33.497.000	1.952.000	— — — 1956	9.510.000	2.901.000
— — — 1947	31.545.000	2.040.000	— — — 1957	6.478.500	3.031.500
— — — 1948	29.505.000	2.131.500	— — — 1958	3.310.500	3.168.000
A reporter-Te transporteren.		17.626.500			3.310.500
					45.000.000

[illegible]

[illegible]

MENDELSSOHN & Co. AMSTERDAM.

AMSTERDAM, le 3 novembre 1932.

M.....,

Nous avons l'honneur de vous informer que nous émettrons, le 9 novembre prochain, conjointement avec la Nederlandsche Handel-Maatschappij, N.V., l'Amsterdamsche Bank, N.V., la Banque de Paris et des Pays-Bas, la Twentsche Bank N.V., la N.V. Effecten Maatschappij „Amsterdam”, Messieurs Lippmann, Rosenthal & Co., Messieurs Pierson & Co., la Rotterdamsche Bankvereniging N.V., Amsterdam, et Messieurs R. Mees & Zoonen, Rotterdam,

Fls. P.B. 15.000.000.- = Frs. s. 31.200.000.-

Obligations 4½ 0/0 de la

**COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE PARIS à LYON
et à la MÉDITERRANÉE**

jouissant de la garantie de l'Etat Français, comme il a été indiqué ci-dessous.

Ces Fls. 15.000.000.— et un montant de Fls. 7.500.000.— déjà placé à l'étranger constituent la tranche hollandaise d'un emprunt de Fls. 45.000.000.— = Frs. s. 93.600.000.—, dont le solde de Fls. 22.500.000.— a été pris ferme par le Crédit Suisse à Zurich, et la Société de Banque Suisse, à Bâle, pour l'émission en Suisse.

Nous extrayons du prospectus hollandais inclus les détails suivants :

Titres: Obligations au porteur de Fls. 1000.— = Frs. s. 2.080.— et de Fls. 500.— = Frs. s. 1.040.—.

Coupons: au 1^{er} mai et au 1^{er} novembre.

Capital et Intérêts: Le paiement des intérêts et le remboursement des obligations en Hollande et en Suisse seront effectués sans aucune retenue d'impôts français présents ou futurs:

en Hollande en florins aux guichets des banques d'émission;

en Suisse en francs suisses aux guichets des banques d'émission suisses au cours fixe de 1 florin = 2.08 francs suisses.

Le droit du timbre suisse sur les coupons au taux actuel de 2 % a été acquitté par un paiement global.

Amortissement: L'emprunt sera amortissable en 20 ans au plus à partir du 1^{er} novembre 1938 par voie de tirages au sort au pair ou par des rachats sur les marchés hollandais et suisses. Le premier remboursement aura lieu le 1^{er} novembre 1939.

La Compagnie P. L. M. a le droit d'augmenter le nombre des obligations remboursables au cours d'une année déterminée ou de rembourser au pair la totalité des obligations encore en circulation, les remboursements renforcés ou anticipés pouvant avoir lieu au plus tôt le 1^{er} novembre 1938 et ultérieurement à une date coïncidant avec l'échéance d'un coupon.

Garanties: Le présent emprunt, non plus que les emprunts antérieurement émis, n'est garanti par aucun gage spécial. La Compagnie P. L. M. s'engage à ne pas accorder à des emprunts à émettre ultérieurement des gages spéciaux sans y faire participer au même rang le présent emprunt.

Le service financier de l'emprunt (paiement des intérêts et remboursement du capital) est garanti par:

- a. les produits d'exploitation du réseau de la Compagnie P. L. M.;
- b. le „Fonds commun des Grands Réseaux”, où sont versés les excédents de recettes des réseaux réalisant des bénéfices, en vertu de la convention du 28 juin 1921, articles 13 et suivants, approuvée par la loi du 29 octobre 1921;
- c. les paiements que le Trésor Public Français a pris l'engagement d'effectuer, en cas de besoin, conformément à la convention susvisée, pour combler le déficit dudit fonds commun;
- d. l'engagement pris par l'Etat Français de payer lui-même tout ce qui restera encore à payer en intérêts et capital de tous les emprunts encore en circulation au moment de l'expiration de la concession de la Compagnie P. L. M.

Object de l'emprunt: Le produit du présent emprunt servira à rembourser anticipativement le solde de l'emprunt 6 % de £ 5.000.000.—, émis en Angleterre en 1922.

Cours d'émission: 97½ %, plus intérêts courus à partir du 1^{er} novembre 1932 jusqu'au jour de paiement et plus 1 ‰ timbre de bourse.

Date de souscription: le mercredi, 9 novembre 1932.

Date de paiement: le mardi, 22 novembre 1932.

Livraison des titres: Des certificats provisoires au porteur, munis du timbre néerlandais seront délivrés par les banques émettrices. Ces certificats seront échangés ultérieurement, sans frais pour les porteurs, contre les titres définitifs.

Veuillez agréer, M....., nos salutations distinguées.

MENDELSSOHN & Co. AMSTERDAM.

5 PIÈCES

JOINTES A L'APPUI

de la lettre FO 678 A

à Monsieur le Chef

du Service des

Contentieux.

18 AOUT 1939

A.G. Lm.
4.414

Monsieur le Directeur des Services Financiers,

En réponse à votre lettre F/O-678 A du 18 Août, relative à l'emprunt P.L.M. 4 1/2 1932, j'ai l'honneur de vous donner ci-après mon avis sur les deux questions que vous avez bien voulu me poser.

1^{re} - Le contrat intervenu entre la C^{ie} P.L.M. et les porteurs de titres de l'emprunt porte que le service financier de celui-ci est confié à MM. MENDELSSOHN et C^{ie} à Amsterdam ainsi qu'à une autre banque Hollandaise et à deux banques Suisses. Le capital et les intérêts sont payables aux guichets de ces banques, et également aux guichets de plusieurs autres banques Hollandaise et Suisses (Voir § d des obligations).

Le P.L.M. a constitué provision en temps utile pour le paiement des coupons et des remboursements entre les mains de M.M. MENDELSSOHN, conformément à l'article 4 du contrat d'emprunt.

Au regard des porteurs de titres, le débiteur des coupons et des amortissements demeure le chemin de fer, car

le banquier n'est que le mandataire de ce dernier, et sa mission se limite à assurer le service des emprunts pour le compte du chemin de fer. Le défaut par le mandataire d'accomplir sa mission ne libère pas le mandant de l'obligation qu'il a contractée personnellement vis à vis des tiers, en l'espèce les porteurs de titres.

Nous ne saurions soutenir ici que les obligataires ont accepté comme leur propre mandataire la banque MANDELSSOHN, et que le chemin de fer est libéré par le versement effectué entre les mains de cette banque.

C'est ainsi que le paiement fait entre les mains d'un notaire ne libère le débiteur que si le notaire a reçu mandat de recevoir les fonds de la part du créancier (Civ.Cass. 19 Février 1913. S. 1913. I. 200).

L'idée de mandat donné à la Banque MANDELSSOHN par les souscripteurs est d'autant plus à écarter que les titres n'indiquent pas cette seule banque comme chargée du service de l'emprunt; les porteurs ont le droit de s'adresser à l'une quelconque des banques indiquées sur leur titre.

On ne peut opposer à ces porteurs l'article 4 - 3^e du contrat d'emprunt qui a prévu une centralisation des provisions à la Banque MANDELSSOHN et au Crédit Suisse, et la possibilité de tout centraliser entre les mains de la première banque. Il s'agit en effet ici de dispositions qui sont res inter alios acta à l'égard des porteurs.

Il est donc nécessaire de régler les porteurs malgré l'indisponibilité momentanée de la provision.

2^e- Nous considérons pour les motifs exposés dans notre note du 16 Mars 1938 (AG.3370^{Ln}) que la S.N.C.F. est bien la débitrice de l'emprunt, en raison de l'article 1^o-6 de la Convention du 31 Août 1937 qui a prévu un transfert général des contrats des Réseaux à la S.N.C.F.

Sans doute, on a essayé d'objecter que l'article 1277 du Code Civil exige le consentement du créancier pour la validité de la cession d'une dette, mais cet argument ne porte pas, dans la circonstance, car cette cession résulte d'un texte légal : Le décret-loi du 31 Août 1937 qui a approuvé la Convention du même jour.

En résulte-t-il que sa qualité de débitrice de l'emprunt, fait à la S.N.C.F. une obligation de supporter la charge des sommes supplémentaires qui seraient nécessaires pour faire face aux règlements demandés par les porteurs de titres?

Le P.L.M. a reçu les provisions nécessaires en tant que mandataire de la S.N.C.F. Il serait responsable vis-à-vis de cette dernière si cette provision avait disparu par suite d'une faute de sa part.

Tel n'est pas le cas dans l'espèce alors surtout que, en remettant les fonds à la Banque MANDELSSOHN, le P.L.M. n'a fait que se conformer strictement aux stipula--

tions du contrat d'emprunt, contrat opposable à la S.N.C.F.
à laquelle il a été transféré ainsi que nous l'avons dit.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

René Arnaud

SERVICE COMMUN DU CONTENTIEUX

1^{re} Division

AFFAIRES GÉNÉRALES

N° 6026 F

Réseau S.N.C.F. 54 de Approuv.
et Marchés
(Service Personnel)

M. PENET

Communication Rejoignant - 7-4-42
- Lettre réponse du 8-6-42

OBJET DE LA CONSULTATION

NATIONALITÉ DIVORCE.

Candidature d'auxiliaire - italienne ayant épousé
un français, antérieurement à 1927 - divorcée.
A-t-elle, de ce fait, perdu la nationalité française? (Nég.)

Références :

Observations :

La candidate dont vous envisagez l'admission, née d'un père italien, mariée à un Français antérieurement à 1927 et devenue Française de plein droit par son mariage, en vertu des dispositions de l'article 12 du Code civil actuellement abrogé, n'a pas perdu cette qualité du seul fait de son divorce. Aucun texte ne lui enlève la nationalité française en cas de dissolution du mariage (V. Rép. prat. Dalloz V° Nationalité, n°379).

Au surplus, sa situation n'est pas visée par la loi du 22 juillet 1940 relative à la revision des naturalisations, qui ne concerne que les acquisitions de nationalité française intervenues depuis la promulgation de la loi du 10 Août 1927.

8 Avril 1942.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

• Signé : Aurenga

S.N.C.F.

LETTRE-REPONSE

Service
des Approvisionnements,
Commandes et Marchés

PARIS, le 8 AVR 1942
100, Av. de Suffren, XV^e

TRES URGENT.

PERSONNEL

Objet:
Nationalité
d'une candidate
auxiliaire.

Monsieur le Chef du Service
du Contentieux

Asp

Nous envisageons d'admettre immédia-
tement, en qualité d'auxiliaire dactylo-
graphe, une candidate dont la situation
au point de vue nationalité se présente
comme suit :

- Née d'un père italien.
- Mariée avec un français antérieurement
à 1927.
- Divorcée antérieurement à 1927 égale-
ment.
- Entre la date de son mariage et celle
de son divorce, son père a acquis la
nationalité française.

Je vous serais reconnaissant de vouloir bien
me faire connaître, par retour du courrier, si
cette candidate est bien actuellement de natio-
nalité française.

Le Directeur
du Service des Approvisionnements,
Commandes et Marchés,

M. J. J. J.

REPONSE :

en 1930 = avis de mariage le 8/4/42, 10^e

T. S.V.P.

La candidate, dont vous
 envisagez l'admission, née d'un père
 italien, mariée à un français, dont
 elle est divorcée antérieurement à
 1927, n'a pas perdu la qualité de
 française qui lui ^{est} accordée, du
 fait de son mariage, en vertu des
 dispositions de l'article 12 du Code
 civil. ^{actuelle} Aucun ^{avant} texte ne lui ^{enlève} cette
 qualité, en cas de dissolution du
 mariage (v. Rép. prat. Dalloz - 1^o
 Nationalité - n^o 379).

Au surplus, la situation
 n'est pas visée par la loi du 22 Juillet
 1940 relative à la révision des
 naturalisations, qui ne concerne que les
 acquisitions de nationalité française
 intervenues depuis la promulgation
 de la loi du 10 Août 1927.

Le Chef Du Bureau :

6026 F

v. Jeanne
Tudique

n: 13. 1912

"La Nationalité" & la
"Touche marocaine"

R. P. Dalloz

La Nationalité

n: 379

La femme devenue
française par son mariage
avec un Français, la perd
par la qualité de Française
par le fait de la dissolution
du mariage.

- (ref. 1)

Penet - app: personnel

aux. lian

d. Naissances italiennes

mar. : 19 ans avec un

français

perdre la nat. p. com

divorci

Per nationalité française

les français - accord de
mar. Rome

- Riposte par
téléph.

M. Lemaire

7-4-42

280
6

y 00

- d. 12 Nov. 1958

9 Mars 1940

19 Oct. 1939

10 Août 1927

10 Dec. 1958

3106

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE DU CONTENTIEUX

AFFAIRES GÉNÉRALES

N° 6027 V

Service Central :

Région :

OBJET DE LA CONSULTATION

Beaufils - Ex-apté de chemin de fer d'une
Cie espagnole, père d'un apté de la S.N.C.F., per-
mises de passage - Paiement de pension -

Références :

Observations :

D^{er} N°

; Aff. : Beaufils

S.N.C.F.

SERVICE COMMERCIAL

1ère Division 1/2

Réf. Dr 506-23-9

Transmis, à titre de renseignement,

à Monsieur le Chef du Contentieux, comme

suite à notre transmission du 3 courant.

Paiement des arriérages de pension dus à
M. Beau-Lis, agent retraité de la Compagnie
du Central Arago.



Pièce

Paris, le 2461 100 51 1942

Le Chef de la Division des Affaires Générales
et de la Publicité,

[Handwritten signature]

[Handwritten signature]

le 30 septembre 1942

Monsieur BOURGEOIS
Chef de la Division Centrale
des Affaires Générales et de
la Publicité

R.E. 4.695

S.N.C.F.

T.M.28

Suite à ma lettre R.E. 4.640, 22 septembre.

Je reviens de nouveau sur la question du paiement des arrérages de pension, dus à Mr. BEAUFELS, par la Cie. du Central de ARAGON.

La HEWLE m'exprime une fois de plus ses regrets de ne pouvoir donner une solution pratique à cette affaire et me confirme que l'unique formule serait que l'intérêt puisse couvrir un compte en Banque, en Espagne, où les fonds lui seraient versés.

Il est impossible à la HEWLE de nous proposer une autre solution.

signé: André RICAU

8 octobre 42

SJ
Beaufils
6027 V

Monsieur le Chef des Services
Administratifs de la Région
du Sud-Ouest

lp.

Comme suite à notre correspondance relative à l'affaire BEAUFILS, j'ai l'honneur de vous transmettre, sous ce pli, copie d'une lettre, adressée le 22 septembre, par M. RICAU à M. le Chef de la Division Centrale des affaires générales et de la publicité.

P. LE CHEF DU CONTENTIEUX

signé : Chiriac

37.
6.027V.

Beaupré

épice

Mon Pirel

RICAU

1
Messieurs le chef des Services
Administratifs de la Région
Sud. ouest.

vy

Comme suite à notre corres-
pondance relative à l'affaire
Beaupré, j'ai l'honneur de
vous transmettre, sous ce pli, copie
d'une lettre, ^{le 22 septembre} adressée par M. A.
Bout à M. le chef de la Division
Contrôle des affaires financières
et de la Publicité.

septembre
1942

45 rue St-Lazare

SJ
Beaufils
6027 V*1 p.*Monsieur le Chef des Services
Administratifs de la Région SUD-OUEST

Comme suite à ma note du 27 août,
j'ai l'honneur de vous transmettre, sous
ce pli, copie d'une lettre adressée par
M. RICAU à M. le Chef de la Division Cen-
trale des Affaires Générales et de la Pu-
blicité, au sujet de l'affaire BEAUFILS.

LE CHEF DU CONTENTIEUX

le 22 septembre 1942

R.E. 4.640
TM 28

Monsieur BOURGEOIS
Chef de la Division Centrale
des Affaires Générales et de
la Publicité
S.N.C.F.

Suite à ma lettre R.E. 4.417 T.P. 28
du 7 août dernier, concernant le paiement
des arrérages de pension à M. BEAUFILS, agent
retraité de la Compagnie du Central de
Aragon.

La RENFE, auprès de laquelle je suis
intervenu de nouveau, pour lui demander de
rechercher une solution pratique à cette
affaire, me confirme que les dispositions
légalles toujours en vigueur lui interdisent de
verser le montant de la pension de retraite
à d'autres personnes que les titulaires eux-
mêmes, aucun représentant des intéressés ne
pouvant encaisser les sommes dues, même si
cette personne était unie au pensionné
par des liens familiaux.

Dans ces conditions, la RENFE nous
exprime ses regrets de ne pouvoir nous donner
satisfaction.

signé: André RICAU

S.N.C.F.

SERVICE COMMERCIAL

1ère Division 1/2

Réf. Dr. 5.05.23.9

Transmis à titre de renseignement,

à Monsieur le Chef du Contentieux

Comme suite à notre transmis N° 7184 du
28 août dernier

(copie d'une note de M. Ricau concernant
le paiement des arriérés de pension à
M. Beaufile, agent retraité de la C.^{ie} du Central de Tragny)

1 Pièce

Paris, le 3 OCT 1942 1942

Le Chef de la Division des Affaires Générales
et de la Publicité,

*Non versé
à M. Beaufile*

Kellmeyer

M. Vincy

5 OCT 42

S-7.

6.0231.
Beaufils.
1 pièce

Monsieur le chef des services
administratifs de la Région Sud-
Ouest.

Vu
g

Comme suite à ^{une} ~~votre~~ note
du 27 aout, j'ai l'honneur
de vous transmettre, sous ce pli,
copie d'une lettre ^{par M. Ricard} adressée à
M. le chef de la Division
Centrale des Affaires Financières
et de la Publicité, avec sujet
de l'affaire Beaufils.

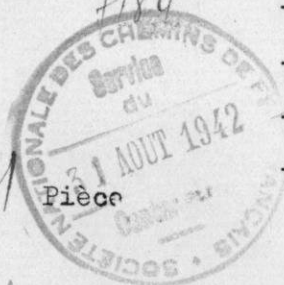
S.N.C.F.

SERVICE COMMERCIAL

1ère Division 1/2

Réf. Dr 506:23.09

7184



m. Viney
31-8-42/57

Transmis à titre de renseignement 4

à Monsieur le Chef du Contentieux

la copie ci-jointe comme suite à sa note
S. Y. D. n° 6027 V du 30 Mai 1942.

(paiement des arriérés de pension dus par
le Central de Dragon à M. Beaufils)

Paris, le 28 AOU 1942 1941

Le Chef de la Division des Affaires Générales
et de la Publicité,

Klunov

L.

27 Août 19 42

9m 9mm

S.J.

6.027^V

Monsieur le Chef
des Services Administratifs
Région Sud-Ouest

- 1 pièce -

Comme suite à votre lettre du 22 Août concernant M. BEAUFILS, agent retraité de la Compagnie des Chemins de fer espagnols "Centrale d'Aragon", j'ai l'honneur de vous informer que j'ai transmis le 30 Mai dernier au Service Commercial, le dossier de cette affaire.

Vous voudrez bien trouver ci-inclus copie de la lettre que j'ai adressée, à ce sujet, à M. le Directeur du Service Commercial. Je n'ai pas eu de réponse jusqu'à présent.

adp
LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Signé : de CAQUERAY

Paris, le 22 AOU 1942

REGION DU SUD-OUEST

Services Administratifs
Personnel*M. Mann**g*

Le Chef des Services Administratifs

à Monsieur le Chef du Service du Contentieux,

Comme suite à votre lettre S.J. n° 6027 V du 11 avril 1942, adressée à M. le Directeur du Service Central du Personnel, et concernant M. BEAUFILS, agent retraité de la Compagnie des Chemins de fer espagnols "Centrale d'Aragon", je vous ai, le 18 mai dernier, donné des précisions sur cette Compagnie de chemin de fer.

Pour nous permettre de renseigner M. BEAUFILS en ce qui concerne le paiement éventuel des arrérages de sa pension de retraite, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien me faire connaître le résultat de votre intervention dans cette affaire.

Hil

30 Mai

2

SJ

6027 V

Monsieur le Directeur du Service Commercial,

1 dossier

J'ai l'honneur de vous faire parvenir le dossier que m'a communiqué M. le Chef d'Arrondissement du Matériel et de la Traction de Tours, en me priant d'examiner dans quelles conditions la S.N.C.F. pourrait intervenir auprès de la Compagnie de Chemins de fer Espagnols "Central de Aragon" en faveur de M. Beaufls, agent retraité de cette Compagnie et père d'un agent de la S.N.C.F. actuellement prisonnier.

M. Beaufls se plaint de ne pouvoir obtenir le paiement des arrérages de sa pension de retraite et d'être de ce fait actuellement privé de ressources.

Au point de vue contentieux, je ne vois pas la possibilité de donner une suite utile à cette affaire.

La solution pratique serait que la S.N.C.F. acceptât de verser elle-même directement la pension de M. Beaufls; mais encore faudrait-il que la Compagnie Espagnole y consentît et que l'imputation des arrérages pût être faite à un compte ouvert entre la S.N.C.F. et ladite Compagnie.

Notre représentant en Espagne, M. Ricau, étant, me dit-on, actuellement à Paris, peut-être pourriez-vous l'entretenir de cette question.

Au cas où l'imputation au compte de la Compagnie Espagnole paraîtrait impossible à M. Ricau, il resterait à envisager si celui-ci ne pourrait pas recevoir à Madrid les arrérages dus à M. Beaufls sur

...

le vu d'une procuration donnée par l'intéressé. Dans ces conditions, M. Beaufile pourrait être payé en France par la S.N.C.F. qui se créditerait en Espagne du versement porté par M. Ricau dans ses écritures.

Je vous serais reconnaissant de vouloir bien me tenir au courant.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Signé: J. Bureau

1 dossier

13/3
REGION DU SUD-OUEST

PARIS, le

18 MAI 1942

SERVICES ADMINISTRATIFS

BUREAU DU PERSONNEL

LE CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIFS

à Monsieur le CHEF DU SERVICE DU CONTENTIEUX



Comme suite à votre lettre SJ.n°6027 V. du 11 avril, adressée à M.le Directeur du Service Central du Personnel et concernant M.BEAUFILS, agent retraité de la Compagnie des Chemins de fer espagnols "Centrale d'Aragon", j'ai l'honneur de vous faire connaître, pour la suite que vous jugerez utile que, d'après les précisions fournies par l'intéressé lui-même, la Compagnie Centrale d'Aragon existerait toujours mais serait gérée, depuis 1935, par la Compagnie des Chemins de fer du Nord de l'Espagne (Caminos de Hierro del Norte de España)."

M. Virey
18/5/42
Ric

11 Avril

42

S.J.

6027 V.

Monsieur l'Ingénieur
Chef d'Arrondissement du Matériel
et Traction à Tours

Comme suite à votre note du
1^{er} avril relative à la demande de
M. BEAUFILS, j'ai l'honneur de vous
informer que j'ai transmis cette af-
faire à M. le Directeur du Personnel,
en lui demandant de bien vouloir
faire examiner s'il y a possibilité
pour la S.N.C.F. d'intervenir auprès
de la Compagnie Centrale d'Aragon.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

J. Aureau

S.J.

6027 V

Monsieur le Directeur du Service Central
du Personnel

- 4 pièces -

M. l'Ingénieur Chef d'Arrondissement du Matériel et Traction de Tours, m'adresse le dossier ci-joint en me priant d'examiner dans quelles conditions la S.N.C.F. pourrait utilement intervenir auprès de la Compagnie de Chemin de fer espagnole "Centrale d'Aragon" en faveur de M. BEAUFILS, agent retraité de cette Compagnie et père d'un agent de la S.N.C.F. actuellement en captivité. M. BEAUFILS se plaint de n'avoir jamais obtenu le paiement des arrérages de sa pension de retraite et d'être, de ce fait, privé de ressources.

J'ai l'honneur de vous transmettre cette affaire qui ne me paraît susceptible d'aucune suite contentieuse.

Pratiquement la S.N.C.F. pourrait peut-être accepter de servir elle-même la pension de M. BEAUFILS si la Compagnie espagnole y consent, sauf à en imputer les arrérages au compte qu'elle peut avoir avec la Compagnie "Centrale d'Aragon".

Quoi qu'il en soit, je n'ai pas qualité pour me saisir de la question et la soumettre à M. le Directeur Général.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

J. Aureau

Monsieur Vinez

Voici la décision de Monsieur Auzan.

Il s'agit d'une affaire qui n'est pas
contentieuse. L'intervention de la S&CF
ne peut avoir lieu qu'à titre bénévole.
Nous transmettons donc tout le dossier à
M. Barth, en le priant de faire examiner
par les services financiers la possibilité
de faire le versement des arriérés de
pension de M. B., en en imputant
le montant ~~à son~~ au compte S&CF-
C à Cate d'Aragon, si ce compte existe
d'en entendu. S'il n'existe pas, il ne
semble pas que la S&CF puisse intervenir
utilement.

Copies de cette transmission Jugeur
(AMT de Tours.

8.4.42

Mr. Viney

Valley of Capriary - Faire une démarche au
Personnel du Sud-Ouest.

me parler

JP

1000
264

736 Célèbre

M^{re} fauve

M Vmuy

u

Y. Riss

He / was not
Gen. Y. Riss
and his
of his
when

270
SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE DU CONTENTIEUX

AFFAIRES GÉNÉRALES

N° 6028 L_n

Service Central: Cabinet du Président

Région: _____

OBJET DE LA CONSULTATION

Rôle de la Commission de vérification des comptes
depuis la Convention du 31 Août 1917.

Cas où la responsabilité des Administrateurs
peut être appelée à jouer.

Références :

V. 6228

6507

8465 L_n

Observations :

V. 19722 CAS

9149 L_n

9468

9484

10028

10299

D^{re} N° 6028 ; Aff. : Com. de vérif. des comptes rep. 9 adin

N O T E

pour Monsieur le Président

Rôle de la Commission de Vérification des Comptes
Responsabilité des Administrateurs

- I -

Les règlements d'administration publique de 1863-1868 ont établi auprès de chaque Compagnie de Chemins de fer une Commission spéciale instituée pour la vérification des comptes des dites Compagnies, et défini les pouvoirs et attributions de ces Commissions.

Le décret du 28 mars 1883 a remplacé les Commissions ainsi instituées par une Commission unique, investie de la même mission dans les termes des textes en vigueur.

Les comptes de garantie, de remboursement ou de partage de bénéfices entre l'Etat et les Compagnies rendaient nécessaire l'existence d'un contrôle sur la régularité des opérations portées en recettes ou en dépenses, et c'est dans ces conditions que, tant pour le compte d'établissement que pour le compte d'exploitation, la Commission spéciale avait à renseigner l'Etat, au moyen d'avis présentés au Ministre des Travaux Publics qui, après communication au Ministre des Finances, statuait par voie d'arrêté, sauf recours au Conseil d'Etat.

La vérification pouvait aboutir au rétablissement de recettes indûment omises ou au rejet de dépenses non justifiées par l'intérêt de l'entreprise, la Société devant répondre sur son propre actif des redressements opérés.

Les actionnaires supportaient ainsi les conséquences de ces redressements.

Le dernier texte relatif au contrôle financier des Chemins de fer, intervenu avant la création de la Société Nationale, à la date du 13 février 1932, ne fait

que reprendre les dispositions antérieures, en précisant, dans son article 27, titre IV, relatif à la Commission de Vérification des Comptes, que celle-ci vérifie la régularité.. des imputations des dépenses et des recettes des Réseaux, émet un avis quant au règlement des comptes, en proposant, le cas échéant, le rejet des dépenses irrégulières, frustratoires ou ne présentant pas un caractère suffisant d'utilité et le rétablissement des recettes qui auraient été retranchées indûment des comptes.

La Convention du 31 août 1937, qui crée la Société Nationale des Chemins de fer, détermine, dans son article 35, les comptes que doit tenir celle-ci et prévoit à l'article 41 l'intervention de la Commission de Vérification des Comptes avant l'arrêté définitif.

Le décret du 25 juin 1938, qui a suivi la création de la Société Nationale et qui s'est substitué au décret de 1932 sur le contrôle, contient une rédaction quelque peu différente sur les attributions de la Commission de Vérification des Comptes et, sans parler expressément de rejet des dépenses ou de rétablissement des recettes, emploie le mot de redressement. Ce terme a indiscutablement une portée très générale et englobe toutes adjonctions comme tous rejets.

Le dernier décret du 11 décembre 1940, présentement en vigueur, a repris intégralement la même formule dans son article 16.

En définitive, la réglementation actuelle n'est pas différente de ce qu'elle était en 1863.

- II -

La substitution de la S.N.C.F. aux Compagnies de Chemins de fer ne paraît pas avoir restreint le rôle de la Commission de Vérification des Comptes dont l'intervention, comme on l'a vu, est expressément prévue par l'article 41 de la Convention.

La S.N.C.F. est une société commerciale dont la personnalité est nettement distincte de l'Etat, encore que celui-ci en soit l'actionnaire majoritaire. Sans doute,

cette qualité même de l'Etat doit normalement rendre improbables les engagements importants de dépenses susceptibles d'être critiqués par la Commission de Vérification des Comptes; mais il n'en reste pas moins que la Commission conserve une indépendance et un pouvoir d'appréciation propres, ainsi d'ailleurs que le Ministre et, qu'au surplus, il peut s'agir de dépenses qui n'ont pas eu à faire l'objet d'une délibération particulière du Conseil.

Comme par le passé, l'Etat, représenté par le Ministre, doit, en tous cas, tenir la main à ce que le mécanisme financier prévu aux textes en vigueur fonctionne régulièrement et que le jeu n'en soit pas plus ou moins faussé notamment par des inscriptions de dépenses irrégulières, frustratoires ou ne présentant pas un caractère suffisant d'utilité.

A la suite de l'avis de la Commission, le Ministre pourrait ainsi être appelé à prononcer un redressement de comptes, soit par modification d'imputation entre comptes, soit même par rejet partiel ou total de la dépense.

Antérieurement, lorsqu'un rejet intervenait, la dépense restait à la charge de la Compagnie qui devait y faire face avec ses propres ressources sociales.

Mais, actuellement, on doit se demander quel serait l'effet pratique d'une décision de rejet dès lors que la S.N.C.F. ne peut, comme les Compagnies, prélever le montant des dépenses rejetées sur les sommes revenant à ses actionnaires.

En effet, aux termes de la Convention, les actions ont droit à une rémunération déterminée représentée par un intérêt statutaire de 6% qui ne peut subir aucun abattement et leur amortissement est réglé par des dispositions impératives.

Par ailleurs, les excédents du compte annuel de liquidation reçoivent une affectation formelle à laquelle il ne peut être dérogé.

Enfin, les primes qui sont allouées au Conseil d'Administration en fonction des résultats de sa gestion sont

également réglementées et ne peuvent répondre à aucun titre des redressements de comptes prescrits à la S.N.C.F. par le Ministre.

Dans ces conditions, si un rejet de dépenses venait à être prononcé, la décision ministérielle n'aurait qu'une portée de principe, mais ne saurait se traduire par un reversement effectif du montant de la dépense en cause, celle-ci ne pouvant être annulée dans les écritures.

En réalité, l'hypothèse d'un rejet de dépenses peut se concevoir théoriquement par application des textes, mais en fait, il n'apparaît pas qu'une telle mesure, qui serait inopérante, puisse être prise par le Ministre.

- III -

La responsabilité des Membres du Conseil d'Administration pourrait-elle être recherchée par la S.N.C.F. dans les termes du droit commun, au sujet de l'engagement de dépenses qui auraient motivé les observations de la Commission de Vérification des Comptes et les critiques du Ministre ?

La négative n'est pas douteuse.

En effet, les Administrateurs désignés tant par l'Etat que par les Compagnies sont les représentants des collectivités qui les ont nommés et seule la responsabilité civile de celles-ci pourrait être éventuellement retenue du fait de leurs représentants.

L'article 7 des Statuts l'a précisé en ce qui concerne les Administrateurs représentant l'Etat, Administrateurs qui n'encourent personnellement qu'une responsabilité pénale ; le principe vaut pour les Administrateurs des Compagnies ; ce n'est qu'à partir du 1^{er} janvier 1956 qu'aux termes du même article, les Membres du Conseil d'Administration désignés par les porteurs d'actions A et J encourent personnellement la responsabilité de leurs actes d'administration.

Le Président du Conseil d'Administration est

compris dans le nombre des représentants de l'Etat et la responsabilité qu'il pourrait encourir, en raison des pouvoirs qui lui sont spécialement conférés, incomberait également à l'Etat qui l'a nommé à ces fonctions.

Nous ne parlerons pas ici des actions en responsabilité intentées par des créanciers contre des Administrateurs, car cette hypothèse est évidemment à écarter pour la S.N.C.F. dont la situation comporte des garanties rendant inutile un recours personnel contre les Administrateurs. Mais, même si un tel recours était engagé, il devrait être dirigé, pour les raisons exposées précédemment, contre l'Etat ou les Compagnies.

Il reste, en dehors de la sanction pénale qui n'est pas à envisager, la possibilité pour le Secrétaire d'Etat aux Communications, d'accord avec le Ministre des Finances, de relever de leurs fonctions les représentants de l'Etat qui auraient, par une faute, compromis d'une façon grave les intérêts de l'Etat. Bien que les textes ne le disent pas, il est à présumer que les Compagnies pourraient, pour des motifs analogues les concernant, valablement révoquer les mandats des Administrateurs qu'elles ont désignés.

21 Avril 1942

A - Attributions de la Commission de Vérification des Comptes.-

a) Aux termes de l'article 41 de la Convention du 31 août 1937, aussitôt après la tenue de l'Assemblée Générale annuelle, la Société Nationale transmet ses comptes afférents à l'exercice précédent aux Ministres des Travaux Publics et des Finances. L'arrêté définitif de ces comptes intervient après avis de la Commission de Vérification des Comptes des Chemins de fer.

Cette disposition, combinée avec celle de l'article 40 qui maintient expressément aux deux Ministres précités les droits et pouvoirs qu'ils tenaient précédemment vis-à-vis des Grands Réseaux des textes législatifs ou réglementaires en vigueur, implique le maintien pur et simple à l'égard de la S.N.C.F. de la procédure d'approbation des comptes applicable avant la Convention de 1937 et notamment le maintien des attributions de la Commission de Vérification des Comptes.

Il y a lieu de noter que cette Commission n'a jamais été qu'un organisme ~~pur~~ consultatif, chargé d'examiner les comptes des Grands Réseaux et de proposer, le cas échéant, aux Ministres des Travaux Publics et des Finances, les redressements à leur faire subir, la décision étant prise, en définitive, par ces derniers qui entérinaient, d'ailleurs, en fait, le plus souvent, les propositions de la Commission.

b) Postérieurement à la Convention du 31 août 1937, les attributions de la Commission de Vérification des Comptes ont été précisées par l'article 16 du décret du 11 décembre 1940, portant

.....

organisation du contrôle de l'Etat sur les Chemins de fer et les transports par route et par eau. Aux termes de cet article, la Commission vérifie la régularité, au regard des textes et des conventions en vigueur, des imputations de dépenses et de recettes de la S.N.C.F.. Elle émet un avis quant au règlement des comptes et propose, le cas échéant, aux Secrétaires d'Etat aux Communications et aux Finances les observations et redressements qu'elle estime devoir être faits sur ces comptes, en particulier sur les dépenses irrégulières, frustratoires ou ne présentant pas un caractère suffisant d'utilité. Il est statué définitivement sur les comptes par les Secrétaires d'Etat aux Communications et aux Finances.

Ce texte ne modifie pas, en substance, le régime antérieur: la Commission de Vérification des Comptes continue d'être un organisme ~~puramente~~ consultatif, chargé d'examiner les comptes et de proposer aux Secrétaires d'Etat "les observations et redressements" qu'ils lui paraissent appeler, ceux-ci seuls ayant qualité pour statuer sur ces observations ou redressements.

XXXXXXXXXX

B - Portée des redressements dont sont susceptibles les comptes de la SNCF -

a) Antérieurement à la Convention du 31 août 1937, les redressements opérés dans les comptes des Grands Réseaux par arrêté ministériel pris sur proposition de la Commission de Vérification des Comptes pouvaient comporter :

- soit le report de certaines dépenses d'une année à l'autre ou d'un compte à l'autre, en fait, du compte d'établissement au compte d'exploitation ;

.....

- soit le rejet pur et simple de ces dépenses, soit du compte d'établissement, soit surtout du compte d'exploitation.

Dans la première hypothèse, il ne s'agissait que d'une simple mutation comptable ne mettant pas en cause le patrimoine propre des exploitants. Il n'en était pas de même dans la seconde et, dans ce cas, les dépenses dont l'inscription était ainsi définitivement refusée devaient être apportées par les Réseaux eux-mêmes sur ce patrimoine propre, c'est-à-dire :

- en ce qui concerne les Compagnies concessionnaires, sur leur domaine privé ;

- en ce qui concerne les anciens Réseaux d'Etat, sur le fonds de réserve de leurs primes de gestion.

b) Depuis la Convention de 1937, il paraît difficile de concevoir pratiquement qu'une décision ministérielle rejetant définitivement certaines dépenses des comptes de la S.N.C.F. puisse intervenir. En effet :

- d'une part, il ne faut pas oublier que ces comptes sont approuvés, au préalable, par une Assemblée Générale où l'Etat lui-même dispose de la majorité absolue ;

- d'autre part, on n'aperçoit pas quelles pourraient être les conséquences effectives d'une telle décision.

1°) Sur le premier point, on pourrait sans doute objecter qu'une situation analogue se présentait déjà, antérieurement à la Convention de 1937, en ce qui concerne les deux Réseaux d'Etat, pour lesquels l'Etat, représenté par le Ministre des Travaux Publics et le Conseil de Réseau, pouvait être considéré comme le seul actionnaire, ce qui n'a pas empêché que, sur proposition de

la Commission de Vérification des Comptes, certaines dépenses aient été exclues de leurs comptes pour être imputées à leurs fonds de réserve des primes. Mais on peut répondre que de telles décisions, au surplus très rares, tenaient uniquement à ce que les Réseaux d'Etat étaient obligés de se conformer aux décisions de principe prises par l'ancien Comité de Direction, au sein duquel les Compagnies détenaient la majorité. Lorsque les imputations comptables pouvant résulter de ces décisions n'étaient pas admises pour les Compagnies, elles ne pouvaient l'être davantage pour les Réseaux d'Etat. La gestion financière de la S.N.C.F. ne relevant que de son Conseil et de son Assemblée Générale, les dépenses inscrites dans ses comptes ne peuvent y figurer sans le consentement de l'Etat, en la personne de ses représentants.

2°) Sur le second point, la situation de la S.N.C.F. est encore plus nettement différente de celle des anciens Réseaux d'Etat. Ceux-ci avaient un embryon de domaine privé constitué par le fonds de réserve des primes/~~xxxxxxxxxxxx~~ ^{de gestion.} Il n'en est plus de même de la S.N.C.F. qui ^{ne} possède, en propre, aucun patrimoine quel qu'il soit, la totalité de son actif devant revenir à l'Etat en fin d'exploitation et aucune part n'étant attribuée aux actionnaires sur les produits de cette exploitation, indépendamment de l'intérêt et de l'amortissement de leurs actions, puisque les primes d'exploitation ne sont attribuées qu'aux Administrateurs et au personnel. Si l'on rejetait certaines dépenses des comptes de la S.N.C.F., on ne pourrait donc envisager de les reprendre que :

- sur l'intérêt et l'amortissement des actions;
- ou sur le patrimoine propre de chacun des actionnaires, c'est-à-dire, pour le moment, l'Etat, d'une part, les Compagnies de l'autre.

Il n'est pas besoin de souligner combien ces ^{solutions} ~~exemples~~ paraissent difficilement admissibles :

- D'une part, l'intérêt et l'amortissement des actions résultent, tout au moins au regard des anciennes Compagnies et de leurs ayants droit, d'engagements contractuels de l'Etat; en ce qui concerne les actions attribuées à l'Etat lui-même, il serait anormal de voir ce dernier se frustrer lui-même des sommes qui lui sont dues.

D'autre part, il serait contraire à tous les principes de Droit que les actionnaires d'une Société régie par la loi de 1867 comme la S.N.C.F. fussent tenus pour responsables de la gestion de celle-ci, au delà de la limite de leurs apports respectifs.

C - Responsabilité personnelle des Administrateurs de la S.N.C.F.-

En raison même de la difficulté pratique que présente la mise en jeu de la responsabilité pécuniaire des actionnaires de la S.N.C.F., du fait qu'ils ne sont pas, à proprement parler, parties prenantes sur les produits de l'exploitation, on est amené à envisager la responsabilité personnelle des Administrateurs qui, au contraire, reçoivent une part de ces produits, sous la forme des primes d'exploitation prévues par l'article 36 de la Convention du 31 août 1937.

Mais aucun texte ne permet d'établir cette responsabilité.

Les seuls textes concernant la responsabilité des Administra-

teurs de la S.N.C.F. sont, en effet :

- d'une part, l'article 20 du décret-loi du 31 août 1937 qui se borne à prévoir une sanction d'ordre disciplinaire à l'égard des Administrateurs représentant l'Etat qui auraient, par une faute, compromis d'une façon grave les intérêts de l'Etat;

- d'autre part, l'article 7 des Statuts qui dispose que les responsabilités civiles encourues par les Administrateurs représentant l'Etat dans l'exercice de leur mandat seront supportées par celui-ci.

Il ne s'agit pas, à proprement parler, dans ces deux dispositions, de la responsabilité même des Administrateurs, mais des modalités à prévoir pour les conséquences résultant de la mise en jeu de cette responsabilité.

En l'absence de textes spéciaux, on serait amené à conclure que la responsabilité des Administrateurs de la S.N.C.F. ne peut être que la même que celle des Administrateurs des Sociétés anonymes de droit commun. Or cette responsabilité n'est mise en cause que pour infractions à la loi sur les Sociétés ou fautes de gestion (art. 44 de la loi de 1867).

Mais il convient de remarquer qu'en ce qui concerne les fautes de gestion, cette responsabilité ne peut être mise en cause ^{par} que/ ~~par~~ les actionnaires eux-mêmes, à l'exclusion des tiers. On ne voit pas comment, dans le cas spécial de la S.N.C.F., une telle action pourrait être intentée, tous les actionnaires étant eux-mêmes membres du Conseil d'Administration et solidaires des décisions prises.

Au surplus, l'examen des comptes d'un exercice par la Commission de Vérification n'intervient que plusieurs années après la clôture de cet exercice, c'est-à-dire après que ces comptes ont été approuvés par l'Assemblée Générale des Actionnaires et que celle-ci

a donné quitus aux Administrateurs de leur gestion. Il n'est donc pas concevable que l'Assemblée Générale, qui ne se compose d'ailleurs que des mêmes Actionnaires que ceux qui font partie du Conseil d'Administration, puisse ultérieurement mettre en jeu cette responsabilité.

Il suit de là que, sur ce point, on ne peut ~~xxxi~~ assimiler la responsabilité des Administrateurs de la S.N.C.F. à celle des Administrateurs des Sociétés de droit commun qui ont à répondre de leur gestion à des Actionnaires non présents au Conseil d'Administration.

Cette responsabilité doit être examinée dans le cadre du Statut propre de la S.N.C.F. Or il résulte de ce Statut que les Administrateurs de la S.N.C.F. ne sont que les mandataires de l'Etat et des cinq Compagnies, au nom desquels sont immatriculées toutes les actions. Contrairement, en effet, au régime de droit commun, les Administrateurs de la S.N.C.F. représentant l'Etat, et, jusqu'en 1956, c'est-à-dire jusqu'à l'expiration des concessions des Compagnies, les Administrateurs représentant ces dernières ne sont pas soumis à l'obligation d'être propriétaires d'un certain nombre d'actions en garantie de leur gestion.

On doit donc conclure qu'en ce qui concerne les fautes de gestion, la responsabilité personnelle des Administrateurs ne peut être mise en cause : il appartient à leurs mandants de prendre, à leur ~~ga~~ égard, toutes mesures qu'ils jugeraient utiles.

M. Durange

J'ai vu fixé M. Closset d'examiner quel furoit
été, sous l'empire de la Convention du 31 Août 1797, la
tête de la Commission de Vérification des Comptes, & notamment
dans quelle mesure il lui étoit loisible, comme par le passé,
de visiter des comptes antérieurs de pareils

M. Closset me remet cette note.

Buly. mais ne donne votre avis sur cette question.

8 Août 1742



Paris

E

Avril

942

Monsieur CLOSSET

Directeur du Cabinet de M. le Président

Comme suite à votre lettre du 7 Avril et à une communication de M. le Président du 8 Avril, j'ai l'honneur de vous faire parvenir la note que j'ai établie pour M. le Président, sur le rôle de la Commission de Vérification des Comptes depuis la création de la S.N.C.F.

Vous voudrez bien trouver ci-joint le dossier que M. le Président m'avait communiqué.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

P

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

CABINET DU PRÉSIDENT

11/11/1937
M. L. L.

M. L. L.

Cher Monsieur le Président

Je vous serais très obligé de bien vouloir prendre connaissance de la note ci-jointe sur la rôle de la Commission de vérification du Compte depuis la Convention du 31 Août 1937.

M. le Président - désirerait avoir votre avis sur les points qui y sont traités.

Je me permets d'attirer votre attention sur l'observation qui y sera présentée au sujet de la mise en cause éventuelle de la responsabilité de l'Administration. En dehors de toute question de principe, la Commission de vérification du Compte, je serais très heureux que vos conseils, très précieux sur la note précitée sur les conditions dans lesquelles cette responsabilité de l'Administration du S.N.C.F., en l'état du texte en vigueur et compte tenu de l'âge de droit commun, cette responsabilité, ou même la Commission et des statuts, pourrait être appelée à jouer.

F. H. L.

Closser

24 MARS 1942

D 92 M2/3

RÉFÉRENCE A RAPPELER:

96 N° 3.207

NOTE

à Monsieur le Président du Conseil d'Administration.

CHAMBRE DE COMMERCE FRANÇAISE DES ÉTATS-UNIS.

La Chambre de commerce française des États-Unis, reconnue par arrêté du Ministre du Commerce et de l'Industrie, a été fondée le 20 avril 1896.

Cet organisme a son siège à New-York. Son bureau de Paris est installé 36 bis, Avenue de l'Opéra.

Les anciens réseaux, à l'exception du Midi et de l'A.L., décidèrent en 1930 de s'inscrire en qualité de Membres adhérents, à la suite d'une intervention de M. de MALGLAIVE, Gérant de l'Office français du Tourisme, à New-York.

Le montant de la cotisation, qui était alors de 200 francs par réseau, fut porté, en 1934, à 300 francs.

En raison des répercussions heureuses que pouvaient avoir sur son trafic de bonnes relations avec cette Chambre de Commerce, M. le Secrétaire Général accueillit l'offre faite par le Représentant de Paris d'inscrire la S.N.C.F. comme Membre actif, moyennant le paiement d'une cotisation de 1.500 francs, alors que le versement normalement effectué à ce titre se montait à 100 dollars.

La cotisation a été versée de 1938 à 1941 inclus au taux de 1.500 francs, bien que l'organisme ait, à deux reprises, souligné la modicité de la contribution de la S.N.C.F.

Par lettre du 26 janvier 1942, M. René GALLAND, Vice-Président, Délégué pour la France, sollicite le paiement de la cotisation afférente à l'exercice 1942.

Ce règlement appelle les remarques ci-après:

Les cotisations versées par les anciens réseaux de 1930 à 1937 ont donné lieu, en ce qui concerne le Nord seulement, aux observations du Contrôle Financier. Ce dernier a rejeté du Compte d'Exploitation la dépense effectuée pour 1930, puis celles afférentes aux exercices 1932 à 1937, bien que les réseaux aient fait connaître en 1937 à M. l'Inspecteur Général des Finances, Chef de la Mission du Contrôle Financier des Chemins de fer que le rejet considéré appelait de sérieuses objections de leur part. Les rapports de la Commission

.....

de Vérification sur les Comptes du Nord de 1934 à 1937 sont postérieurs en date à l'adhésion de la S.N.C.F. à la Chambre de commerce française des Etats-Unis.

J'ai l'honneur de rappeler que vous avez décidé de surseoir, jusqu'à nouvel ordre, au paiement de l'annuité afférente à l'exercice 1941, d'un montant de 59.500 francs, à l'Office français de Renseignements aux Etats-Unis, mais il s'agissait, en l'espèce, d'une somme importante et l'Office bénéficiaire était, contrairement à la Chambre de Commerce française des Etats-Unis, un organisme de caractère strictement privé.

Dans ces conditions, je vous propose de répondre favorablement à la demande ci-jointe de M. René GALLAND.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT,

Signé : Antonini

SOCIÉTÉ DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS	
DIRECTION	
24 MARS 1942 25 MARS 1942	
Dossier	Procès N°
D 92112 / 3	1

D 92112 / 3

RÉFÉRENCE À RAPPELER:
96 N 3.207

NOTE

à Monsieur le Président du Conseil d'Administration.

CHAMBRE DE COMMERCE FRANÇAISE DES ÉTATS-UNIS.

La Chambre de commerce française des États-Unis, reconnue par arrêté du Ministre du Commerce et de l'Industrie, a été fondée le 20 avril 1896.

Cet organisme a son siège à New-York. Son bureau de Paris est installé 36 bis, Avenue de l'Opéra.

Les anciens réseaux, à l'exception du Midi et de l'A.L., décidèrent en 1930 de s'inscrire en qualité de Membres adhérents, à la suite d'une intervention de M. de MALGLAIVE, Gérant de l'Office français du Tourisme, à New-York.

Le montant de la cotisation, qui était alors de 200 francs par réseau, fut porté, en 1934, à 300 francs.

En raison des répercussions heureuses que pouvaient avoir sur son trafic de bonnes relations avec cette Chambre de Commerce, M. le Secrétaire Général accueillit l'offre faite par le Représentant de Paris d'inscrire la S.N.C.F. comme Membre actif, moyennant le paiement d'une cotisation de 1.500 francs, alors que le versement normalement effectué à ce titre se montait à 100 dollars.

La cotisation a été versée de 1938 à 1941 inclus au taux de 1.500 francs, bien que l'organisme ait, à deux reprises, souligné la modicité de la contribution de la S.N.C.F.

Par lettre du 26 janvier 1942, M. René GALLAND, Vice-Président, Délégué pour la France, sollicite le paiement de la cotisation afférente à l'exercice 1942.

Ce règlement appelle les remarques ci-après:

Les cotisations versées par les anciens réseaux de 1930 à 1937 ont donné lieu, en ce qui concerne le Nord seulement, aux observations du Contrôle Financier. Ce dernier a rejeté du Compte d'Exploitation la dépense effectuée pour 1930, puis celles afférentes aux exercices 1932 à 1937, bien que les réseaux aient fait connaître en 1937 à M. l'Inspecteur Général des Finances, Chef de la Mission du Contrôle Financier des Chemins de fer que le rejet considéré appelait de sérieuses objections de leur part. Les rapports de la Commission

.....

de Vérification sur les Comptes du Nord de 1934 à 1937 sont postérieurs en date à l'adhésion de la S.N.C.F. à la Chambre de commerce française des Etats-Unis.

J'ai l'honneur de rappeler que vous avez décidé de surseoir, jusqu'à nouvel ordre, au paiement de l'annuité afférente à l'exercice 1941, d'un montant de 59.500 francs, à l'Office français de Renseignements aux Etats-Unis, mais il s'agissait, en l'espèce, d'une somme importante et l'Office bénéficiaire était, contrairement à la Chambre de Commerce française des Etats-Unis, un organisme de caractère strictement privé.

Dans ces conditions, je vous propose de répondre favorablement à la demande ci-jointe de M. René GALLAND.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT,

Signé: Antonini

SERVICE COMMUN DU CONTENTIEUX

1^{re} Division

AFFAIRES GÉNÉRALES

N° 6.029^{ch}

Réseau

(Service de Mouvement)

Occupation allemande
- Embranchement

OBJET DE LA CONSULTATION

Utilisation d'embranchements par les services
de l'Armée allemande -

Projet de lettre aux Régions, concernant
les questions de densité et de responsabilité -

References : Dⁿ 5.010^{ch} (voir de source en état)

Observations :

Dⁿ N° 6.029^{ch} ; Aff. :

Copie

15 Avril 42

CA¹

12.630^R

Affaire Parc d'Aviation
de Longvic

V.R. 3^{ème} Division

534-62

42.13515

Monsieur le Directeur du Service Commercial,

Par votre note du 2 courant, vous avez bien voulu me saisir de l'incident survenu le 16 octobre 1940, sur les voies de l'embranchement du Magasin Général de l'Aviation alors que, sur la demande des autorités d'occupation, les agents de la gare de Perrigny refoulaient une rame de wagons de munitions, à destination de ce magasin.

- 1 dossier -

Vous désirez savoir si la S.N.C.F. pourrait laisser à la charge des autorités allemandes, la réparation du dommage causé.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que les conventions n'ayant d'effets qu'entre les seules parties contractantes, nous ne pouvons opposer aux autorités allemandes les clauses du traité intervenu entre la S.N.C.F. et l'Administration de l'Air d'après lesquelles nos manœuvres n'ont pas à pénétrer sur les voies autres que les voies 4 et 6.

D'autre part, il me paraît bien difficile de pouvoir invoquer, en l'espèce, les dispositions de l'art. 38 du Cahier des Charges, d'après lesquelles la S.N.C.F. est seulement tenue de livrer et reprendre les wagons à l'origine des embranchements particuliers, toutes autres manœuvres étant faites par les soins des embranchés et aux risques et périls de ces derniers.

Comme il n'est pas contesté, d'autre part, que l'incident du 16 octobre 1940 est imputable à la faute des agents de la gare de Perrigny, j'estime que nous devons prendre à notre charge les dommages consécutifs à cet incident si les autorités allemandes auxquelles vous pourrez formuler les objections que vous auriez faites en

pareil cas à l'embranchement, insistent pour que nous supportions les conséquences de l'incident.

J'ajoute, d'ailleurs, que le Service Central du Mouvement vient précisément de soumettre à l'approbation de M. le Directeur Général, des instructions pour les Directeurs d'Exploitation des différentes Régions, concernant la conduite à tenir, au sujet de la desserte des embranchements utilisés par les autorités allemandes; ces instructions adoptent, pour les accidents survenus à l'intérieur des installations desservies, le point de vue ci-dessus exposé.

Monsieur le Directeur du Service Commercial, 3ème Division
LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Signé: Aurang

Par votre note du 2 courant, vous avez bien voulu me saisir de l'incident survenu le 15 octobre 1940, sur les voies de l'embranchement du Magasin Général de l'Aviation, alors que, sur la demande des autorités d'occupation, les agents de la gare de Perigny refusaient une rame de wagons de munitions, à destination de ce magasin.

- 1 dossier -

Vous désirez savoir si la S.N.C.F. pourrait laisser à la charge des autorités allemandes, la réparation du dommage causé.

Il est l'honneur de vous faire connaître que les conventions n'ayant d'effet qu'entre les seules parties contractantes, nous ne pouvons opposer aux autorités allemandes les clauses du traité intervenu entre la S.N.C.F. et l'Administration de l'Armée d'après lesquelles nos marchandises n'ont pas à pénétrer sur les voies entre les voies 4 et 6.

D'autre part, il me paraît bien difficile de pouvoir invoquer, en l'espèce, les dispositions de l'art. 33 du Cahier des Charges, d'après lesquelles la S.N.C.F. est seullement tenue de livrer et reprendre les wagons à l'origine des embranchements particuliers, toutes autres marchandises étant livrées par les soins des embranchements et aux risques et périls de ces derniers.

Comme il n'est pas contesté, d'autre part, que l'incident du 15 octobre 1940 est imputable à la faute des agents de la gare de Perigny, j'estime que nous devons prendre à notre charge les dommages consécutifs à cet incident si les autorités allemandes auxquelles vous pourriez formuler les objections que vous faites faites en

PROJET.

9-4-42

S.N.C.F.

Service Central
du Mouvement

3ème Division

N° 13804

5

MINUTE

Soumis actuellement à M. le
Directeur Général -

16.8.42

Embranchements particuliers
allemands

M. le Directeur de l' Exploitation
de la Région (toutes)

Mon attention a été attirée à plusieurs reprises sur la situation des embranchements utilisés par les Services de l'Armée allemande et au sujet desquels différentes questions dont celles de desserte et de responsabilités n'ont pas été mises au point de façon définitive.

A) - Il apparaît qu'il n'est guère possible de considérer les installations en question comme des embranchements particuliers.

Le régime d'embranchement particulier suppose en effet que les gares tiennent un compte exact du trafic à destination ou en provenance de l'embranchement. Or, la W.V.D. de Paris, par lettre du 5 mars, a rappelé qu'il était interdit d'établir les décomptes des envois de la Wehrmacht, même pour le service intérieur de la S.N.C.F.

Par ailleurs, nous ne pourrions pas pratiquement obtenir des autorités occupantes qu'elle consentent à signer un traité analogue à celui que nous soumettons à nos embranchements habituels.

Dans l'impossibilité d'établir ce traité, nous ne pouvons donc que facturer les différentes prestations que nous fournissons aux Autorités allemandes.

C'est ainsi que les Services V.B des Régions prennent déjà attachement des frais d'entretien des embranchements,

De même, les Services de l' Exploitation doivent prendre attachement des frais de desserte : la durée de manœuvre étant le temps réel pendant lequel la machine a quitté la gare pour les installations de l' Armée allemande reliés à une gare, son train pour les embranchements de pleine voie, ou sa coupe dans le cas de desserte simultanée d'embranchements particuliers ordinaires et d'installations allemandes par une manœuvre spéciale.

2 avril 1962

M. Chevallier venu, de la part
de M. Marchand du Service
Central M, soumettre au
Comité le projet ci-joint
de Lecture aux Régions -

M. Bureau a été d'accord
sur les termes de ce projet

SERVICE COMMUN DU CONTENTIEUX

1^{re} Division

AFFAIRES GÉNÉRALES

N° 6030 M^e

Réseau

(Service Central du Matériel)

Brevet d'invention.

OBJET DE LA CONSULTATION

Examen de la prétention formulée par la Société S.A.T.O. de faire compléter par la mention "breveté" nos dessins d'un obturateur pour boîtes à huile, cette société désirant se réserver l'exclusivité de fourniture de cet appareil.

Office : JASSE . 126 . B^{is} Haussmann .
Paris (8^e).

Références :

Observations :

D^{er} N° 6030 M^e ; Aff. : S.A.T.O.

S.S.

6030 ^{N°}

S.A.T.O. (Brevets d'invention)

Le Service Central du Matériel

241.290/5 Te.

Monsieur le Directeur de l'Office Jossz

Paris (8^e), 125. B^d Haussmann

50⁺

1200⁺

1250⁺

(mille deux cent cinquante francs)

1250⁺

Comparaison des obturateurs de boîtes à huile ; Examen de la prétention formulée par la Société S.A.T.O. de faire compléter, par la mention "breveté", nos dessins d'un obturateur pour boîtes à huile, cette société désirant se réserver l'exclusivité de fourniture de cet appareil.

chèque sur Paris.

23

Mai

42.

[Signature]

Sj

6030^{Me}

Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 8 Mai me communiquant les résultats de votre étude sur un obturateur de boîte à huile.

Je transmets cette note et ses annexes à notre Service technique.

fait voir S.J. 5486 n°

Je vous serai obligé de vouloir bien m'indiquer le montant des honoraires qui vous sont dus dans cette affaire, ainsi que pour les avis que vous nous avez précédemment fournis sur certaines réclamations formulées par la Compagnie des Freins et Signaux Westinghouse (notre dossier S.J. n° 5.486 Me).

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

adf
LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Signé : de CAQUERAY

Monsieur le Directeur
de l'Office JOSSE
126, Bld Haussmann - PARIS (8e)

L.

13 Mai 42

S.J.

6.030^{Me}

Monsieur le Directeur
du Service Central du Matériel

- 1 dossier -

Comme suite à votre lettre n° 241290,
5 Te/10297 du 1er Avril, j'ai l'honneur
de vous adresser une note établie, en
liaison avec mon Service, par l'Office
JOSSE, au sujet de la réclamation for-
mulée par la Société S.A.T.O. relativement
à vos dessins d'obturateurs pour boîtes
à huile.

Vous trouverez également ci-joint
un imprimé du brevet français n° 810.549,
un état des annuités versées sur ce
brevet, et des extraits des brevets an-
glais n°s 12.564 et 416.854.

abf
LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Signé : de CAQUERAY

Etude et Obtention des Brevets d'Invention

MARQUES. DESSINS & MODÈLES

Publication annexée à l'Office
L'INGÉNIEUR moniteur du breveté

H. JOSSE
Ancien Élève de l'École Polytechnique
1884-1929

L. JOSSE
Ingénieur Civil

Adresse Télégraphique :
ESSOJ PARIS

TELÉPHONE
Laborde 28-26

Chefs des Travaux Techniques :
P. COLLIGNON **A. PETIT**
Ancien Élève Ingénieur
de l'École Polytechnique des Arts et Manufactures

Bureau S.J.
Dossier n° 6030 Me

OFFICE JOSSE

FONDÉ EN 1856

PARIS (8^e), 6 8 Mai

126, BOULEVARD HAUSSMANN



SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS
Service du Contentieux

45, rue Saint-Lazare

PARIS

Messieurs,

Nous avons l'honneur de vous envoyer, sous ce pli, en double exemplaire, une note résumant notre étude sur un obturateur de boîte à huile.

Veuillez agréer, Messieurs, nos salutations distinguées.

*h-manos
9-5-42
g*

PJ

PARIS, le 8 Mai 1942

En début du préambule du brevet dont nous joignons un imprimé, on lit (page 1, lignes 8-19):

" L'obturateur selon l'invention est du type comprenant, disposé dans un logement annulaire ou partiellement annulaire ménagé dans le paroi de la boîte à huile perpendiculairement à l'axe de la pièce tournante et autour de cette dernière, une armature limitée intérieurement par une surface circulaire de diamètre un peu supérieur à celui de ladite pièce tournante et sur laquelle est fixé un ressort de tissu, feutre ou analogue, appliqué contre la dite armature par un ressort ou analogue."

Duplicata

De paragraphe se référant tout entier à un type général d'obturateurs déjà connus, si un doute devait subsister, il disparaîtrait

immédiatement à la lecture du paragraphe suivant (page 1, lignes 20-24):

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS
Service du Contentieux

" Le logement précité est en général une cavité annulaire ménagée dans une paroi rigide et non déformable. Les obturateurs du type ci-dessus en usage actuellement sont ceux qui sont utilisés dans les locomotives, un jour de plusieurs millimètres étant laissé entre les faces de la dite armature et l'obturateur."

PARIS

Ainsi, d'après la rédaction même du brevet S.A.T.O., la

Bureau S.J.
Dossier n° 6030 Me

disposition à l'intérieur d'une armature d'un tourbillon de tissu, feutre ou analogue appliquée contre la pièce tournante par un ressort,

avait déjà bien connu en Septembre 1936, mais le montage flottant de ces Messieurs,

Vous avez bien voulu nous demander d'étudier si un obturateur de boîte à huile faisant l'objet de votre dessin MP 3035 doit être considéré comme étant tributaire du brevet français n° 810549 qui fait l'objet du brevet français n° 810549 est de renvoyer à ses demandeurs et pour cela, on prévoit l'emploi d'une armature métallique de la Société Anonyme "TAMPONS ET OBTURATEURS S.A.T.O." pour "Obturateur de boîte à huile et boîte à huile en comportant application" et s'il y a lieu de mentionner sur les plans de cet appareil qu'il fait tourbillon circulaire de tissu ou feutre gonflant d'une part sur une partie de la face du logement disposée du côté extérieur de la boîte et d'autre part sur la pièce tournante (page 1, lignes 25-26). Comme la

Par une enquête à la Direction de la Propriété Industrielle, nous avons pu vérifier que les annuités du brevet français n° 810549 ont été jusqu'ici régulièrement versées, comme le montre le relevé officiel ci-joint; ce brevet a donc été maintenu en vigueur par la Société S.A.T.O.

caractéristiques brevetables, à supposer qu'elle fut nouvelle à la date

Au début du préambule du brevet dont nous joignons un imprimé, on lit (page 1, lignes 8-19):

" L'obturateur selon l'invention est du type comprenant, disposée dans un logement annulaire ou partiellement annulaire ménagé dans la paroi de la boîte à huile perpendiculairement à l'axe de la pièce tournante et autour de cette dernière, une armature limitée intérieurement par une surface circulaire de diamètre un peu supérieur à celui de ladite pièce tournante et sur laquelle est fixé un bourrelet de tissu, feutre ou analogue, appliqué contre la dite pièce tournante par un ressort ou analogue."

Ce paragraphe se réfère tout entier à un type général d'obturateurs déjà connu. Si un doute devait subsister, il disparaîtrait immédiatement à la lecture du paragraphe suivant (page 1, lignes 20-26):

" Le logement précité est en général brut de fonderie; ses surfaces sont rugueuses et non dressées. Les obturateurs du type ci-dessus en usage actuellement sont montés flottants dans ce logement, un jour de plusieurs millimètres étant laissé entre les faces de ce dernier et l'obturateur."

Ainsi, d'après la rédaction même du brevet S.A.T.O., la disposition à l'intérieur d'une armature d'un bourrelet de tissu, feutre ou analogue appliquée contre la pièce tournante par un ressort, était déjà bien connue en Septembre 1936, mais le montage flottant de ces obturateurs dans un logement de boîte à huile pouvait présenter l'inconvénient de permettre à des poussières de pénétrer dans la boîte et à l'huile de s'échapper (page 1, lignes 27-31). Le but de l'invention qui fait l'objet du brevet français n° 810549 est de remédier à ces inconvénients et pour cela, on prévoit l'emploi d'une armature métallique de largeur inférieure à celle du logement et des organes élastiques qui sont interposés entre l'armature et le logement et poussent un bourrelet circulaire de tissu ou feutre gonflant d'une part sur une partie de la face du logement disposée du côté extérieur de la boîte et d'autre part sur la pièce tournante (page 1, lignes 32-54). Comme la poussée par ressorts contre la pièce tournante était déjà connue, la caractéristique originale de l'invention réside certainement, d'après leurs auteurs, dans la poussée du bourrelet contre le logement dans une direction parallèle à l'axe de l'essieu. Il y a là certainement une caractéristique brevetable, à supposer qu'elle fût nouvelle à la date

du 10 Septembre 1936, mais cette caractéristique ne se trouve pas dans l'obturateur qui fait l'objet de votre dessin MP 3035.

En dehors de cette caractéristique, le préambule et le résumé mentionnent seulement que la surface d'appui du bourrelet sur son armature affecte, en coupe transversale, la forme d'un L, une branche du dit L étant perpendiculaire à l'axe de la pièce tournante et disposée du côté de l'intérieur de la boîte.

Enfin, le brevet contient la description d'une forme de réalisation d'un obturateur présentant les caractéristiques ci-dessus.

Le dessin n° MP 3035 établi par votre service technique en collaboration avec la Société S.A.T.O., comprend des demi-garnitures d'étanchéité rivées sur deux demi-carasses 1-2 dont l'une (la demi-carasse 1) porte des glissières 13-14 dans lesquelles peut coulisser l'autre demi-carasse dans une direction perpendiculaire à l'axe de l'essieu, le serrage dans ce sens s'effectuant sous l'action d'un ressort 3 qui prend appui à ses extrémités dans des fenêtres ménagées dans les glissières et passe en son milieu dans une chape fixée à la demi-carasse 2.

Cet obturateur ne comporte pas de dispositif élastique agissant parallèlement à l'axe de l'essieu et il n'y a pas dans cette direction débordement des garnitures par rapport aux carcasses, de sorte que la caractéristique essentielle du brevet n° 810549 ne s'y rencontre pas et au premier examen les deux dispositifs apparaissent très différents. Il est de principe incontesté cependant que la contrefaçon d'un brevet doit s'apprécier par les ressemblances et non par les différences. Il convenait donc de rechercher les points communs aux deux obturateurs et d'examiner si ces points communs pourraient faire l'objet d'une revendication de propriété de la part de la Société S.A.T.O. A notre avis, les caractères communs résident dans la division de l'obturateur en deux moitiés susceptibles d'un certain déplacement relatif, chaque moitié comportant une ou plusieurs garnitures

d'étanchéité fixées à une demi-monture métallique. De plus, dans les deux cas, la partie de la monture qui reçoit la garniture présente une section en L; pour votre dispositif, cette section en L apparaît sur les coupes abcd ef ainsi que sur la coupe ijk.

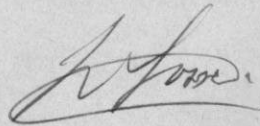
D'après les documents que M. FORESTIER, Ingénieur en Chef de la Division des Etudes de Voitures et Wagons, Région de l'Est, a bien voulu mettre à notre disposition, il est évident que la division d'un obturateur en deux moitiés ne peut être revendiquée par la Société S.A.T.O. qui n'a d'ailleurs formulé sur ce point aucune prétention dans son brevet français n° 810549: bien antérieurement au 10 Septembre 1936, date de dépôt de ce brevet, les Chemins de Fer Français utilisaient des obturateurs de boîte à huile de ce genre avec glissières, par exemple selon le dessin de l'Est n° 30801 remontant à 1926, qui prévoyait pour chaque moitié une demi-garniture en feutre portée par une demi-monture en carton comprimé. Dans ces conditions, peut-on considérer comme brevetable l'emploi d'une monture métallique à la place d'une autre monture? Il semble bien que ce soit là le simple changement de matière qui n'apporte aucun autre résultat que ceux qu'on pouvait normalement attendre d'après les propriétés connues de la nouvelle matière employée et nous sommes donc amenés à conclure à la non-brevetabilité de l'emploi d'une monture en métal; donc, même en admettant que la Société S.A.T.O. ait été la première à préconiser une telle monture dans son brevet français n° 810549, elle ne pourrait prétendre posséder un droit de propriété pour ce simple changement de matière. Au surplus, on trouve dans la littérature du passé divers exemples de montures métalliques pour des obturateurs de boîte à huile et nous joignons en annexe un extrait d'un brevet anglais n° 12564 de 1906 déposé le 30 Mai 1906 aux noms de M.B. MOUNTAIN, G.M. GIBSON et A.F.H. HEAD qui décrit un exemple d'une telle monture métallique constituée par une plaque mince sur les deux faces de laquelle sont rivées des plaques de

cuir ou autre matière flexible; les inventeurs précisent que les plaques peuvent être en une pièce ou en deux moitiés et qu'au lieu d'une plaque de métal mince, on peut utiliser une plaque de métal épaisse.

Mais en dehors de l'armature métallique, doit-on retenir la forme en L donnée à la partie qui reçoit la garniture pour admettre la légitimité d'une revendication éventuelle de la Société S.A.T.O. sur votre dispositif? Comme le dit le brevet n° 810549, la surface de chaque armature qui limite l'ouverture est en forme de feuillure, mais c'est précisément là une forme banale dont on trouverait certainement bien des exemples quand il y a lieu de fixer sur une pièce métallique une garniture quelconque. Dans le cas du brevet français n° 810549, cette forme participe à l'obtention de l'étanchéité le long de la boîte, parce que le bourrelet d'étanchéité dépasse le côté de la surface en L qui est parallèle à l'axe mais, dans votre dispositif, il n'y a rien de pareil: vous utilisez une surface en L parce que c'est un profil courant qui vous assure une bonne fixation et rien de plus. Pas plus que l'emploi d'une monture en métal, cette forme particulière d'ailleurs banale, donnée à la surface qui reçoit la garniture, ne peut être considérée comme brevetable indépendamment des autres caractéristiques du brevet n° 810549, qui naturellement peut rester valable pour les dispositions spéciales d'étanchéité que votre obturateur ne reproduit pas. C'est néanmoins un point sur lequel la Société S.A.T.O. pourrait éventuellement discuter. Nous avons donc cru nécessaire d'effectuer une rapide recherche dans le passé pour voir si des supports de garniture en L avaient été proposés antérieurement à ce brevet S.A.T.O. dans des applications du même genre. Cette recherche nous a permis de vérifier que cette forme en L avait déjà été utilisée pour des montures de rondelles s'opposant au passage des poussières et retenant l'huile entre un arbre tournant et un carter. Nous vous signalons le brevet anglais n° 416854 déposé le 20 Mars 1933 au nom de G.H. AYRES, dont nous joignons un extrait. En référence à la figure 1, l'inventeur décrit la

fixation par rivets de deux garnitures de part et d'autre d'une monture présentant une section en T, de sorte qu'en fait la surface de monture qui reçoit chaque garniture est en L comme dans le cas du brevet S.A.T.O. L'inventeur a de plus représenté à la figure 3 une variante selon laquelle la monture a une section en L; ce dispositif est complété par des rondelles métalliques, dont la suppression ne saurait rendre brevetable la forme en L.

En résumé, votre dispositif (dessin MP 3035) ne ressemble à celui du brevet français S.A.T.O. n° 810549 en vigueur que par l'emploi de montures métalliques pour porter les garnitures d'étanchéité et par la forme en L donnée à la surface de monture qui reçoit la garniture. L'emploi d'une monture en métal remplaçant le carton ne doit pas être considéré comme brevetable; de plus, les montures métalliques étaient également connues avant le dépôt de la demande de brevet S.A.T.O. D'autre part, la forme en L, non combinée à l'emploi d'un bourrelet qui dépasse une branche de la section en L, ne présente aucun caractère de brevetabilité et, de plus, cette forme n'était pas nouvelle pour des montures analogues à celles des obturateurs de boîtes à huile. Dans ces conditions, nous croyons qu'il n'y a pas lieu d'inscrire sur les plans correspondant à votre dessin MP 3035 que l'appareil représenté fait l'objet d'un brevet.



Paris, 14 avril 1942

45; rue Saint-Lazare

S.J.

6030^{Me}

1 p.

Monsieur le Directeur,

La Division des Etudes de Voitures et Wagons de notre Service Central du Matériel procède actuellement à l'établissement de dessins d'obturateurs pour boîtes à huile, destinés à remplacer les obturateurs à base de cuir utilisés jusqu'ici.

L'un des appareils de remplacement retenus comporte une monture en aluminium et des garnitures en feutre ou en matière spéciale dite "Isorelz" (dessin n° MP 3035 ci-joint).

Cet appareil a été mis au point par notre Service technique, en collaboration avec la Société S.A.T.O. qui, elle-même, avait antérieurement pris un brevet (n° 810 549 du 28.12.1936) pour un dispositif s'apparentant à celui dont il s'agit. Cependant, comme nous n'avons reproduit dans notre appareil aucune des dispositions caractérisant celui qui a été breveté par la S.A.T.O. - à l'exception de l'armature métallique évidemment non brevetable -, nous n'avons fait figurer aucune mention de brevet sur nos plans.

Arguant de l'antériorité de son brevet, la Société S.A.T.O. nous demande de compléter nos dessins par la mention "breveté" de manière à se réserver l'exclusivité de fourniture des appareils dont il s'agit.

Je vous serais obligé de vouloir bien me faire connaître, dès que possible, votre avis sur le bien fondé de la réclamation ainsi formulée par la Société S.A.T.O. J'ajoute que vous pourrez, pour obtenir tous renseignements complémentaires ou dessins, qui vous paraîtraient utiles à l'examen de cette question, vous mettre directement en rapport avec M. FORESTIER, Ingénieur en Chef,

Monsieur le Directeur de l'Office JOSSE
126, Boulevard Haussmann
PARIS (VIII°)

1941
N° 1
Chef de la Division des Etudes de Voitures et Wagons,
Région de l'Est, 162, rue du Faubourg-st-Martin, Paris..

Veillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assuran-
ce de ma considération distinguée.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Signé : de CAQUERAY

Paris, 14 avril 1942
45, rue Saint-Lazare

S.J.

6.030^{Me}

Monsieur le Directeur du Service Central
du Matériel

Comme suite à votre lettre N° 241.290/5 T^e/10297, du 1^{er} avril, j'ai l'honneur de vous informer que j'ai chargé l'Office JOSSE, 126, Boulevard Haussmann, Paris (VIII^e); d'examiner le bien fondé de la réclamation de la Société S.A.T.O. tendant à faire figurer la mention "breveté" sur vos dessins d'obturateurs pour boîtes à huile.

J'ai indiqué à cet Office spécialisé qu'il obtiendrait éventuellement tous renseignements complémentaires ou dessins utiles à l'examen de cette question, en s'adressant directement à M. FORESTIER, Ingénieur en Chef, Chef de la Division des Etudes de Voitures et Wagons.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Signé : de CAQUERAY

14 Avril

x42

SJ

1438 La/M^e

Monsieur le Chef du Service de la Voie
et des Bâtiments de la Région du SUD-OUEST
(Division du Service Général-
Acquisitions de Terrains et Domaine).

Par lettre n°2329 du 2 Avril, vous avez bien voulu m'adresser, avec le plan et l'état y annexés, une ampliation d'un arrêté en date du 19 mars écoulé, par laquelle M. le Préfet d'Indre-et-Loire, déclare cessibles, pour cause d'utilité publique, 90 pavillons d'habitation de la Cité ouvrière du Camp de Grasse, située sur le territoire de la Commune de St-Pierre-des-Corps.

Pour me permettre de présenter à l'Administration de l'Enregistrement une demande en restitution des droits de mutation perçus sur l'acte de vente de ces pavillons, je vous serais obligé de vouloir bien me communiquer une expédition de cet acte, revêtue de la mention d'enregistrement et de transcription au Bureau des Hypothèques.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Signé : Aurenge

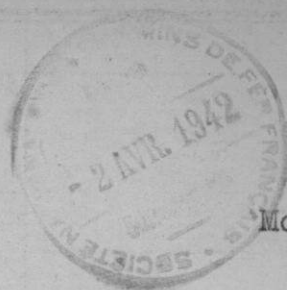
SERVICE CENTRAL
DU MATERIEL

-:-:-

N° 241 290/5 Te

-:-:-

Paris, le - 1 AVR 1942

Monsieur le Chef du Service
du Contentieux,

La Division des Etudes de Voitures et Wagons procède actuellement à l'établissement de dessins d'obturateurs pour boîtes à huile, destinés à remplacer les obturateurs à base de cuir utilisés jusqu'ici.

L'un des appareils de remplacement retenus comporte une monture en aluminium et des garnitures en feutre ou en matière spéciale dite "Isorel" (dessin n° MP 3035 ci-joint). Cet appareil a été mis au point par la Sous-Commission des Organes de Roulement de mon Service, en collaboration avec la Société S.A.T.O. qui, elle-même, avait antérieurement pris un brevet (n° 810 549 du 28.12.1936) pour un dispositif s'apparentant à celui dont il s'agit. Cependant, comme nous n'avons reproduit dans notre appareil aucune des dispositions caractérisant celui qui a été breveté par la S.A.T.O. - à l'exception de l'armature métallique évidemment non brevetable -, nous n'avons fait figurer aucune mention de brevet sur nos plans.

Arguant de l'antériorité de son brevet, la Société S.A.T.O. nous demande de compléter nos dessins par la mention "breveté" de manière à se réserver l'exclusivité de fourniture des appareils dont il s'agit.

Je vous serais obligé de bien vouloir consulter, sur les suites à donner à cette réclamation, un office de brevets, comme vous l'avez déjà fait dans des cas analogues (fabrications Westinghouse notamment). L'Officé auquel vous vous serez adressé pourra se rapprocher directement de M. FORESTIER, Ingénieur en Chef, Chef de la Division des Etudes de voitures et wagons, Région de l'EST, pour obtenir tous renseignements complémentaires ou dessins utiles.

LE DIRECTEUR,

GOSOME